

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI HISTORIQUE

SUR

LA CONDITION LÉGALE

DU MINEUR, APPRENTI

OUVRIER D'INDUSTRIE, OU EMPLOYÉ DE COMMERCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques.)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le Vendredi 22 Juin 1899

PAR

Eugène DOLFUS-FRANCOZ

Substitut du Procureur de la République de Thonon.



LYON

A REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1900

ESSAI HISTORIQUE

SUR

LA CONDITION LÉGALE

DU MINEUR, APPRENTI

OUVRIER D'INDUSTRIE, OU EMPLOYÉ DE COMMERCE

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI HISTORIQUE
SUR
LA CONDITION LÉGALE

DU MINEUR, APPRENTI
OUVRIER D'INDUSTRIE, OU EMPLOYÉ DE COMMERCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques.)

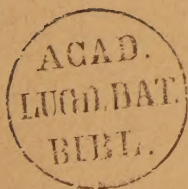
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le Vendredi 22 Juin 1899

PAR

Eugène DOLFUS-FRANCOZ

Substitut du Procureur de la République de Thonon.



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1900

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM. CAILLEMER, O. ✱, I. ✎, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ✎, professeur honoraire.

THALLER, I. ✎, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ✎, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ✎, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✎, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ✎, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

ROUGIER, ✱, I. ✎, professeur d'Économie politique.

COHENDY, ✱, I. ✎, professeur de Droit commercial.

PIC, A. ✎, professeur de Droit international public.

BARTIN, I. ✎, professeur de Droit civil, chargé du cours de Droit international privé.

SOUCHON, A. ✎, professeur d'Histoire des doctrines économiques, en mission.

APPLETON (Jean), A. ✎, professeur de Droit administratif, chargé du cours de Droit administratif (juridiction et contentieux).

LAMBERT, agrégé, chargé des cours d'Histoire générale du Droit, d'Histoire du Droit français, et de Droit civil comparé.

BOUVIER, agrégé, chargé des cours de Science et de Législation financières.

LAMEIRE, agrégé, chargé des cours d'Histoire du Droit public, de Droit administratif (doctorat politique), et de Principes généraux du Droit.

JOSSERAND, agrégé, chargé des cours de Procédure civile, de Voies d'exécution, de Législation et Économie rurales.

PROULHET, agrégé, chargé du cours d'Histoire des Doctrines économiques et d'Économie politique (doctorat politique).

HUVELIN, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.

BECK (J.), A. ✎, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. PIC, professeur. *Président.*

ROUGIER. }
APPLETON (Jean). } *Assesseurs.*

PRÉFACE

L'histoire de ceux qui travaillent, et, parmi ceux qui travaillent, de ceux qui naturellement attirent la sympathie de tous, des enfants, vaut bien l'histoire des batailles dont on nous a tant entretenus jusqu'ici. On rencontre, là aussi, des luttes formidables, qui ne sont pas exemptes de larmes.

WOŁOWSKI.

La *législation ouvrière* a conquis aujourd'hui la place à laquelle elle avait droit dans les préoccupations du monde savant et politique. Parmi les nombreuses questions qu'elle embrasse, il en est une qui a mérité d'attirer plus particulièrement notre attention, c'est celle de la protection qui est due au mineur, apprenti, ouvrier d'industrie ou employé de commerce. Assurer à l'enfant le droit qu'il a au développement physique, intellectuel et moral, en un mot le droit à la vie, est un but dont nul ne saurait se désintéresser à l'heure actuelle : l'enfant est l'homme de demain, c'est l'avenir de la nation, l'intervention en sa faveur ne saurait être ni trop large ni trop féconde.

Si l'on parcourt notre bibliographie, on voit de suite que toutes les lois qui ont pour objet la protection du mineur, apprenti ou ouvrier d'industrie, ont donné lieu à de nombreux commentaires. Notre étude serait donc inutile si elle voulait se

contenter d'ajouter un commentaire à d'autres émanant d'auteurs plus qualifiés que nous pour le faire.

Mais notre ambition a été moins d'approfondir telle ou telle loi, que de suivre pas à pas, depuis les communautés d'arts et métiers jusqu'à nos jours, l'évolution de l'idée de protection accordée au mineur. Cette idée ne se présente point aussi simplement à l'esprit qu'on pourrait le croire, et, pour l'admettre, il faut avoir une certaine connaissance des faits économiques et des habitudes industrielles. Ne voyons-nous pas soutenir encore de nos jours que l'intervention de l'Etat dans la surveillance et la limitation du travail des mineurs est vexatoire et inutile ; que le sentiment paternel suffit pour que l'enfant soit gardé de tout surmenage physique comme de toute atteinte à sa moralité. L'histoire malheureusement est là, pour nous montrer le père de famille peu soucieux trop souvent de la santé de ses enfants, et content seulement lorsqu'ils apportent à la maison leur paye de quinzaine, quelque écrasant labeur qu'elle représente.

Nous avons donc voulu opposer une double réglementation, celle d'autrefois dans les corporations, et celle d'aujourd'hui, telle qu'elle résulte des lois promulguées pour la protection de l'enfant dans l'industrie. Et si les commentaires de la loi de 1892 et des lois antérieures sont nombreux, un aperçu sur leurs résultats, et principalement sur ceux de la loi de 1892, une vue d'ensemble sur les réformes réclamées et désirables, nous ont paru utiles à présenter et devoir offrir quelque originalité.

Nous avons divisé notre étude en trois parties. Dans la première, nous nous sommes efforcés de montrer quelle place

était faite à l'apprenti dans les communautés d'arts et métiers ; nous avons tiré nos exemples de la corporation parisienne telle qu'elle nous est révélée au ^{xiii}^e siècle par les statuts d'Etienne Boileau. Néanmoins nous avons introduit quelques documents relatifs à l'apprentissage à Lyon.

La seconde partie nous mène jusqu'à la loi de 1874. Là tout est tâtonnements et hésitations ; on n'intervient qu'avec crainte, et cependant des voix généreuses et indignées se font entendre, montrant l'exploitation de l'enfant, le labeur criminel qui lui est imposé, la fatigue écrasante qui l'atrophie ; la vie est courte et douloureuse pour l'ouvrier de huit ans, et la France comme l'Angleterre s'émeuvent de voir que l'industrie leur prend tous leurs enfants.

Enfin, la troisième partie expose les lois de 1874 et 1892, mais surtout insiste sur les réformes à y apporter et sur les résultats signalés par l'inspection du travail. Une étude assez complète sur les législations protectrices étrangères, nous permet de faire la comparaison entre les divers régimes et d'appuyer notre conclusion sur les bases solides que nous donne l'expérience, faite dans tous les pays d'Europe, de la protection des mineurs ouvriers d'industrie.

La question du travail des enfants est partout liée à celle des femmes ; l'une semble inséparable de l'autre. Nous avons cru devoir isoler la première, car l'enfant est, de par sa faiblesse, livré sans défense à ceux qui veulent abuser de ses forces. La femme, au contraire, a le pouvoir de discuter les conditions du travail, et de résister, plus particulièrement par le droit de grève, à des prétentions exagérées.

D'autre part, à l'heure actuelle, la tendance, aussi bien en France qu'à l'étranger, est à l'unification du travail, englo-

bant tous les ouvriers, sans distinction d'âge ni de sexe. Nous nous efforcerons de prouver que cette tendance, sans doute heureuse pour l'adulte, est néfaste pour l'enfant, dont la protection doit primer celle de tous autres.

Notre titre porte, en outre, la mention « des mineurs employés de commerce ». De ceux-là la loi ne s'est pas occupée, de multiples difficultés s'opposant à son intervention ; nous avons assez rapidement abordé cette question, qui complète la première sans présenter la même urgence.

Nous sommes heureux, en terminant cette préface, de pouvoir donner à nos maîtres un témoignage public de reconnaissance.

Plus spécialement nous tenons à remercier M. le professeur Pic, qui a bien voulu nous guider dans ce travail avec son indiscutable compétence. Ses nombreux écrits sur la législation ouvrière ont été pour nous d'un précieux secours. Bien des fois, et plus particulièrement dans le commentaire des lois de 1851, de 1874 et de 1892, nous n'avons pu mieux faire que de le suivre pas à pas. Enfin, c'est lui qui, par son enseignement autant que par ses ouvrages, nous a appris les forts et sains principes démocratiques qui sont nos mobiles de conduite et d'action.

ESSAI HISTORIQUE

SUR

LA CONDITION LÉGALE

DU MINEUR, APPRENTI

OUVRIER D'INDUSTRIE, OU EMPLOYÉ DE COMMERCE

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION DU MINEUR FILS DE MAÎTRE OU APPRENTI DANS LES COMMUNAUTÉS D'ARTS ET MÉTIERS

L'idée qui poussa les artisans exerçant le même métier à se grouper est trop naturelle, pour qu'on cherche à l'origine des communautés d'arts et métiers autre chose que le besoin de se réunir entre gens qui, par le fait d'un identique labeur, ont les mêmes pensées et les mêmes aspirations.

Toutefois, l'origine des corporations paraît plus complexe. Malheureusement les documents font défaut ; nous apprenons seulement vers le ^{xii}^e siècle leur existence, et ce n'est qu'au ^{xiii}^e que le *Livre des métiers* d'Étienne Boileau nous initie à leur organisation, à leurs statuts, qui ne sont pour la plupart que la tradition écrite et qui sont formés de l'expérience accumulée pendant de longs siècles. Mais la façon dont la tradition s'est établie, les occasions qui ont permis à l'expérience d'éprouver telle ou telle règle, tout cela nous est inconnu, et le passé des corporations, brusquement révélé au ^{xii}^e siècle, manque en quelque sorte de lointain ; tout est sur le même plan, et c'est ce qui induit beaucoup d'écrivains à croire que,

sur un seul modèle, à un moment donné, les maîtres artisans ont rédigé leurs règlements.

Cette tradition, qui a permis à certains de relier les corporations du moyen âge aux collèges d'artisans romains, est faite de divers éléments qui, à côté du besoin primordial de s'unir, ont poussé les artisans à donner à leurs groupements des caractères particuliers que nous allons essayer d'analyser.

Tout d'abord l'idée religieuse se trouva le plus souvent à la base des communautés d'arts et métiers, qui furent d'abord des confréries. Les gens exerçant le même état s'unirent sous la bannière d'un saint, patron du métier, et firent célébrer le jour de sa fête une grand'messe suivie de multiples réjouissances.

Ces réjouissances prirent même une importance exagérée, si bien que les deniers récoltés pour secourir les pauvres ou pour les besoins du culte furent absorbés par les festins et les banquets. La Royauté prit prétexte de ces faits pour supprimer les confréries d'artisans.

Malgré les prohibitions, elles se reconstituèrent, mais dans les nouveaux groupements, l'idée religieuse, tout en restant dominante, laissa la place à des préoccupations professionnelles : on eut alors la communauté d'arts et métiers, qui alla sans cesse en se développant jusqu'à la Révolution, et qui comprenait une organisation chargée d'assurer le respect de ses règlements et une confrérie reléguée au second plan.

Envisagée au point de vue purement professionnel, la corporation rédigea ses statuts. C'étaient des codes étroits du métier, qui avaient pour but de maintenir élevé le prix de la main-d'œuvre, de garder les traditions artistiques, de former des ouvriers capables et instruits. Ils furent bien vite portés, en outre, à monopoliser le métier, c'est-à-dire à le restreindre entre un très petit nombre de mains.

Cette tendance au monopole eut du reste sa raison d'être, tout au moins au début. En effet, jusqu'au XIII^e siècle, chaque province forme un État séparé, chaque ville vit de sa vie propre ; les grands mouvements commerciaux et industriels ne se créeront que plus tard. Dans ces conditions, on pouvait facilement évaluer très approxi-

mativement, dans chaque corps de métier, la quantité de produits qu'il était nécessaire de fabriquer pour la consommation. Cette évaluation, les maîtres du métier la firent inconsciemment, et dans chaque état on s'aperçut vite qu'un trop grand nombre de maîtres répartiraient un travail insuffisant à chacun. C'était donc un danger qu'on s'efforça tout naturellement de pallier, en réglementant avec soin l'accès de la profession.

La corporation ou communauté d'arts et métiers devint donc ainsi le groupement obligatoire de gens exerçant la même profession, groupement qui tendait à conserver les règles techniques du métier, en même temps qu'il essayait de garder un équilibre constant entre la quantité de travail qui était nécessaire dans chaque ville et le nombre d'artisans qui devaient l'exécuter. L'organisation des divers degrés professionnels, apprentissage, compagnonnage, maîtrise, tendait à ce double but, limitant le nombre des apprentis, imposant un stage très long, et laissant, par les chefs-d'œuvre, la possibilité pour les maîtres jurés de retarder l'admission des compagnons ou apprentis à la maîtrise.

Le soin de faire observer les règlements était confié à un ou plusieurs membres de la corporation, auxquels les statuts donnent tantôt le nom de *gardes*, tantôt celui de *jurés*. Les maîtres seuls concouraient, suivant des modes dans le détail desquels nous n'entrerons pas, à la désignation des gardes. Apprentis et compagnons n'étaient pas représentés ; ils étaient en marge de la communauté, qui n'en percevait pas moins sur eux des droits de réception assez élevés. Les maîtres gardes assistaient à tous les événements de la vie professionnelle. Ils étaient présents en particulier, nous le verrons plus loin, lors de la passation du contrat d'apprentissage.

*
* *

Chaque métier était d'abord ouvert aux fils de maîtres puis à tous autres jeunes gens qui s'offraient à subir les épreuves de l'apprentissage et du compagnonnage,

Les premiers, par le fait de leur naissance, étaient des privilégiés. L'accès des métiers leur était facile. En effet, alors que les statuts limitaient le nombre des apprentis que pouvaient avoir chaque maître et interdisaient parfois pour des périodes assez longues de faire des apprentis, ces mesures ne leur étaient point applicables. Ils étaient admis en tout temps et « ne tenaient lieu d'apprentis ». Parfois même, ils étaient exempts d'apprentissage.

C'est ainsi qu'à Paris, chez les relieurs, les fils de maître étaient reçus à première réquisition, en payant 30 livres à la communauté.

S'ils n'étaient généralement pas dispensés du chef-d'œuvre pour parvenir à la maîtrise, ils avaient droit dans beaucoup de métiers à un traitement de faveur. Chez les boulangers, où le chef-d'œuvre consistait à convertir trois setiers de farine en toutes sortes de pâtes et de pain, les fils du maître n'étaient tenus de faire qu'une légère expérience avec une mine de farine, et cela dans la maison de leur père, sous l'œil bienveillant des jurés, confrères et amis de ce dernier.

En tout cas, dans la plupart des métiers, ils ne payaient qu'un droit de réception assez minime en obtenant la maîtrise ; parfois, ils étaient reçus gratis, et les moins favorisés ne payaient que la moitié du droit ordinaire.

Soit dans l'atelier paternel, soit dans tout autre, le fils de maître était traité avec égards, et pour lui le temps s'écoulait d'une façon heureuse, jusqu'au jour où il avait l'âge requis pour obtenir ses lettres de maîtrise. Il n'en était pas de même du jeune apprenti dont le père n'appartenait pas à un corps d'état ; c'est sa condition que nous allons essayer plus particulièrement de dégager.

*
* *

L'apprentissage, première étape de la vie d'artisan, était un temps d'épreuve et d'étude, pendant lequel le futur ouvrier apprenait tout ce qui concernait son état, et devait en retour, à son maître,

une soumission de tous les instants. Par contre, l'apprenti n'était pas abandonné sans protection à l'arbitraire du maître : celui-ci devait exercer envers lui un véritable patronage moral et professionnel ; il avait charge d'âme, et s'il manquait à l'engagement solennel qu'il avait contracté envers son apprenti, la corporation intervenait pour lui rappeler ses obligations par l'intermédiaire des maîtres gardes.

Au début, en général, aucune limite d'âge minimum n'était fixée par les statuts pour entrer en apprentissage. Il est évident que dans aucun métier on n'aurait pris des enfants trop jeunes pour l'exercer, et si les statuts étaient muets sur l'âge d'admission des apprentis, la pratique et l'usage devaient suppléer à ce silence. Cependant, par exception, certains corps de métiers fixaient un âge d'admission ; on tenait compte naturellement des exigences de la profession, de sa difficulté et des forces qui étaient nécessaires pour l'exercer. Ainsi, chez les teinturiers de soies et de toiles de Paris, les apprentis devaient avoir douze ans au moment de leur entrée. Chez les ouvriers en draps de soie de Lyon, l'âge minimum fut fixé à treize ans en 1678, et définitivement à quatorze ans en 1737.

Certaines autres conditions étaient encore requises pour l'admission des apprentis : si on ne leur fixait aucune limite d'âge maximum, il était interdit de les recevoir lorsqu'ils étaient mariés, car on n'aurait pu leur appliquer la clause générale qui enjoignait à tout apprenti d'habiter chez son maître pendant toute la durée de l'apprentissage. D'autre part, les maîtres craignaient sans doute de ne pas trouver chez eux, l'obéissance et l'assiduité nécessaires.

Toutefois, la règle interdisant le mariage aux apprentis n'était pas générale au début, puisque les statuts des boudriers prévoient le mariage en cours d'apprentissage, déclarant que si dans sa nouvelle condition l'apprenti ne veut dîner et souper chez son maître, celui-ci doit lui bailler, chaque jour ouvrable, quatre deniers pour « sa penture¹ ».

¹ *Liv. des mét.*, p. 255.

De même le travail de nuit était généralement interdit, pour éviter les malfaçons à la lueur incertaine des chandelles ; toutefois, l'interdiction du travail de nuit chez les batteurs d'archal a un autre motif, qui est déjà un premier pas dans la voie de la protection, « c'est parce que, disent les statuts, le métier est trop pénible ».

En général aussi, les apprentis devaient être de la religion catholique, apostolique et romaine. Certains corps d'état exigeaient en outre qu'ils aient déjà une instruction assez avancée. C'est ainsi que chez les libraires-imprimeurs l'apprenti devait savoir lire et écrire, voire même connaître un peu de latin.

Comment l'acte d'apprentissage se concluait-il ? Les parents qui avaient fait choix d'un métier pour leur fils se mettaient en relation avec un maître qui avait dans son atelier place pour un apprenti : ils discutaient les conditions et, lorsqu'ils étaient d'accord, ils passaient un contrat. Au début, ce contrat était le plus souvent écrit et passé devant les maîtres gardes ou bayles du métier ; c'était un acte sous seing privé. Mais parfois, parents, maîtres et aussi bayles étant aussi ignorants les uns que les autres de l'art d'écrire, de simples conventions verbales étaient échangées en présence des maîtres gardes et « recordés » par eux, suivant l'expression des statuts. Puis les règlements insérant des limitations du nombre d'apprentis, il devint nécessaire que les contrats fussent connus, d'où la nécessité d'un acte écrit, et de plus en plus se généralisa l'obligation de passer les contrats par-devant notaires. En 1543, l'ordonnance qui réorganise le métier des orfèvres pour toutes les villes jurées du royaume exige que le contrat soit notarié. Elle déclare « que tous maîtres orfèvres seront tenus dorénavant en prenant apprenti, iceux faire obligés par-devant notaires ou tabelions... et les lettres de ladite obligation seront tenus lesdits maîtres dedans le jour qu'elles seront passées, ou dedans trois jours après pour le plus tard, mettre ès mains des jurés dudit métier des villes où ils sont demeurants, pour être enregistrés par lesdits jurés ».

Le *brevet d'apprentissage*, passé sous seing privé ou en forme

authentique, était déposé aux archives de la communauté, afin d'y recourir en cas de contestation¹.

La durée de l'apprentissage variait suivant les métiers ; pour les corporations de Paris, elle évoluait entre 2 ans chez les cuisiniers, et 12 ans chez les patenotriers de corail. Mais la plupart du temps, cette fixation de durée n'était qu'un minimum au-dessous duquel on ne pouvait pas descendre, mais que l'on pouvait dépasser d'un commun accord. Il en fut ainsi jusqu'en 1667 dans la manufacture des soieries de Lyon ; mais après cette époque, par contre, il fut interdit de prendre des apprentis pour plus de 5 ans.

Le maître qui prenait un apprenti à sa charge, exigeait en retour des parents une certaine rémunération ; à partir du xvi^e siècle elle fut laissée à débattre entre les parties ; mais auparavant certains métiers fixaient le prix à payer par les parents de l'apprenti. C'était tantôt 20 et 40 sous, tantôt 4 et 6 livres. Chez les baudroyeurs il devait être payé comptant², tandis que chez les fabricants de braies il l'était par annuités³. Parfois encore le prix était payé moitié au début, moitié à la fin de l'apprentissage⁴. Le plus souvent il était versé en argent, mais fréquemment aussi il était stipulé en nature, blé ou vin par exemple, que les parents de l'apprenti récoltaient dans leur propre fonds. Quelquefois le contrat ne portait pas de prix : le maître se réservait alors, soit d'employer son apprenti aux menues besognes du ménage, soit de le garder un an après la fin de son apprentissage, soit encore de lui faire faire comme compagnon, sans lui donner de salaire, une certaine quantité de travail, tant d'aunes, par exemple, pour les ouvriers en draps de soie.

En retour le maître s'engageait, pendant la durée de l'apprentissage, à « le nourrir de bouche, luy fournir feu, giste, logis et blanchissage, montrer sadicte vocation en bon père de famille sans lui rien celler ». Il devait donc le garder en son logis pendant

¹ *Liv. des mét.*, p. 83.

² *Ibid.*, p. 224.

³ *Ibid.*, p. 90.

⁴ An 1399 (n. s.). *Rég. d'aud. du Châtelet*, Y 5221, vol. 122,

le temps qu'il restait à son service, et si les maîtres gardes en leurs visites constataient l'absence de l'apprenti, ils pouvaient en déduire que le maître ne remplissait pas ses devoirs à son égard et ils le poursuivaient. Les statuts interdirent même le remplacement de l'apprenti fugitif.

Ainsi chez les boîtiers faiseurs de serrures de boîtes, si l'apprenti quittait le service de son maître avant le temps fixé, le maître devait le rechercher et, s'il ne le retrouvait, il « se devait souffrir de son apprentiz deci à la darrenière année de son service ». C'était là une règle sévère qui surprend. Elle faisait supporter au maître tout le dommage que lui causait le départ sans raison de son apprenti. Cela nous donne à penser que les auteurs des statuts rendaient toujours le maître responsable de ce départ, soit qu'il ait donné trop de travail à l'apprenti, soit qu'il l'ait brutalisé. On voulait en tous cas intéresser le patron à rendre à son apprenti la vie facile, à le retenir par ses bons traitements, et, à ce point donné, cette règle était salulaire.

Mais si le législateur prenait des garanties vis-à-vis du patron pour l'empêcher de provoquer la fuite de son apprenti par ses rigueurs, dans le cas où elle se produisait, et le fait paraît avoir été assez fréquent au moyen âge, l'apprenti une fois retrouvé était emprisonné et replacé chez son patron, auquel il était redevable de dommages-intérêts. Dans le cas de récidive, il était en général définitivement expulsé.

Chez les couteliers faiseurs de manches, si l'apprenti « par sa falour ou par sa joliveté s'en allait par trois fois de chez son maître, celui-ci ne le devait point reprendre après la troisième escapade, et nul du métier ne devait point l'employer à quel titre que ce soit ». La raison de cette sévérité, disent les statuts, est qu'il importe de refréner « la folie et joliveté des apprentis, car par leur fuite ils causent un grand dommage à leur maître et à eux-mêmes ». En effet, s'ils quittent l'ouvrage un mois ou deux, ils oublient tout ce qu'ils ont appris.

Même pour les besoins du métier, il était interdit d'envoyer habituellement les apprentis faire les courses : le règlement des pâtis

siers de Paris de 1756 défend d'envoyer les apprentis vendre des gâteaux par la ville, car c'est au détriment des apprentis, qui ne peuvent apprendre leur métier. La même défense est reproduite aux commentaires dans les statuts des pâtisseries de Lyon : employer les apprentis à vendre et débiter des marchandises par la ville « c'est la perte desdits apprentis qui ne peuvent apprendre leur métier, et ne peuvent à la fin de leur temps être ouvriers dudit état, ce qui est une grande charge de conscience aux dits maîtres ». Une clause semblable se retrouve dans les statuts des chapeliers, et on peut en conclure qu'il y avait là un abus général¹.

Le maître ne pouvait occuper un apprenti que pour son compte et non pour le compte de ses confrères. Aussi, voyons-nous le prévôt de Paris résilier le contrat d'apprentissage d'une apprentie, parce que la maîtresse de celle-ci n'est pas établie, n'a pas d'atelier et va seulement travailler chez les autres².

Si le patron avait sur son apprenti le droit de correction, il devait néanmoins en user avec modération. Lorsqu'il y avait sévices, la justice informait d'office. Ainsi le bailli de l'abbaye de Saint-Germain-des-Près ayant appris qu'Isabelle Beraud, apprentie de Jean Bruières, avait dit dans sa dernière maladie qu'elle mourait par suite des mauvais traitements de son maître, qui l'avait battue et foulée aux pieds, fit saisir les biens de celui-ci, examiner le corps par un médecin, et n'accorda mainlevée au patron que sous caution, et à condition qu'il se tiendrait à la disposition de la justice³. Une autre fois, un apprenti orfèvre ayant été frappé d'un trousseau de clefs qui lui avait fait un trou et deux bosses à la tête, le père porta plainte et le prévôt de Paris prononça la résiliation du contrat⁴. Dans le registre d'audience du Châtelet, on trouve un certain nombre de condamnations pour des faits semblables.

¹ *Liv. des mét.*, p. 216-217.

² 22 oct. 1399, *Reg. d'aud. du Châtelet*, Y 5222, f° 142.

³ 14 juin 1410. *Reg. d'aud. civiles du bailliage de Saint-Germain-des-Près. Arch. nat.*, Z² 3485.

⁴ 30 août 1339. *Reg. d'aud. du Châtelet*, v. 5222, f° 95.

Le maître ne pouvait en outre céder son droit de correction à un tiers et le prévôt de Paris, condamnant un apprenti fugitif à remplir les obligations de l'apprentissage, rappelait au patron ses devoirs : il doit traiter son apprenti en fils de prud'homme, il le battra lui-même s'il le mérite, et ne le laissera pas battre par sa femme¹.

D'une façon générale, ce fut un souci des plus frappants des règlements, que d'assurer à l'apprenti, chez son maître, l'éducation par les bons exemples et la vie régulière. Les statuts du livre des métiers exigeaient du maître de nombreuses garanties ; il devait être majeur ou émancipé domicilié, assez riche pour entretenir l'apprenti, assez habile pour lui montrer à fond son métier.

Ce souci du bien-être de l'apprenti se trouve formellement exprimé dans le règlement des boucliers de fer. Nul, en effet, ne doit prendre un apprenti, « si il n'est si saige et si riche » qu'il ne le puisse instruire, gouverner et maintenir durant le terme convenu, afin que l'enfant ne perde son temps, et son père son argent². De même pour les patenotriers de corail et de coquilles, « nul ne peut prendre apprenti s'il ne tient chief d'ostel, c'est à savoir feu et lieu³ ».

En outre, dans certains métiers, il était interdit au nouveau maître de prendre un apprenti avant un an et un jour ; ce laps de temps était jugé nécessaire pour lui permettre d'acquérir l'expérience et la liberté d'esprit nécessaires, les embarras d'un commerce à ses débuts ne laissant pas toujours à l'artisan la faculté de former un apprenti.

Chez les cristalliers et les pierriers de pierres naturelles, une veuve de maître qui continuait le métier après la mort de son mari ne pouvait pas prendre d'apprenti, car, pensaient les prud'hommes, elle ne pouvait avoir une connaissance suffisante du métier pour instruire son apprenti.

¹ 3 sept. 1399, *Reg. d'aud. du Châtelet*, f° 84.

² *Liv. des mèt.*, p. 57.

³ *Ibid.*, p. 69.

D'autre part, la plupart des statuts limitaient le nombre des apprentis, et cette limitation aboutissait en fait à assurer aux privilégiés une instruction professionnelle soignée. Que ce soit bien l'intérêt de l'apprenti dont les progrès seront d'autant plus rapides que le maître n'aura pas à partager ses leçons entre de trop nombreux disciples, que ce soit bien cet intérêt qui ait guidé le législateur, ainsi que les statuts prennent soin de l'indiquer, il nous sera permis d'en douter, contrairement à l'avis d'auteurs très autorisés, comme M. Etienne Martin-Saint-Léon. Nous croyons plutôt que cette restriction a été inspirée, ainsi que nous le disions plus haut, par le désir de fermer l'accès de la corporation à un très grand nombre, et peut-être aussi de maintenir l'égalité entre les divers patrons, dont quelques-uns auraient peut-être cherché à augmenter leur production en prenant beaucoup d'apprentis. Mais quoi qu'il en soit et sans entrer plus avant dans cette discussion, il est certain qu'au point de vue des résultats, cette restriction favorisait l'éducation professionnelle des jeunes apprentis. Les patrons, au reste, veillaient avec un soin jaloux à la bonne observation de ces dispositions restrictives, et plus, selon nous, pour les raisons que nous venons d'exposer, dans leur intérêt personnel que dans l'intérêt de leurs apprentis. Le 21 mars 1395, Jean de Morville, tondeur, fut condamné à l'amende portée par les statuts, pour avoir pris un apprenti avant que le précédent n'ait terminé son apprentissage¹. En 1409, Michelle la Chambellande, tisseuse, subit également une condamnation pécuniaire, parce qu'elle avait pris trois apprenties, contrairement aux règlements².

Le prévôt de Paris en premier ressort et en appel le Parlement réprimaient la violation des statuts par des condamnations à l'amende ou à une peine d'emprisonnement. Nous avons cité un certain nombre de documents émanant de la juridiction du Châtelet. Mais en outre des sanctions pénales, la stricte observation

¹ *Registre d'audience du Châtelet*, Y 5220.

² 14 décembre 1409, *id.*, Y 5227.

des statuts était assurée par les gardes ou jurés. Ceux-ci devaient exercer une surveillance de tous les instants et s'assurer que l'enfant était bien traité et recevait une instruction professionnelle sérieuse.

Chez les tisserands de linge, une sanction était prévue par les statuts aux plaintes de l'apprenti, « S'il quitte son maître en raison de ses agissements, il doit ou ses amis en appeler au maître juré des tisserands : celui-ci doit alors mander le maître de l'apprenti, le blâmer et lui remontrer qu'il faut tenir honorablement l'apprenti *de vestir et de chaucier, de boire et de mangier, et de toutes autres choses dedenz quinzaine.* » S'il ne le faisait pas, le maître garde des métiers plaçait l'apprenti chez un autre patron ; il prenait soin qu'il fût bien traité, et dans le cas où le nouveau maître réclamait de l'argent pour instruire son apprenti, il lui en donnait sur les deniers communs du métier. Mais ces règles bienveillantes pour l'apprenti pouvaient lui donner une morgue et une audace dont certains métiers voulurent par contre éviter les conséquences ; aussi les chapeliers de feutre déclarent-ils que nul apprenti ne sera cru contre son maître.

Le contrat d'apprentissage était passé généralement en la présence des maîtres gardes ; ils veillaient à ce que le patron remplît bien toutes les conditions de capacité et de moralité requises. Paraissait-il trop pauvre pour prendre un apprenti, ils s'opposaient à la conclusion du contrat ou, d'autres fois, ayant recours à un moyen terme, ils faisaient donner au maître caution de remplir les engagements pris envers l'apprenti¹.

Enfin le prévôt était considéré comme le protecteur des orphelins et des enfants naturels qui désiraient se placer en apprentissage. En 1399, il plaçait un enfant de huit ans, sans parents connus, chez un aumusier-chapelain, dont l'habileté et la moralité

¹ « Pour éviter blâmes et changements, les maîtres jurés doivent veiller à ce que le maître qui prend un apprenti soit suffisant de sens et d'avoir et, au besoin, ils peuvent lui demander de fournir caution que les conventions d'apprentissage seront exécutées par lui. » (*Liv. des mét.*, p. 117.)

étaient garanties par plusieurs confrères¹. En vertu de son autorité, une enfant de cinq ans, abandonnée par son père, entrait en apprentissage chez une fripière².

Le contrat d'apprentissage pouvait prendre fin de diverses manières. Tout d'abord, en cas de mort du patron, l'apprenti pouvait rester au service de sa veuve ou de ses héritiers lorsqu'ils continuaient le métier³. Mais si le défunt n'avait pas de successeur, les jurés du métier plaçaient l'apprenti chez un autre maître. Il pouvait encore prendre fin par la vente à un autre patron ; mais cette vente n'était autorisée que dans des circonstances exceptionnelles, « si le maître gisait à lit de douleur, s'il allait outre-mer, s'il abandonnait le métier ou enfin pour cause de pauvreté ». Quant à l'apprentissage lui-même, il pouvait cesser par l'expiration du terme fixé par le contrat, la mort de l'apprenti, son expulsion de la corporation ou le rachat d'apprentissage. Des trois premiers modes, nous ne dirons rien ; pour ce qui est du rachat d'apprentissage, il permettait d'abrégier le temps d'épreuve,

¹ 16 février 1396 (n. s.), Y 5220

² « Oye la relacion et tesmoingnage a nous faiz par Marion, femme Michiel Piedelievre, cardeur de laines, disant que des le quinziesme jour devant Noel qui fu l'an IIII et dix huit derrenierement passé, un nommé Jean le Houssereau, tisseran de toiles, lui avait baillié en garde une jeune fille nommée Marion, que il disoit estre fille de lui et d'une sienne feu femme jusques au IIII^e ou V^e jour ensuivant, pour ce, si comme il le disoit, que il aloit dehors de la ville, depuis le quel jour elle n'avait veu led Houssereau, mais avait toujours depuis ce nourry led enfant à ses despens, ce qu'elle ne pouvait plus faire attendue aussy lad absence et après ce que Jehanne, femme Hermon le Fevre a offert nourrir pour Dieu et en aumosne led. enfant a present aagée de cinq ans ou environ, nous ycelle fille avons baillé comme par main de justice a ycelle femme des maintenant jusques à sept ans... durant lequel temps elle sera tenue... ycelle nourrir, lui monstrier, introduire, et aprendre le mestier de friperie dont elle se mesle, la traitier doucement, senz ce que lad fille, en la fin d'icelui temps, lui puist amender aucun salaire nouveau aussy que, se sond. pere revient ou autre en dedans ycellui temps, qui la vueille avoir, ycelle Jehanne porra avoir action des despens d'icelle fille. » 13 août 1399, 5222, f. 83.

³ *Livre des métiers*, p. 151.

qui était en général très long, moyennant le paiement d'une certaine somme d'argent ; mais il était autorisé très difficilement par les règlements, et après une certaine durée d'apprentissage seulement, quatre ans chez les tisserands, six ans chez les brauliers de fil. Pour empêcher que ce droit ne dégénérât en abus et qu'il n'y eût spéculation de la part du patron, une clause des statuts, qui est commune à plusieurs métiers, lui interdisait de reprendre un autre apprenti avant l'expiration du temps pour lequel était engagé primitivement le racheté.

*
* *

Nous venons, principalement à l'aide des statuts et règlements, d'essayer de mettre en lumière la situation qui était faite à l'apprenti au XIII^e siècle. Cette situation ne se modifie pas au cours des siècles ; sauf quelques points de détail, elle est encore la même en 1775, à la veille de l'abolition des corporations.

Si, à cette dernière époque, nous envisageons l'organisation corporative, nous constatons que la limitation du nombre des apprentis est restée une règle fondamentale, et que la plupart des statuts continuent à défendre d'engager plus d'un apprenti. Toutefois, certains métiers qui au XIII^e siècle n'admettaient qu'un seul apprenti, permettent au XVIII^e siècle d'en engager deux ; au contraire, d'autres métiers comme celui des couteliers, qui ne limitaient pas le nombre des apprentis ou en permettaient deux, n'en admettent plus qu'un seul.

La durée de l'apprentissage est devenue sensiblement moindre. Chez les patenôtriers d'ambre et de corail, par exemple, on n'exige plus que trois ans et demi au lieu de dix ans, chez les lapidaires sept ans au lieu de dix, chez les fourbisseurs, cinq ans au lieu de sept.

Les droits d'apprentissage ont par contre sensiblement augmenté. Dans la huitaine, la quinzaine ou le mois de la conclusion du traité, le maître doit apporter aux jurés le brevet à enregistrer. L'apprenti acquitte alors des taxes de plus en plus fortes, au pro-

fit de la confrérie, du roi et de l'hôpital général (25 livres chez les grainiers, 20 livres chez les ciseleurs-doreurs). Les clauses pénales contre l'apprenti fugitif sont encore en vigueur, de même que la faculté donnée à la veuve d'un maître de garder chez elle l'apprenti du défunt.

Sans doute le principe que la maîtrise est accessible à tous les artisans s'est maintenue ; mais à l'époque où nous nous plaçons, il est bien difficile à celui qui est sans fortune de s'y frayer le chemin. Les droits de réception sont devenus en effet considérables : 1800 livres chez les charpentiers, 1700 chez les maçons. 1500 chez les bouchers, charrons, selliers, etc. La charité et la solidarité professionnelles ont fait place à un égoïsme réfléchi et à un exclusivisme méthodique.

Les gardes ou jurés continuent à contrôler l'apprentissage et à surveiller l'exécution des statuts qui le réglementent ; dans certains métiers, de nouvelles dispositions sont même venues réprimer les pratiques malhonnêtes auxquelles les maîtres avaient recours pour suborner les compagnons et apprentis de leurs confrères (statuts des cordonniers de 1614, article 21).

*
* *

Nous n'avons pas à retracer ici comment la décadence du régime corporatif, déjà commencée au xvii^e siècle, s'accrut et devint irrémédiable au xviii^e. Constatons cependant qu'à l'époque où nous nous plaçons, ses règlements, ses principes et ses tendances sont en contradiction manifeste avec le mouvement général des idées et des faits. Au moment où tout évoluait et se transformait, la corporation était restée figée dans ses statuts d'un autre âge, sans paraître même soupçonner qu'il fallait compter avec les progrès et qu'en s'immobilisant elle se condamnait. Rappelons en outre l'édit du 26 février 1776, sous le ministère Turgot, qui supprime les corporations, et dont l'article premier édicte : « Il sera libre à toute personne... d'exercer dans tout notre royaume telle espèce

de commerce et telle profession d'arts et métiers que bon leur semblera, même d'en réunir plusieurs. A l'effet de quoi nous avons éteint et supprimé tous les corps et communautés de marchands et artisans ainsi que les maîtrises et jurandes, abrogeons tous privilèges statuts et règlements donnés auxdits corps et communautés. »

Dès lors, la corporation sous sa forme séculaire et traditionnelle, telle que l'avait constituée la monarchie, avait donc vécu. Elle fut rétablie, il est vrai, mais ce ne fut qu'une institution éphémère, renversée au premier souffle de la Révolution par la loi des 2-17 mars 1791.

*
* *

Nous venons de voir quelle minutieuse réglementation de l'apprentissage était organisée dans chaque métier, par les statuts et règlements qui sont la loi du mineur sous l'ancien régime. Cependant il ne faudrait peut-être pas trop se hâter de juger par là quelle était sa condition. En effet, si pour les corporations de Paris, auxquelles les notions que nous venons de donner sont empruntées pour la plupart, nous ne pouvons nous faire une idée de la manière dont fonctionnaient les règlements et statuts, les registres du Châtelet ayant été brûlés en grande partie, à Lyon où les registres de la police des arts et métiers nous sont parvenus en entier, nous constatons un grand nombre de contraventions qui nous prouvent que les maîtres se souciaient fort peu dans la pratique des prescriptions salutaires des règlements.

Du reste, ceux qui étaient chargés de les faire appliquer, les maîtres gardes, étaient à bon droit suspects de partialité; ils devaient leur élection à leurs confrères, qui étaient en outre souvent pour eux des camarades d'apprentissage. Ils étaient donc tout naturellement portés à être indulgents.

Néanmoins, cette restriction sur la portée pratique des statuts étant faite, il faut reconnaître que l'apprenti était un privilégié, en ce sens qu'il était compris dans la hiérarchie professionnelle et qu'il devait plus tard être maître à son tour. Il nous est donc permis de

croire que son sort était supportable. Au reste, dans beaucoup d'industries même de famille, comme la soierie à Lyon, au-dessous de l'apprenti il y avait de petits domestiques, sans avenir professionnel, auxquels étaient réservées toutes les corvées de l'atelier. Venant la plupart du temps de la campagne, ils n'avaient aucun parent pour s'inquiéter d'eux ; étant en outre, en dehors de la corporation, ils échappaient à la surveillance des maîtres gardes. La situation de ces enfants-là était souvent lamentable.

Cette classe de domestiques ira, au cours du siècle suivant, se développant ; ils deviendront les jeunes ouvriers de l'industrie et peupleront les usines, tandis que les apprentis iront au contraire en diminuant. Des uns et des autres la loi va s'occuper, réservant son intervention la plus large pour les premiers, qui n'étaient qu'un petit nombre sous l'ancien régime et avaient été sacrifiés à l'idée de monopole, qui est la caractéristique corporative.

CHAPITRE II

LA SITUATION DU MINEUR, JEUNE OUVRIER OU APPRENTI DE L'ABOLITION DES CORPORATIONS A 1874

Le décret d'abolition des corporations avait donc supprimé en même temps l'apprentissage, soit dans la disposition qui abroge tout le système des corporations, soit dans celle qui accorde à toute personne la faculté de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon.

Et cependant, se plaçant à un point de vue qui n'est pas, il est vrai, le nôtre, celui de l'intérêt du commerce, des réserves unanimes avaient été faites au sujet de l'apprentissage.

Nous lisons, en effet, dans les cahiers de la députation de la Rochelle : « Cependant la perfection des arts et l'intérêt public exigeant qu'il y ait dans toutes classes d'artisans, des hommes véritablement instruits, les députés en demandant l'abolition des maîtrises, n'y comprendront point celle des règlements concernant l'apprentissage ; il sera, au contraire, indispensable d'obtenir une loi qui fixe la durée de l'apprentissage dans chaque métier. » Les cahiers de la ville de Paris disaient également : « Les apprentissages seront rétablis comme le seul moyen de fournir au commerce des sujets doués des connaissances qu'il exige. »

Ces réclamations ne furent pas entendues du législateur, qui avait hâte de briser, sans en rien laisser subsister, l'ancien cadre de la corporation. Brusquement, dès lors, disparaît la protection qui était assurée à l'apprenti par les statuts et règlements. Désormais, le contrat d'apprentissage sera abandonné à la libre entente des patrons et des apprentis, il en sera ainsi jusqu'à la loi de 1851.

Un projet de loi, que nous analyserons plus loin, fut bien présenté à Chaptal en fructidor an IX, mais ne vit pas le jour. De même, un peu plus tard, la loi du 22 germinal an IX, relative aux manufactures, fabriques et ateliers, vint également régler, dans quelques-unes de ses dispositions, les relations entre maîtres et apprentis. Malheureusement, la protection qu'elle organisait était tout à fait insuffisante. En effet, cette loi se préoccupe uniquement de déterminer les clauses de résolution du contrat d'apprentissage. Elle protège la liberté de l'apprenti contre des exigences tyranniques et la probité du maître contre la mauvaise foi de l'apprenti¹. Un décret du 3 août 1810 attribua au Conseil des prud'hommes la connaissance des contestations entre patrons et apprentis, et cette juridiction remédia bien souvent à l'insuffisance de la loi et adoucit le sort de ces derniers.

Alors que, jusqu'à la fin du xviii^e siècle, l'enfant n'avait été employé par un patron qu'en vertu du contrat d'apprentissage pour y acquérir une instruction professionnelle, à partir de cette époque, par suite de l'évolution industrielle, nous le voyons entrer dans les fabriques et mines comme jeune ouvrier, moyennant un salaire qu'il ne donnera plus, mais qu'il recevra. Il travaillera, tout

¹ Voici les trois articles de la loi du 2 germinal an XII (12 avril 1803) qui concernent les apprentis.

Titre 3. — *Des obligations entre les ouvriers et ceux qui les emploient.*

« ART. 9. Les contrats d'apprentissage consentis entre majeurs, ou par des mineurs avec le concours de ceux sous l'autorité desquels ils sont placés, ne pourront être résolus, sauf l'indemnité en faveur de l'une ou de l'autre des parties, que dans les cas suivants : 1^o d'inexécution des engagements de conduite de la part de l'apprenti, 4^o si l'apprenti s'est obligé à donner, pour tenir lieu de rétribution pécuniaire, un temps de travail dont la valeur serait jugée excéder le prix ordinaire des apprentissages.

« 10. Le maître ne pourra, sous peine de dommages-intérêts, retenir l'apprenti au delà de son temps, ni lui refuser un congé d'acquit quand il aura rempli ses engagements. Les dommages-intérêts seront au moins du triple du prix des journées depuis la fin de l'apprentissage.

« 11. Nul individu employant des ouvriers ne pourra recevoir un apprenti sans congé d'acquit, sous peine de dommages-intérêts envers son maître. »

comme l'ouvrier adulte, en vertu du contrat de louage de service. C'est donc du jeune ouvrier que nous allons nous occuper et nous reviendrons à l'apprenti avec la loi de 1851.

SECTION I

Protection du jeune ouvrier.

Dès la fin du XVIII^e siècle, en effet, commence la révolution industrielle qui a substitué la force mécanique à la force humaine et a ouvert les portes des usines aux mineurs. L'industrie se développe alors sous un régime de libre concurrence, presque absolue, succédant brusquement à l'organisation corporative. Par suite, la production se concentre en un petit nombre de mains ; à la multitude de petits ateliers corporatifs succède le régime de la grande industrie, caractérisé par des usines colossales¹.

Les enfants furent embauchés par milliers dans cette nouvelle organisation de l'industrie. Il ne devinrent plus désormais que les auxiliaires de machines de plus en plus perfectionnées, qui exécutaient la partie la plus difficile du travail. Tout apprentissage étant désormais inutile, ils étaient immédiatement employés à une tâche facile, pour laquelle ils recevaient aussitôt une modique rémunération. On ne se contenta pas de les prendre dès l'âge le plus tendre ; la puissance de la machine est inépuisable, les intérêts de la production entraînèrent encore les industriels à prolonger leur travail bien au delà des limites raisonnables.

Dans les manufactures de coton, surtout, on voyait des enfants de six et même de cinq ans passer quatorze et quinze heures consécutives à rattacher des fils et tomber épuisés sur le métier. Certains patrons, dans la petite industrie, se faisaient obéir avec un nerf de bœuf ou avec un fer rouge dont ils menaçaient leurs apprentis².

¹ V. Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 211.

² Ces faits furent rapportés plus tard à la Chambre de Paris par comte de Tascher (*Monit.* de 1840, p. 419).

L'Angleterre, qui nous avait précédés dans le développement du machinisme, avait compris que l'emploi abusif des enfants dans les manufactures constituait pour l'avenir de la nation un très grave danger. En 1809, sir Robert Peel fit voter le bill « pour conserver le moral et la santé des jeunes travailleurs employés dans les moulins de coton et de laine ». Puis de nouveaux bills suivirent, en 1819 et 1825. Mais les sages mesures qu'ils édictaient ne furent pas respectées. Ce ne fut qu'avec le bill de 1833 que l'enfance asservie aux manufactures put bénéficier d'une véritable protection. Cette loi interdisait l'emploi des enfants âgés de moins de neuf ans, elle restreignait leur travail à huit heures par jour pour ceux qui n'avaient pas atteint treize ans et à onze heures et demie par jour pour ceux qui n'avaient pas dix-huit ans. Elle créait, en outre, un corps puissant et salarié d'inspecteurs, ce qui devait assurer aux prescriptions qu'elle contenait une sanction efficace.

Son application souleva dès le début des protestations très vives de la part des manufacturiers, qui y voyaient la ruine de l'industrie anglaise. On ne reconnut que bien plus tard que, loin d'avoir nui à l'industrie, elle lui avait profité en lui fournissant une classe de travailleurs sains et robustes.

Bien des années devaient s'écouler en France avant que le législateur ne songeât à réglementer l'emploi des enfants dans les usines. Ce ne fut qu'en 1827, que la Société de Mulhouse fit entendre les premières protestations en faveur de l'enfance, et depuis elle ne cessa de réclamer l'intervention de la loi.

En décembre 1837, le bureau des manufactures au ministère du commerce présentait un rapport distribué aux trois Conseils généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce. On y trouvait les renseignements les plus décisifs et les plus douloureux. Dans quelques départements on recevait même à six ans les enfants employés au travail des manufactures ; dans l'Ain, l'Aisne, le Maine, l'Indre, le Maine-et-Loire, les Vosges, on les recevait à sept ans. A Elbeuf l'on semblait croire que l'état de désordre dans lequel vivaient quelques pères les obligeait de livrer les jeunes enfants à un travail prématuré : le travail de très jeunes enfants

servait donc souvent à payer l'inconduite des pères. Le rapport continue en ces termes : « Quel est l'état de moralité des jeunes enfants employés dans les fabriques?... Nul, laissant partout à dériner. » Un fait curieux à signaler, c'est que l'immoralité semblait être plus grande précisément dans les pays où ils étaient reçus plus jeunes dans les fabriques. C'est en effet dans les départements de l'Aisne, de l'Isère, du Maine-et Loire, du Nord, du Bas-Rhin, de la Seine-Inférieure et des Vosges que les plaintes étaient le plus vives et pour ainsi dire unanimes : dans ces départements, disait le rapport, l'immoralité est à son comble et les enfants sortis des ateliers ont perdu toute retenue.

Presque en même temps, l'Académie des sciences morales et politiques chargeait M. Villermé de faire une enquête sur les classes ouvrières. Il en publiait les résultats en 1840, et nous y trouvons ce triste tableau des enfants employés dans l'industrie ¹.

« Chez les enfants, dit-il, l'état de souffrance résulte de l'excès du travail : chaque jour on les garde de quinze à quinze heures et demie, et l'on exige d'eux treize heures de travail effectif. Il faut que les enfants, dont beaucoup ont à peine sept ans et quelques-uns moins encore, abrègent leur sommeil et leur repos. C'est un spectacle bien affligeant que celui des ouvriers qui arrivent à Mulhouse chaque matin de tous côtés. Il faut voir cette multitude d'enfants hâves, couverts de haillons, qui s'y rendent pieds nus, par la pluie et la boue, portant à la main, ou, quand il pleut, sous leur vêtement rendu imperméable par l'huile des métiers tombée sur eux, le morceau de pain qui doit les nourrir jusqu'à leur retour. »

A la même époque, l'archevêque de Rouen écrivait ces lignes : « Les parents et les maîtres demandent à ces jeunes plantes de porter des fruits dans la saison des fleurs. Par des fatigues excessives et trop prolongées, ils épuisent leur sève naissante, peu en peine de les laisser végéter et périr sur une tige chancelante et desséchée. — Pauvres petits enfants ! Que les lois se hâtent d'éten-

¹ Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, Paris, 1840,

dre leur protection sur votre existence et que la postérité lise avec étonnement sur le front de ce siècle si content de lui-même : En ces jours de progrès et de découvertes, il fallut une loi de fer pour défendre de tuer les enfants par le travail ! »

Le baron Ch. Dupin, rapporteur de la commission de la loi de 1841, en comparant la population des départements agricoles avec celle des départements manufacturiers et industriels, constatait une grande disproportion sous le rapport de leur aptitude au service militaire. Dans ces derniers départements sur 10.000 jeunes gens appelés par la loi de recrutement, 9930 étaient réformés comme infirmes ou difformes, tandis que dans les régions agricoles, le chiffre des réformés n'était que de 4029.

Il fallait donc réprimer ce déplorable abus des forces de la jeunesse par des manufacturiers, à qui le travail des enfants convenait surtout à cause de son bon marché. L'Angleterre, nous l'avons vu, avait compris de très bonne heure la nécessité d'une protection, et à la suite de tâtonnements et d'essais successifs, était arrivée, avec le bill de 1833, à remédier d'une façon efficace aux plus graves abus. Chez nous, au contraire, la première loi sur cette matière est celle des 22-24 mars 1841, que nous allons faire connaître.

Elle édicte, dans son article premier, que les enfants ne pourront être employés que sous certaines conditions : 1° dans les manufactures, usines et ateliers à moteurs mécaniques ou à feu continu et dans leurs dépendances ; 2° dans toute fabrique occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier. La généralité de ces expressions ne laisse subsister aucun doute sur l'intention du législateur d'embrasser tous les établissements de travail. Le chiffre de vingt ouvriers est plus ou moins arbitraire et, bien qu'il soit très large, il a pour but de laisser en dehors du champ d'application de la loi la petite industrie et l'atelier du père de famille. Au point de vue de la petite industrie, il y a là une faute grave, car les abus y sont aussi dangereux et aussi nombreux que dans la grande. En ce qui concerne le père de famille, cette dérogation, qui sera du reste reproduite d'une façon plus explicite, se justifie très aisément. Il est à présumer, en effet, que les parents n'abuseront pas de la force de

leur enfant et que ce dernier sera suffisamment protégé par l'affection et la vigilance qu'on est en droit d'attendre d'eux.

Mais nous avons à relever, dès cette première loi sur la protection de l'enfance, une lacune considérable que nous aurons à déplorer dans les lois qui suivront et qui n'est pas encore comblée actuellement : nous voulons parler des employés de commerce, qui sont complètement laissés en dehors de la protection organisée par la loi. Nul doute qu'il y avait déjà à cette époque dans le commerce une classe d'enfants intéressants à protéger contre les abus dont ils pouvaient être victimes, tout aussi bien que dans l'industrie : il y avait donc lieu d'édicter pour eux, comme pour les jeunes ouvriers, des mesures limitant la durée de la journée de travail et l'âge de leur admission dans un emploi, en même temps que de leur assurer le repos hebdomadaire. Ajoutons cependant que dans le commerce, les abus étaient bien moins nombreux et bien moins grands, le travail étant bien moins pénible d'une façon générale : c'est ce qui nous explique, dans une certaine mesure, le silence de la loi.

Le domaine de la loi étant ainsi délimité, l'article 2 dispose que les enfants devront, pour être admis, avoir au moins huit ans. De huit à douze ans, ils ne pourront être employés à un travail effectif de plus de huit heures sur vingt-quatre, divisées par un repos. De douze à seize ans, ils ne pourront être employés à un travail de plus de douze heures divisées par des repos. L'âge des enfants sera constaté par un certificat délivré sur papier non timbré et sans frais par l'officier de l'état civil.

La limite de huit ans fixée pour l'admission au travail, que nous sommes tentés de trouver aujourd'hui peu élevée, était une limite raisonnable pour l'époque où nous nous plaçons. Nous n'avons pas oublié, en effet, les abus qui s'étaient produits à cet égard ; d'autre part, il faut tenir compte de ce que, l'instruction n'étant pas obligatoire comme aujourd'hui, les enfants n'allaient pas pour la plupart à l'école. Leur fermer les portes des fabriques, c'était donc les abandonner au vagabondage, à la démoralisation et aux pires exemples de la rue. Les industriels acceptèrent donc facilement cette limitation, du reste très modérée, de l'âge d'admission au

travail ; il n'en fut pas de même en ce qui concerne la fixation de la durée maximum de la journée de l'enfant ou de l'adolescent. Des récriminations très violentes s'élevèrent dès le début : on invoquait les nombreuses et profondes perturbations que produirait une pareille mesure, le travail de l'adulte étant intimement lié à celui de l'enfant et l'un ne pouvant rien faire sans l'autre. Cette objection, nous la retrouverons du reste lors de la discussion de toutes les lois qui limitent la journée du travail de l'enfant et de l'adolescent : nous aurons l'occasion, dans la suite, d'y revenir et d'en examiner la valeur.

La nécessité d'interdire le travail de nuit était reconnue par tout le monde. Les veillées sont, en effet, meurtrières pour les enfants ; d'où l'article 3, qui interdit tout travail de nuit pour les enfants au-dessous de treize ans, et qui considère comme tel tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. Si la conséquence du chômage d'un moteur hydraulique ou des réparations urgentes l'exigent, les enfants au-dessus de treize ans pourront travailler la nuit, en comptant deux heures pour trois entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. Néanmoins, un travail de nuit des enfants ayant plus de treize ans, pareillement supputé, sera toléré, s'il est reconnu indispensable, dans les établissements à feu continu, dont la marche ne peut pas être suspendue pendant le cours de vingt-quatre heures. Ainsi, un enfant de treize ans ayant travaillé dans le jour douze heures, on ne pouvait exiger de lui aucun travail de nuit, sous prétexte de chômages, réparations urgentes ou autres. S'il n'avait travaillé que neuf heures dans le jour, il pouvait travailler la nuit pendant deux heures seulement qui en valaient trois et complétaient ainsi le maximum de douze heures fixé par la loi.

L'article 4 dispose, fort sagement, que les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés les dimanches et jours de fêtes reconnues par la loi.

L'article 5 édicte l'obligation scolaire pour les enfants âgés de moins de douze ans : « Aucun enfant âgé de moins de douze ans ne pourra être admis qu'autant que ses parents ou tuteurs justifie-

ront qu'il fréquente actuellement une des écoles publiques ou privées existant dans la localité. Tout enfant admis devra jusqu'à l'âge de douze ans suivre une école. Les enfants de plus de douze ans seront dispensés de suivre une école, lorsqu'un certificat donné par le maire de leur résidence attesterait qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire. » Il ne s'agissait point là d'imposer une obligation aux familles pour l'instruction de leurs enfants, ce n'était qu'une condition pour l'admission des enfants au travail industriel. Cette condition, chacun était libre de la refuser, mais à la charge de se voir refuser en même temps le travail industriel. Il fut jugé, par application de cet article, que le manufacturier qui admettait dans ses ateliers des enfants, sans justifier que ceux d'entre eux qui avaient moins de douze ans suivaient actuellement une école, ou sans produire un certificat constatant que ceux qui ont plus de douze ans ont reçu antérieurement l'instruction primaire, encourait l'application des articles 5 et 12 de notre loi, encore qu'il eût donné des ordres pour que les enfants suivissent l'école et qu'il eût pu croire qu'ils s'y rendaient effectivement. (Crim. Cass., 14 mai 1846. D. P. 46, 1.307.)

L'article 7 crée le principe du livret obligatoire. Ce livret est délivré au père, à la mère ou au tuteur ; il porte l'âge, le nom, les prénoms, le lieu de naissance et le domicile de l'enfant, et le temps pendant lequel il aurait suivi l'enseignement primaire. Cette disposition sera conservée par les lois de 1874 et de 1892.

L'article 7 permet d'étendre les mesures de protection de la loi à des usines non énumérées dans l'article 1, ainsi que d'élever le minimum d'âge et la durée du travail à raison de la fatigue, de l'insalubrité, du danger qu'entraînent certains travaux. Il ne paraît pas que le gouvernement ait fait usage de cette faculté, pas plus qu'il n'assura, comme lui en faisait un devoir l'article 8, le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique, l'instruction primaire et l'enseignement religieux des enfants, et les conditions de salubrité et de sécurité dans lesquelles ils devaient se trouver.

L'article 10 essaye une organisation de l'inspection. « Le gouvernement établira des inspecteurs pour surveiller l'exécution de

la présente loi. Les inspecteurs pourront, dans chaque établissement, se faire représenter les registres relatifs à l'exécution de la présente loi, les règlements intérieurs, les livrets des enfants et les enfants eux-mêmes. Ils pourront se faire accompagner par un médecin commis par le préfet ou le sous-préfet. » La loi n'avait posé que le principe, laissant à l'administration le soin de l'appliquer ; le gouvernement chercha les inspecteurs soit parmi les notabilités que la voix publique signalait à sa confiance, soit dans les Conseils généraux de départements et d'arrondissements, soit encore dans les Conseils de manufactures et de commerce.

En cas de contravention, les inspecteurs devaient dresser des procès-verbaux qui auraient foi jusqu'à preuve contraire (article 11). Il était entendu que les inspecteurs pourraient s'introduire à toute heure et en tout temps dans l'intérieur des ateliers, à la différence des magistrats et officiers de police judiciaire qui demeuraient investis des attributions à eux conférées par le droit commun, et devaient rechercher les contraventions, délits et crimes en suivant le Code d'instruction criminelle.

Enfin, l'article 12 établissait une série de pénalités assez peu rigoureuses, veillant en outre à ce que le cumul des amendes ne dépassât pas un certain maximum.

Telle est la loi de 1841, qui ne présente plus d'intérêt aujourd'hui qu'au point de vue documentaire. Cette loi avait été universellement réclamée par tous les économistes, même par les partisans les plus acharnés de la liberté du travail. Elle consacrait définitivement le principe de l'intervention de l'Etat en faveur du jeune ouvrier ; elle prenait possession du régime des manufactures, ateliers et usines, et désormais la voie était ouverte à toute une série de mesures législatives de plus en plus étroites et de plus en plus fécondes. On a pu dire avec raison que cette loi constituait un des plus beaux titres d'honneur du XIX^e siècle.

Malheureusement elle ne fut pas appliquée : ce fut en vain qu'elle avait fixé l'âge au-dessous duquel les enfants ne pouvaient être admis dans les manufactures, en vain qu'elle avait proportionné ensuite la nature et la durée du travail au développement de leurs

forces physiques, en vain qu'elle avait réservé le temps qui devait être consacré à l'instruction et à l'éducation religieuse. Même dans les modestes limites qu'elle avait posées, la loi de 1841 fut impuissante à empêcher le funeste trafic des forces de la jeunesse. Cela tint, d'après tous les hommes qui se sont occupés de cette question, à la mauvaise organisation de l'instruction. L'importante mission de surveiller les ateliers et de poursuivre la répression des délits était confiée à des Commissions libres nommées par les préfets. C'était, pour ainsi dire, renoncer à la partie pénale de la loi et par conséquent à la loi elle-même. Les commissaires étaient incompétents si on les choisissait en dehors de l'industrie, et, dans le cas contraire, bien souvent hostiles à la protection accordée au mineur. Ils avaient, du reste, à lutter contre trop de force d'inertie et d'habitudes prises; il leur fallait heurter trop d'intérêts. Ils redoutèrent les conflits que pouvait entraîner à sa suite l'accomplissement de la loi, et n'osèrent requérir des pénalités contre des voisins ou amis. Ils remplirent languissamment des fonctions pour lesquelles ils ne recevaient aucun salaire et qui n'étaient pour eux qu'une source d'ennuis. Les parents, de leur côté, s'élevèrent contre la limitation de la journée de travail et représentèrent que mieux valait garder les enfants près d'eux à l'usine, que de les envoyer à la maison vide ou les laisser vagabonder dans les rues. Des patrons invoquèrent la concurrence. Peu à peu les Commissions plièrent devant ces obstacles, puis disparurent tout à fait, et la loi de 1841 tomba dans l'oubli.

Aussi, plus de dix ans après la promulgation de la loi de 1841, les instituteurs pourront-ils rédiger des mémoires où ils feront le plus triste tableau de la situation du mineur ouvrier d'industrie et dont nous extrayons les passages suivants : « Un grand nombre de fabriques emploient souvent à des tâches pénibles ou insalubres de petits malheureux qui n'ont pas dix ans. J'ai vu quinze petits garçons employés à une machine à dévider. Ils étaient assis sur des tabourets très élevés pour les empêcher de descendre et tenir leur attention plus éveillée. Chacun avait devant soi trois ou quatre bobines et en aspirait sans relâche les

flocons. L'un d'eux, un peu moins jeune, tournait la roue, et l'on voyait son pauvre corps dévier et la sueur perler sur son visage à l'expression assombrie. Ces exemples sont nombreux. Les ivrognes, les libertins, les paresseux envoient leurs enfants aux fabriques pour travailler moins eux-mêmes et boire davantage ; les enfants sont livrés trop jeunes à l'industrie ; si l'on n'y met ordre, on verra dépérir les robustes populations françaises. »

L'exemple de l'Angleterre aurait cependant dû apprendre au législateur que les lois industrielles protectrices de l'enfance rencontrent d'innombrables difficultés lorsqu'il s'agit de les faire appliquer, et qu'une bonne inspection est la condition indispensable de leur vitalité. Cette vérité ne sera enfin comprise qu'avec la loi de 1874.

Les pouvoirs publics ne se découragèrent cependant pas dans l'œuvre de protection commencée, et en 1847, le Gouvernement présentait à la Chambre des pairs un projet qui modifiait la loi de 1841 ; les dispositions de cette loi qui, nous l'avons vu, ne s'appliquaient qu'aux établissements comptant plus de vingt ouvriers, étaient étendues à tous établissements, quelle que fût l'importance du personnel. En outre le minimum d'âge d'admission au travail était élevé de huit à dix ans ; mais, par contre, le maximum de la journée était porté de huit à douze heures. Ce projet fut modifié profondément par la Commission de la Chambre des pairs à qui il fut soumis. Ainsi, tout en adoptant le principe de l'extension de la loi de 1841 à un plus grand nombre d'établissements, la Commission restreignait l'application de la loi nouvelle aux établissements qui comptaient au moins dix personnes de tout âge et de tout sexe, ou cinq personnes, enfants, adolescents ou femmes. Pendant trois journées, variables par semaine, la journée de travail était réduite de douze à onze heures, afin que trois heures fussent consacrées par semaine à l'instruction. Enfin, progrès capital à noter, une inspection salariée était enfin organisée, d'après le mode établi en Angleterre : elle était composée de quatre inspecteurs généraux et d'inspecteurs divisionnaires. La Révolution de Février empêcha de donner suite à ce projet.

34 LA SITUATION DU MINEUR, JEUNE OUVRIER OU APPRENTI

La loi du 9 septembre 1848, en fixant à douze heures pour tous les travailleurs la durée de la journée de travail, rendit inutile la limitation par la loi de 1841 de la journée du mineur de douze à seize ans à une durée égale. Elle faisait ressortir la prudence extrême de l'intervention du législateur en faveur de l'adolescent et ne rendait que plus évidente la nécessité d'une protection plus étroite.

En 1850, le Conseil général des manufactures et du commerce demanda des améliorations à la loi de 1841. En 1858, le Conseil d'Etat prépara un projet de loi tendant à l'organisation d'une inspection salariée pour assurer l'exécution de la loi de 1841. En 1867, une grande enquête fut ouverte ; on consulta les Conseils généraux, les Chambres de commerce et de l'industrie, on étudia les législations étrangères ; le Conseil d'Etat fut chargé de préparer une loi complète qui, précédée d'un rapport de M. le Conseiller Heurtier, fut présentée au Sénat le 28 juin 1870, à la veille de la guerre. Cette fois encore les événements politiques vinrent en empêcher la discussion. Enfin, en 1874, sur l'initiative d'un de ses membres, M. Joubert, grand industriel, l'Assemblée nationale, après un rapport très complet de M. Tallon, vota la loi du 19 mai 1874, qui réglementa le travail des enfants et des filles mineures employées dans l'industrie.

SECTION II

Réglementation de l'apprentissage.

Les mesures de protection organisées en faveur de l'enfant ou de l'adolescent par la loi de 1841 ne visaient que le jeune ouvrier employé dans la grande industrie, et laissaient complètement de côté, comme nous venons de le voir, le jeune apprenti travaillant seul ou avec un tout petit nombre d'ouvriers chez un patron, à charge par ce dernier de lui apprendre son métier. Et cependant, si les apprentis devenaient de jour en jour moins nombreux, par suite

de la facilité qui était donnée aux parents de tirer un profit de leur enfant en le plaçant dans une usine, leur condition était bien plus triste que celle des jeunes ouvriers, à en croire Adolphe Blanqui. Voici en effet ce que disait cet économiste : « Si le jeune ouvrier des fabriques est une espèce de paria que l'on enrégimente, du moins la discipline à laquelle il se voit soumis n'a rien de particulièrement arbitraire, et c'est quelque chose que d'avoir une règle si dure qu'elle soit. Ajoutons qu'il n'appartient au manufacturier qui le paye que pour un certain nombre d'heures; la journée finie, il reprend une liberté dont ses parents lui abandonnent trop souvent la direction. L'apprenti, au contraire, est livré au maître corps et âme; il entre dans cette famille étrangère, non pour y apprendre un métier, en donnant par compensation quelques années de son travail, mais pour y remplir les plus humbles, les plus pénibles et les plus dégoûtantes fonctions de la domesticité..... Aucune espèce d'éducation ne leur est réservée, ils ne reçoivent ni habitudes religieuses, ni instruction primaire; on ne s'occupe ni d'en faire des hommes ni d'en faire des ouvriers. L'entretien et la nourriture sont loin de les dédommager du défaut de toute instruction; trop heureux lorsque la brutalité des maîtres n'aggrave pas cette misère par des châtimens quotidiens, administrés le plus souvent sans cause et habituellement sans modération. Pour les enfants employés dans les manufactures, qui sont les élèves externes de l'industrie, le travail, si impitoyable qu'il soit, a ses bornes; pour les apprentis, qui sont les élèves internes de l'industrie, le travail ne s'arrête même pas à l'épuisement des forces et ne connaît ni règle ni frein. »

L'auteur concluait en disant qu'une loi déterminant les conditions générales de l'apprentissage était le besoin le plus impérieux du siècle.

Déjà bien avant lui, l'intérêt que l'on doit porter à l'apprentissage et la nécessité de le réglementer au point de vue technique comme au point de vue moral, avaient été mis en relief par l'auteur d'un projet de loi relatif aux manufactures et aux gens de travail, présenté en fructidor an IX à Chaptal, alors ministre

de l'intérieur. Ce projet est en quelque sorte la transition de l'ancien au nouveau régime de l'industrie¹.

Dans l'exposé des principes, l'auteur déclare en ce qui concerne l'apprentissage :

« L'apprentissage a fixé d'une manière particulière l'attention des auteurs du projet : ils ont considéré que c'est par le moyen de l'apprentissage que les traditions des arts sont transmises d'une génération à l'autre ; que c'est par lui que la jeunesse, renonçant à la légèreté naturelle, prend l'habitude de tendre avec constance vers la production d'une chose demandée et de se ployer au travail, principe des bonnes mœurs comme de la richesse publique : ils ont senti qu'une institution qui influe si essentiellement sur le développement de l'industrie de la nation méritait toute la faveur des lois ; mais poussera-t-on cette faveur jusqu'au point de donner à ceux qui auront fait apprentissage le privilège exclusif du travail ? C'est une question qu'on ne songerait pas à proposer si d'anciennes lois n'avaient décidé l'affirmative. C'était un étrange renversement de toutes les idées de justice, digne des siècles grossiers où il fut conçu, et qui ne s'est maintenu jusqu'à nos jours que parce que l'habitude a le pouvoir de faire tolérer les choses les plus intolérables. Le droit de travailler dérive de celui de vivre, et si cette propriété n'est pas sacrée, comment concevoir qu'il y en ait une sur la terre qu'on doive respecter. Au milieu des vicissitudes dont nous avons été témoins, il s'est trouvé des individus qui, nés avec une grande fortune, s'étaient par goût exercés à la pratique des arts ; lorsqu'ils eurent tout perdu, l'industrie, qu'ils n'avaient regardé jusqu'alors que comme une récréation, devint leur ressource : n'eût-il pas été aussi ridicule qu'atroce de leur en interdire l'exercice, pour la raison qu'ils n'avaient pas été en apprentissage ? Quand un homme se propose de pourvoir à ses besoins par son travail, il faut que l'état le laisse faire ou qu'il lui donne l'équivalent de tous les avantages que son industrie lui eût procurés.

¹ Il est rapporté par M. Sauzet. Essai historique sur la législation industrielle en France. (*Revue d'économie politique*, 1892.)

On dit, à l'appui du sentiment contraire, que celui qui n'a pas fait apprentissage n'est pas présumé doué de l'habileté nécessaire; mais cela importe très peu, pourvu qu'on ne force personne d'acheter ses ouvrages ou de l'employer comme ouvrier.

« Cependant on ne prétend point qu'une administration sage doive beaucoup compter sur cette instruction spontanée pour remplir les vides que le temps et les accidents de la vie font dans la population industrielle : on ne devient ouvrier que par un travail assidu, et il est très peu d'hommes, surtout de jeunes gens, capables de s'y assujettir volontairement ; c'est l'apprentissage qui formera toujours les ouvriers les plus habiles et les plus diligents et qui en fournira le plus grand nombre, parce que, dans cette position, l'élève est stimulé par le besoin de se faire un état, et qu'il est continuellement sous les yeux d'un surveillant intéressé à son activité et à ses progrès. »

Passant en revue les différentes clauses de rémunération des contrats d'apprentissage, l'auteur du projet, au sujet de l'équivalent fourni par l'apprenti au maître pour ses peines et soins, déclare : « Cet équivalent pourrait être représenté par une somme payable le jour où l'instruction serait terminée, mais dans les usages établis il n'en est pas ainsi : la famille n'est presque jamais en état de dépenser cette somme; c'est pourquoi l'on convient que l'élève demeurera chez son maître plus de temps qu'il n'en faut pour achever son instruction et que, pendant ce temps, il travaillera pour le compte du maître sans en recevoir de salaire. Cet arrangement doit être vu avec faveur par cela même qu'il s'accommode aux petites fortunes; mais, outre cet avantage, il a celui de garantir que l'instruction de l'élève sera soignée : en effet, plus elle sera hâtive, complète, plus le travail du jeune homme rapportera de profit au maître. Ce dernier avantage est tellement évident, qu'un père éclairé devrait préférer cette manière de contracter pour l'apprentissage de son fils, quand même sa fortune lui permettrait de payer tout en argent. »

Et cherchant à donner à l'apprentissage l'extension nécessaire, question qui se pose de nos jours avec une réelle opportunité,

l'auteur de la proposition demande : « Ne conviendrait-il pas, en imitant ce qui a été pratiqué autrefois dans plusieurs corporations, d'obliger les chefs de manufactures à former des apprentis en proportion des ouvriers qu'ils emploient ? Enfin n'est-il pas nécessaire que le Gouvernement prenne des moyens directs quelconques pour multiplier les apprentissages ? »

« Pour répondre à ces questions, il faut examiner ce qui se passe dans la classe industrielle lorsque le nombre d'ouvriers y devient trop faible ou trop fort, relativement à la quantité d'ouvrage qu'il faut exécuter. » Suit une démonstration de l'influence de la quantité croissante ou décroissante du travail sur l'augmentation ou la diminution du nombre des ouvriers ; l'auteur déclare que ce libre jeu des faits suffit à attirer à une profession ou à en éloigner les ouvriers. Désormais il serait absurde d'enjoindre aux fabricants de former des élèves lorsqu'ils ne peuvent occuper tous les ouvriers déjà formés : ce serait follement accroître une partie de population que l'état du commerce expose à la mendicité et que le malaise peut exaspérer et pousser à des excès contraires à l'ordre public.

Ainsi le Gouvernement, s'il est raisonnable, n'interviendra pas pour former des apprentis. Son intervention serait inutile dans les professions où les ouvriers ne sont pas assez nombreux, elle serait dangereuse dans les autres. La sagesse lui conseille de laisser les choses s'arranger d'elles-mêmes, par l'effet de cet intérêt toujours éveillé et toujours actif qui pousse continuellement les hommes à porter leur travail vers les professions où il est le plus utile ; car ce sont ces mêmes professions qui offrent les chances les plus lucratives.

Il est néanmoins un cas où le Gouvernement doit prendre des mesures directes pour former des apprentis : c'est lorsqu'il s'agit de propager une nouvelle industrie, de répandre l'usage d'une machine utile trop peu connue ; mais alors il doit plutôt opérer par primes ou par d'autres moyens d'encouragement, que par des ordres qui sont toujours mal exécutés quand ils contrarient l'intérêt particulier ; mais il doit s'arrêter lorsque le nombre des individus instruits de la nouvelle industrie est assez considérable pour que

ses avantages soient connus des spéculateurs ; à cette époque, on peut raisonnablement se reposer du soin de sa propagation sur les causes développées ci-dessus.

Et le titre I du projet de loi, qui traite des obligations réciproques des apprentis ou élèves et de leurs maîtres et instructeurs, est ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — La loi reconnaît et garantit les conventions librement consenties pour raison d'apprentissage.

ART. 2. — Le contrat d'apprentissage ne peut être ni consenti ni résolu par un mineur sans le concours de son père ou de son tuteur.

ART. 3. — Tout contrat d'apprentissage est résolu par le consentement libre et mutuel des parties.

ART. 4. — Le contrat d'apprentissage peut être résolu pour les causes suivantes, sur la demande de l'élève majeur ou, s'il est mineur, sur celle de son père ou de son tuteur : 1° en cas d'excès et mauvais traitements de la part du maître ; 2° dans tous les cas où le maître ne remplit pas les obligations auxquelles il s'est soumis par le contrat d'apprentissage, soit pour les instructions à donner à l'élève, soit pour le genre d'occupation à lui fournir.

ART. 5. — Le contrat d'apprentissage sera résolu sur la demande du maître ou instructeur si l'élève ne remplit pas les obligations auxquelles il s'est soumis par ce contrat.

ART. 6. — Les faits qui justifient la demande en résolution d'un contrat d'apprentissage sont constatés par la notoriété publique ou par témoins. L'acte de notoriété publique et l'enquête se font devant le juge de paix.

ART. 7. — Si la résolution du contrat d'apprentissage accordée sur la demande de l'une des parties donne lieu à des dommages-intérêts, ils sont réglés par le juge de paix, à moins qu'ils n'aient été prévus et fixés par le contrat d'apprentissage.

ART. 8. — Si l'élève s'évade de chez son maître ou instructeur avant d'avoir satisfait aux charges de son contrat d'apprentissage, celui-ci a droit à une indemnité proportionnée au préjudice que lui cause l'absence de l'élève. Cette indemnité est réglée par le juge de paix, à moins qu'elle n'ait été prévue et fixée par le contrat d'apprentissage.

ART. 9. — Le juge de paix peut, suivant l'exigence des cas, décerner l'ordre de ramener l'apprenti fugitif.

ART. 10. — Lorsque l'apprenti ou l'élève a rempli les engagements qu'il avait pris envers le maître ou instructeur, soit relativement au temps à travailler chez lui, soit relativement à la somme à lui payer, le maître ou instructeur est tenu de délivrer à l'apprenti ou élève un congé portant acquit,

ART. 11. — Les difficultés qui s'élèvent relativement à la délivrance de cet acquit sont jugées par le juge de paix.

ART. 12. — Toute manufacture, fabrique, entreprise et généralement tout individu faisant travailler des ouvriers sous quelque dénomination que ce soit, qui emploie un ouvrier sortant d'apprentissage non muni de son congé d'acquit, est tenu du paiement des dommages-intérêts résultant de l'inexécution du contrat d'apprentissage consenti par l'ouvrier.

Nous avons cité *in extenso* ce projet et partie de l'exposé des motifs, parce qu'il nous a paru présenter de réelles qualités pratiques et être en même temps très caractéristique des idées répandues sur l'apprentissage à l'époque où il a été conçu.

S'il nous faut aller jusqu'à la loi de 1851 pour trouver une réglementation de l'apprentissage, il ne faut pas croire que dans la plupart des grands centres industriels, l'apprenti ait été à la merci des exigences du maître. En effet les conseils de prud'hommes avaient dans leurs attributions le règlement des différends entre patrons et apprentis.

Pour la période antérieure à 1851, quelques détails nous permettront de nous faire une idée exacte de la portée de l'intervention des prud'hommes en ce qui concerne l'apprentissage. En 1845, ils ont 1409 causes à juger entre chefs d'ateliers et apprentis, en 1846, 1252; 1170 en 1847, et 450 en 1848. La jurisprudence établie à ce sujet est instructive à consulter. Elle est affirmative sur les questions suivantes. Ainsi :

Le Conseil peut, contrairement aux conventions des parties qui ont stipulé elles-mêmes la quotité des dommages-intérêts en cas de résiliation desdites conventions, réduire le taux de ces dommages-intérêts en prononçant dans l'intérêt des mœurs la résiliation desdites conventions (14 mars 1832).

Lorsqu'un apprenti a été maltraité par son maître et a contracté une maladie grave par la faute de son maître, le Conseil a le droit de résilier l'engagement fait entre les parties et de réduire l'indemnité stipulée (15 avril 1833).

Le Conseil a le droit de réduire une indemnité stipulée dans un acte d'apprentissage (25 avril 1833).

Lorsqu'un élève ne veut rien faire et que cela est constaté par le prud'homme chargé de la surveillance de l'atelier, le maître a le droit de résilier l'engagement sans être astreint au paiement de l'indemnité stipulée dans la convention (2 mai 1833).

Le maître qui, a raison de la mauvaise conduite de son élève, constatée par un des membres du Conseil chargé de la surveillance de l'atelier, demande la résiliation de l'engagement contracté entre lui et cet élève et fait abandon d'une année restant à courir, est dispensé de restituer tout ou partie de ce qu'il a reçu (2 mai 1833).

Lorsqu'un chef d'atelier ne remplit pas ses devoirs envers l'apprenti, que notamment il s'absente presque tout le jour, l'engagement doit être résilié sans indemnité (6 juin 1833).

Lorsque aucune convention n'a eu lieu entre le chef d'atelier et l'apprenti qui est chez lui à l'essai depuis un certain temps, le Conseil a le droit de fixer le temps de l'apprentissage ou de condamner le père de l'apprenti au remboursement de la nourriture fournie? Et, pour compléter cette décision, le Conseil fixait le temps de l'apprentissage à quatre ans, à compter du jour de l'entrée dans l'atelier, et, à défaut, le remboursement du prix de la nourriture à 50 centimes par jour (7 novembre 1833).

Déjà une décision du 1^{er} août 1833 avait fixé à 75 centimes par journée pendant le temps d'essai, le logement et la nourriture d'un apprenti, abaissant le chiffre à 50 centimes pour les professions de dévideuses et d'ourdisseuses.

Dans une autre espèce, le Conseil décidait (22 janvier 1835) qu'une absence de huit jours pour un apprenti était un motif suffisant pour le maître de se refuser à le reprendre et, par suite, de résilier la convention, mais qu'en ce cas le maître ne pouvait exiger une indemnité.

Il jugeait aussi (9 octobre 1834) que lorsque, par suite du décès de la femme du maître, il n'y avait plus que des jeunes gens dans l'atelier, une fille apprentie avait le droit de faire résilier son engagement; dans ce cas elle devait une indemnité au maître si elle savait travailler, mais cette indemnité ne pouvait

42. LA SITUATION DU MINEUR, JEUNE OUVRIER OU APPRENTI

être que proportionnelle et ne devait pas atteindre la totalité de celle stipulée au contrat.

Enfin, le 16 juillet 1835, le Conseil décidait que, dans le cas d'indiscipline grave, il pouvait condamner un apprenti à l'emprisonnement, que cet emprisonnement pouvait aller jusqu'à trois jours, et que le jugement qui prononçait une peine pouvait être exécuté séance tenante.

Le Conseil des prud'hommes, comme nous l'avons vu dans certaines décisions qui précèdent, ne se bornait pas à trancher les différends, il exerçait encore une surveillance sur les ateliers où se trouvaient des apprentis qui, soit en raison de leur conduite, soit en raison des agissements des maîtres, avaient besoin d'une direction ou d'un appui. Et cette surveillance n'était pas une sinécure, car en 1843, 280 apprentis y étaient soumis, en 1844, 277, et sur ce dernier chiffre, ensuite des visites des prud'hommes, 134 conventions d'apprentis ont été résiliées.

Malheureusement il n'y avait pas des prud'hommes partout ; il importait donc que le législateur intervînt pour fixer les conditions essentielles du contrat d'apprentissage, c'est ce qu'il fit par loi du 22 février au 4 mars 1851.

Cette loi définit le contrat d'apprentissage, celui par lequel un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier s'oblige à enseigner la pratique de sa profession à une autre personne qui s'oblige en retour à travailler avec lui : le tout à des conditions et pendant un temps convenu¹.

¹ Au sujet de cette définition de l'apprentissage, M. Pic déclare : « Cette définition est trop restrictive à un double point de vue : 1° L'engagement d'enseigner le métier peut être valablement contracté par un fabricant, chef d'atelier ou ouvrier ayant cessé l'exercice de sa profession ; 2° le maître n'est pas toujours rémunéré sous forme de travail presté par l'apprenti ; il peut aussi recevoir, à titre de rémunération, une somme d'argent de la famille ou de l'apprenti. Aussi, préférons-nous donner du contrat d'apprentissage la définition suivante : « Le contrat d'apprentissage est un contrat synallagmatique par lequel une personne, exerçant ou ayant exercé un

On appelle encore quelquefois brevet d'apprentissage l'acte écrit servant à constater les conditions du contrat. Cet acte n'est taxé, quelles que soient les stipulations y contenues, qu'à un droit fixe de 1 franc (actuellement 1 fr. 50).

Pour la forme, le contrat d'apprentissage est soumis aux règles générales des contrats. Il peut être fait par écrit, par acte public ou sous seing privé, ou même verbalement, mais dans ce dernier cas, la preuve n'en est admise que conformément aux dispositions du Code civil concernant la preuve testimoniale. Passé en acte public, il peut être reçu soit par les notaires, soit par les secrétaires des Conseils de prud'hommes, soit par les greffiers de Justice de paix. Leurs honoraires sont fixés à 2 francs. Comme on le voit, les plus grandes facilités ont été accordées dans l'intérêt des apprentis.

L'acte d'apprentissage doit contenir : 1° Les nom, prénoms, âge, profession et domicile du maître ; 2° les nom, prénoms, âge et domicile de l'apprenti ; 3° les nom, prénoms, profession et domicile de ses père et mère, de son tuteur ou de la personne autorisée par les parents ou, à leur défaut, par le Juge de paix ; 4° la date et la durée du contrat ; 5° les conditions de logement, de nourriture, de prix et toutes autres arrêtées entre les parties. Il doit être signé par le maître et par l'apprenti.

Le contrat a lieu d'ordinaire pendant la minorité de l'apprenti : pour être valable, il doit être fait avec le concours des personnes sous l'autorité desquelles le mineur se trouve placé ; quelquefois

métier, s'engage à l'enseigner à une autre personne, moyennant une rémunération, soit en argent, soit en travail à prester par cette dernière. »

BIBLIOGRAPHIE

Paul Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 465 : du contrat d'apprentissage ; Hayem et Perin, *Traité du contrat d'apprentissage*, commentaire de la loi de 1851 ; Millon, *le Contrat d'apprentissage*, commentaire de la loi du 22 février 1851 ; Constant, *Code manuel de l'apprenti* ; *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, v. Apprentissage, par Hubert Valleroux,

c'est une société de bienfaisance qui stipule les conditions du contrat avec le maître et s'engage à lui payer les frais d'apprentissage. Une telle convention est valable (article 1121 du Code civil) à condition que la société soit autorisée par les parents ou le Juge de paix.

Le prix d'apprentissage consiste soit dans une somme d'argent à payer au maître, soit dans un temps de travail que l'apprenti doit donner au maître. Il est laissé aux libres conventions des parties. Toutefois, lorsque le prix consiste en un temps de travail pendant lequel l'apprenti s'engage à rester au service du maître, la loi permet de faire prononcer la résiliation du contrat si ce temps excède le temps maximum consacré par les usages locaux. C'est aussi l'usage local qui sert à déterminer la durée du contrat de l'apprentissage lorsque les parties ont négligé de le faire.

En disposant ainsi, la loi reconnaît, dit M. Vachez, la force des usages locaux.

Nous retrouvons cette règle dans plusieurs recueils des usages locaux, et notamment ceux du département de l'Hérault d'après lesquels est faite la distinction suivante : la durée de l'apprentissage est fixée dans ce département à trois années pour les articles mécaniques exigeant non seulement une adresse manuelle, mais encore certaines connaissances scientifiques, tels que : l'horlogerie, l'ébénisterie, etc.; et à dix-huit mois, pour les métiers ou la force physique, ou l'adresse de la main suffisent et tiennent pour ainsi dire lieu de science, tels que la boulangerie, la pâtisserie, etc., etc.

De même, un jugement du tribunal de paix de Pessac, du 18 octobre 1887, constate que la durée de l'apprentissage du métier de cordonnier est de deux ans dans le département de la Gironde¹.

¹ A Lyon, dit M. Vachez, dans son *Recueil des usages locaux*, la durée de l'apprentissage est réglementée comme il suit par le Conseil des prud'hommes en ce qui concerne le métier de tisseur dans l'industrie de la soierie :

« ART. 40. — Les deux premiers mois d'apprentissage sont considérés

En cas de maladie de l'apprenti, le maître exige une prolongation de l'apprentissage pour remplacer le temps perdu par lui, surtout lorsqu'il ne reçoit pas de prix en argent ; il en est de même pour les absences de l'apprenti non autorisées par le maître.

comme un temps d'essai, pendant lequel le contrat peut être annulé, sans indemnité, par la volonté de l'une des parties.

« Néanmoins, si le chef d'atelier a nourri l'apprenti, il a droit au remboursement de la nourriture, dont le chiffre est habituellement fixé par le Conseil.

« ART. 41. — Après l'expérience des deux premiers mois et pendant tout le cours de l'apprentissage, le chef d'atelier qui renvoie son apprenti doit en prévenir les parents ; s'il néglige de le faire ou s'il ne justifie de motifs légitimes, non seulement il perd ses droits, mais il peut être dans certains cas passible d'une indemnité.

« ART. 45. — La durée de l'apprentissage est de quatre ans pour les articles façonnés et armures à dispositions, trois ans et demi pour tous les articles unis, taffetas, satins, velours et armures, trois ans seulement pour le devidage et l'ourdissage. Le gage annuel donné aux apprenties devideuses et ourdisseuses est ordinairement de 50 francs.

« ART. 50. — L'apprentissage des liseuses est de trois ans ; la tâche est de vingt portées, l'excédent des tâches se règle par moitié.

« ART. 57. — L'apprentissage des remetteuses pour tous les articles à lisses, est de deux ans ; le cinquième du travail fait par l'apprentie lui est attribué comme gages.

« ART. 58. — Pour le montage des métiers façonnés, l'apprentissage est de quatre ans lorsque les apprentis sont nourris par les patrons ; ils reçoivent pour salaire 10 centimes par mille la première année, 15 et 20 centimes les suivantes.

« Tout apprenti est tenu de remplacer à la fin de l'apprentissage le temps qu'il n'a pu employer, par suite de maladie ou d'absence ayant duré plus de quinze jours.

« ART. 59. — L'apprentissage terminé, le patron doit délivrer à son apprenti un congé d'acquit au moyen duquel celui-ci peut se pourvoir d'un livret.

« ART. 60. — Dans aucun cas le livret d'un mineur ne peut être chargé d'une dette contractée pendant l'apprentissage.

« L'action du maître contre l'apprenti se prescrit par un an. »

Ajoutons que, d'après les mêmes usages, les articles 40, 41, 58 ci-dessus sont applicables aux apprentis guimpiers et fileurs d'or.

Les deux premiers mois de l'apprentissage ne sont qu'un *temps d'essai* pendant lequel le contrat peut être librement rompu.

La loi ne fixe pas d'âge au-dessous duquel il n'est pas permis de prendre un apprenti, mais elle limite la durée de son travail effectif. Elle édicte que les apprentis âgés de moins de quatorze ans ne pourront travailler plus de dix heures par jour, ceux de quatorze à seize ans plus de douze heures. Le travail de nuit, c'est-à-dire celui fait entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est interdit à ceux qui ont moins de seize ans, et ils ne peuvent être tenus de travailler les dimanches et jours de fête. Enfin, si l'apprenti âgé de moins de seize ans ne sait pas lire, écrire et compter ou n'a pas terminé sa première éducation religieuse, le maître est tenu de lui accorder pour compléter son éducation, deux heures par jour.

Considérant, ainsi que cela résulte des travaux préparatoires de la loi, que l'apprenti reçoit non seulement l'éducation professionnelle, mais encore l'éducation morale qui doit influencer sur le reste de sa vie, le législateur édicte l'incapacité de recevoir des apprentis contre les individus condamnés une fois pour crime, ceux condamnés pour attentat aux mœurs, ceux qui ont fait plus de trois mois de prison pour certains délits déterminés. Cette incapacité n'est cependant pas absolue : elle peut être levée par le préfet sur l'avis du maire. D'autre part, les célibataires ou veufs ne peuvent loger chez eux des jeunes filles mineures.

L'objet principal du contrat d'apprentissage étant l'éducation professionnelle, l'obligation première du maître est de donner à l'apprenti cette éducation. Ce sera une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux que de savoir si l'éducation professionnelle doit comprendre aussi l'enseignement des procédés de fabrication. Mais le maître ne devra employer l'apprenti qu'aux travaux de sa profession et ne pas lui imposer ceux qui ne seraient pas en rapport avec ses forces physiques ou qui seraient insalubres.

Si le maître s'est engagé à fournir le logement et la nourriture à l'apprenti, l'un et l'autre doivent être convenables et, dans ce cas, si l'apprenti tombe malade et que la maladie ne paraisse pas

devoir être de longue durée, le maître est obligé de le faire soigner chez lui.

Le maître doit délivrer à la fin de l'apprentissage un congé d'acquit ou certificat constatant l'exécution du contrat. C'est ce congé qui permettra à l'apprenti d'entrer chez un nouveau patron. Si le maître le lui refusait, le Conseil des prud'hommes pourrait autoriser l'apprenti à travailler ailleurs.

Les maîtres ont le droit de prendre autant d'apprentis qu'ils le veulent, toutefois ils doivent remplir à l'égard de tous les devoirs qui leur sont imposés relativement à la nourriture, au logement, à l'enseignement. Pendant tout le séjour de l'apprenti dans l'atelier, ils doivent se conduire vis-à-vis de lui, dit la loi, « en bon père de famille » ; ils en exercent du reste l'autorité puisqu'ils doivent surveiller sa conduite et ses mœurs, soit au dedans soit au dehors.

En retour, l'apprenti doit à son maître une aide constante dans son travail, obéissance et soumission, respect et fidélité. Tout manquement grave de sa part envers lui peut être puni d'un emprisonnement qui n'excédera pas trois jours.

Le contrat d'apprentissage est résolu de plein droit : 1° Par la mort du maître ou de l'apprenti ; 2° si le maître ou l'apprenti est appelé au service militaire ; 3° si le maître ou l'apprenti vient à être frappé d'une des condamnations prévues à l'article 6 de la présente loi ; 4° pour les filles mineures dans le cas de décès de l'épouse du maître ou de toute autre femme de la famille qui dirigeait la maison à l'époque du contrat. A ces quatre causes prévues par la loi, il faut en ajouter deux qui découlent de la nature même du contrat, savoir : l'arrivée au terme fixé par les parties et, en second lieu, l'accord des parties, qui peut même être tacite.

A côté de ces causes de résolution de plein droit, la loi a prévu certaines causes de résolution judiciaire. Le contrat peut être résolu sur la demande des parties ou de l'une d'elles : 1° Dans le cas où l'une des parties manquerait aux stipulations du contrat ; 2° Pour cause d'infraction grave et habituelle aux prescriptions de la loi ; 3° Dans le cas d'inconduite habituelle de la part de l'apprenti ; 4° Si le maître transporte sa résidence dans une autre

commune que celle qu'il habitait lors de la convention. Néanmoins, la demande en résolution de contrat formée sur ce dernier motif, n'est recevable que pendant trois mois à compter du jour où le maître aura changé sa résidence ; 5° Si le maître ou l'apprenti encourt une condamnation emportant un emprisonnement de plus d'un mois de prison ; 6° Dans le cas où l'apprenti viendrait à contracter mariage.

Parmi les infractions graves et habituelles aux prescriptions de la loi, il faut noter le fait du maître d'avoir envoyé en course son apprenti sur des points plus ou moins éloignés, pour des causes étrangères à son apprentissage, surtout si ces courses ont été exigées le dimanche et jours de fêtes légales. (Tribunal de paix de Boos, 31 oct. 1869.) Les statuts des corporations avaient déjà pris soin de réprimer cet abus, qui ne s'en est pas moins perpétué jusqu'à nos jours.

Remarquons que ces causes de résiliation sont facultatives pour le juge, qui est libre, dans chaque espèce, de maintenir ou de réserver le contrat suivant les circonstances ¹.

¹ Dans les grands établissements industriels de la région lyonnaise, les contrats d'apprentissage sont faits sur un modèle uniforme, et les apprentis placés sous une étroite surveillance, qui supplée dans une certaine mesure celle du Conseil des prud'hommes. Tel est le contrat cité par Reybaud, en 1859, et que nous reproduisons, car il présente un réel intérêt.

MOULINAGE, DÉVIDAGE ET OURDISSAGE DE SOIES, CONDITIONS D'APPRENTISSAGE

« ARTICLE PREMIER. — On ne reçoit que des jeunes filles de quatorze ans au moins, et de quinze au plus, de bonnes mœurs et de bonne santé, intelligentes et laborieuses, ayant été vaccinées ; elles devront produire leur acte de naissance, un certificat de vaccination et un trousseau.

« ART. 2. — Les jeunes filles reçues dans l'établissement seront placées par le directeur, selon les besoins de l'établissement et leur intelligence, soit au moulinage, soit au dévidage et à l'ourdisage des soies.

« ART. 3. — Pendant le temps de l'apprentissage, l'élève sera gagée, nourrie, logée, chauffée, éclairée et blanchie de linge de corps seulement ; il lui sera fourni des tabliers.

« ART. 4. — L'élève promet obéissance et soumission aux maîtresses

Telle est, rapidement esquissée à grands traits, la loi de 1851 sur l'apprentissage, encore en vigueur aujourd'hui, et qui, à l'époque où elle fut promulguée, semblait devoir remédier à beaucoup de maux.

Néanmoins, il ne faudrait pas se le dissimuler, sa portée pratique ne fut pas considérable. Elle contenait, en effet, deux parties distinctes. La première limitait pour chaque jour la durée du travail suivant les âges ; elle obligeait les patrons à laisser prendre aux enfants sur la journée de travail le temps nécessaire à leur instruc-

chargées de sa conduite et de son instruction, ainsi que de se conformer aux règlements de l'établissement.

« ART. 5. — En cas de maladie, le directeur prévient le père ou le tuteur de l'apprentie malade, et si son état exige une sortie, elle lui sera accordée jusqu'à sa guérison.

« ART. 6. — Si l'élève malade reste à l'établissement, tous les soins exigés par sa position lui seront donnés.

« ART. 7. — L'apprentie qui, en cas de maladie ou toute autre cause assez grave pour autoriser sa sortie, aura été forcée de s'absenter de l'établissement, sera tenue de prolonger son apprentissage d'un temps égal à celui de l'absence.

« ART. 8. — Le directeur seul aura le droit d'autoriser ou de refuser les sorties : elles ne seront accordées que sur la demande du père ou du tuteur de l'élève.

« ART. 9. — L'apprentissage est de trois années consécutives, non compris un mois d'essai obligé. Afin d'encourager l'élève, il lui est accordé :

« 1^{re} année, un gage de 40 à 50 francs.

« 2^e année, un gage de 60 à 75 —

« 3^e année, un gage de 80 à 100 —

« Après l'apprentissage, le gage est établi suivant le mérite.

« A la fin de l'apprentissage, il est accordé une gratification de 20 francs pour récompenser l'apprentie de son exactitude à remplir ses engagements.

« ART. 10. — Le travail effectif est de 12 heures. La journée, été et hiver, commence à 5 heures et finit à 4 h. 1/4.

« On déjeune de 7 h. 1/2 à 8 h. 1/2. On dine de midi à 1 heure ; on goûte de 5 heures à 5 h. 1/2 ; on soupe à 7 h. 1/4.

« Les élèves, après la deuxième année, reçoivent des notions d'écriture et de calcul. On leur apprend à coudre et à faire un peu de cuisine.

« ART. 11. — Comme mesure d'encouragement, et à titre gratuit, il est

tion jusqu'à concurrence de deux heures. En un mot, elle était pour les enfants employés dans la petite industrie comme apprentis, ce que la loi de 1841 était pour les jeunes ouvriers de la grande industrie. La seconde partie fixait les parties essentielles du contrat d'apprentissage, tout en respectant la liberté des contractants.

Les dispositions réglementant la durée du travail ne furent pas plus appliquées que ne l'avaient été celles qui étaient contenues dans la loi de 1841. C'est, nous l'avons vu, faute d'une inspection

établi qu'à la fin de chaque mois, les jeunes personnes seront classées ainsi qu'il suit :

« 1 ^{re} classe. Etrennes pour le mois	1 50
« 2 ^e — — — — —	1 »
« 3 ^e — — — — —	0 50
« 4 ^e — — — — —	

« Chaque mois un nouveau classement aura lieu et la jeune personne montera ou baissera suivant son mérite. Ce classement aura pour base l'ensemble de la conduite, la quantité et la qualité du travail, la docilité et l'application.

« ART. 12. — Les gages ne sont dus qu'à la fin de l'année, il seront payés dans le mois qui suivra son expiration. Les étrennes, primes d'encouragement et bonifications pour surplus de tâches seront payées chaque mois.

« ART. 13. — Toute apprentie qui quitterait l'établissement avant la fin de son temps, ou qui aurait mérité son renvoi pour cause de mauvaise conduite, coalition, rébellion, paresse ou infraction grave au règlement, perdrait ses droits aux gages de l'année courante; en outre, dans ce cas, le père ou tuteur de l'élève s'engage à compter au directeur de l'établissement la somme de 100 francs pour le dédommager de la non-exécution du présent engagement; la moitié de cette somme sera versée au bureau de bienfaisance de la paroisse de l'élève.

« ART. 14. — Si dans le courant de la première année l'apprentie est reconnue incapable, malgré les engagements et dans l'intérêt des deux parties, le directeur se réserve le droit de la renvoyer sans indemnité.

« ART. 15. — L'apprentie qui quittera l'établissement au bout d'un mois, sous prétexte qu'elle ne peut pas s'habituer à la maison, payera 50 centimes par jour pour une partie des frais qu'elle aura occasionnés et les frais de voyage en plus.

« ART. 16. — L'apprentie sera soumise à son arrivée à l'inspection du

salariée suffisamment nombreuse et fortement organisée, que cette dernière loi était restée lettre morte. Le même sort était forcément réservé à la loi de 1851, qui ne s'était même pas préoccupée de faire observer ses prescriptions et qui s'en remettait sur ce point au système organisé par la loi de 1841. Les jeunes apprentis continuèrent donc, comme par le passé, à fournir un travail exagéré.

Pour citer un exemple emprunté à notre ville, on constatait encore à Lyon, en 1860, que dans le tissage et les industries similaires, des enfants de douze à quatorze ans travaillaient treize heures par jour et même plus, comme leurs maîtres. Les lois de 1874 et de 1892, nous le verrons plus loin, viendront successivement abroger toutes les dispositions de la loi de 1851 concernant la limitation de la durée du travail et le travail de nuit, et leur substituer des dispositions plus favorables à l'apprenti.

En ce qui concerne la seconde partie de la loi qui règle les conditions du contrat d'apprentissage, elle fut sans aucune influence sur le nombre des contrats.

En effet, en 1850, l'enquête industrielle faite par la Chambre de commerce constatait, dans les diverses industries de Paris, l'existence de 19.114 apprentis, dont 4.077 étaient liés par des

médecin de l'établissement; celle qui serait atteinte d'une maladie de peau ou qui serait d'une constitution malade, ne sera pas reçue et sera renvoyée immédiatement à ses parents.

Convention

Les soussignés , manufacturiers d'une part, et d'autre part ont fait la convention qui suit :

M. , après avoir pris entière connaissance des conditions d'apprentissage ci-dessus stipulées en seize articles, déclare les accepter pour agée de ici présente et consentante et s'engage à les exécuter et faire exécuter dans leur contenu par ladite M. , manufacturier, s'engage de même à exécuter et faire exécuter, dans tout leur contenu les susdites conditions en ce qui le concerne.

Le présent engagement est consenti pour trois ans, à partir de

Fait et signé double , le

P. S. — On n'admet pas les jeunes filles les dimanches et jours de fête.

contrats. D'après la statistique des industries parisiennes dressée en 1860 par la même autorité, le nombre d'apprentis recensés à Paris était de 19.742. Sur ce nombre il y avait seulement 4523 contrats écrits.

La raison en était que la violation du contrat se traduisait le plus souvent en dommages-intérêts que personne ne pouvait payer, les patrons dans les petites industries étant aussi pauvres que leurs apprentis. A quoi bon, dans ces conditions, passer un contrat, puisqu'il sera dépourvu de sanction.

En résumé, au début du siècle, avec le développement de l'industrie qui coïncidait avec la proclamation de la liberté du commerce et de l'industrie, les conditions du travail ont changé pour l'enfant. Jusque-là, son seul avenir professionnel était dans l'apprentissage ; désormais il trouvera dans l'usine, sans aucun stage, avec trop de facilité puisqu'on le prend dès l'âge le plus tendre, une place qui deviendra de plus en plus grande avec les progrès de l'industrie. Recevant comme jeune ouvrier une rémunération minime, mais immédiate, il désertera de plus en plus le métier demandant un apprentissage.

La loi qui jusqu'alors, par les règlements et ordonnances, n'avait visé que l'apprenti, a dû soumettre à sa surveillance les jeunes ouvriers, et sa tutelle à leur égard ira sans cesse se faisant plus étroite, l'industrie devenant sans cesse plus exigeante.

Nous trouverons dans notre conclusion générale le résumé de cette législation protectrice du jeune ouvrier.

Pour l'apprenti, la situation ne saurait plus être améliorée, tout au moins d'une façon appréciable ; la loi de 1851 régit leur contrat spécial, celle de 1892 exerce à leur égard une protection générale, matérielle et morale. Et, de la sorte, comme dans les anciens règlements, l'âge d'admission à l'apprentissage est fixé ; si la durée de cet apprentissage n'est pas stipulée dans la loi, elle est inscrite dans les recueils d'usages locaux et vient de l'expérience et non plus, comme autrefois, de la tradition établie au début du

métier, alors que tous ses procédés n'étaient pas connus. Sous l'ancien régime, les maîtres gardes assistaient à la passation du contrat et s'inquiétaient de la moralité et de la situation pécuniaire et professionnelle du maître qui engageait un apprenti. La loi de 1851 a édicté des clauses générales d'incapacité, nous connaissons ceux qui sont exclus du droit de prendre apprenti. L'énumération de la loi est limitative; à ce point de vue, l'intervention des maîtres gardes était plus protectrice, car ils avaient un pouvoir souverain d'appréciation, dont il était à craindre, il est vrai, qu'ils n'abusassent. Ce rôle, dans certains centres où le mode d'industrie familiale a fait survivre diverses traditions corporatives ou tout au moins en a conservé l'esprit, a été repris par les Conseils de prud'hommes; nous avons vu jusqu'où allaient, à ce sujet, les attributions de surveillance qu'ils se sont arrogées, notamment celui de Lyon. Ils ont fort heureusement suppléé aux Commissions de patronage que la loi avait sagement établies et dont l'intervention a été presque nulle.

Malgré la loi, malgré les commissions et les Conseils de prud'hommes, l'apprentissage décline pour disparaître peut-être un jour.

Nous l'avons vu, avec le développement du machinisme, au lieu d'être obligé de faire un stage quelquefois assez long pour acquérir les connaissances techniques de son métier, l'ouvrier n'a plus besoin que de quelques jours, ou même souvent de quelques heures, pour apprendre à actionner sa machine et à la diriger. Aussi les parents préfèrent-ils tirer le plus tôt possible parti de leur enfant en le plaçant dans une usine où il peut produire immédiatement un travail utile et rémunéré, plutôt que de lui faire apprendre un métier où l'apprentissage est le plus souvent long et coûteux. D'autre part, et nous reviendrons sur ce point un peu plus loin, les patrons sont un peu portés à voir dans leur apprenti un domestique ou un petit ouvrier à bon marché plutôt qu'un élève à instruire¹.

¹ M. Pic (*Traité élémentaire de droit industriel*, p. 437) a mis en relief avec une très grande netteté les causes de la décadence actuelle de l'apprentissage.

Doit-on regretter cette décadence de l'apprentissage? Dans une certaine mesure oui, car il développait de précieuses qualités techniques; toutefois il faut reconnaître aussi que tout ouvrier intelligent et actif peut les acquérir rapidement par la pratique. Mais il a l'inconvénient de spécialiser un ouvrier à l'heure où l'évolution industrielle n'est pas terminée et où le machinisme peu à peu envahit les professions les plus diverses, même celles où l'on pouvait croire qu'il ne pourrait être employé. Ce qu'il importe, et c'est là croyons-nous l'avenir de la classe ouvrière, c'est de développer chez elle l'instruction générale, laissant à chacun, suivant ses goûts et ses aptitudes, le soin de se spécialiser. Et il le fera alors sciemment avec l'application qu'on met au travail qui vous plaît. Il n'est pas exagéré de dire que l'apprentissage est la plupart du temps imposé par les parents et subi par les enfants sans aucun profit pour leur instruction professionnelle.

Il est intéressant de voir combien, à l'heure actuelle, on a conscience de l'utilité de l'enseignement professionnel. La loi du 11 décembre 1880 donne le nom d'écoles manuelles d'apprentissage aux écoles publiques ou libres fondées en vue de développer chez les jeunes gens qui se destinent aux professions manuelles la dextérité nécessaire et les connaissances techniques.

Elle assimile à ces écoles les écoles publiques d'enseignement primaire supérieur ou complémentaire, dont le programme comprend des cours ou des classes d'enseignement professionnel, et les écoles libres à la fois primaires et professionnelles. Les écoles publiques de ces deux catégories sont placées sous la double autorité du ministre de l'instruction publique et du ministre du commerce.

La loi du 11 décembre 1880 a été inspirée à ses auteurs par la remarque que nous faisons plus haut, qu'en France l'apprentissage n'existe pour ainsi dire plus et que, par suite, la valeur professionnelle des ouvriers de presque tous les corps d'état paraît tendre à s'abaisser. On a voulu remédier à cette situation en provoquant la création dans les centres industriels d'écoles professionnelles spéciales pour chaque branche d'industrie, pouvant remplacer avec avantage ce qu'était pour les jeunes gens l'apprentissage d'autrefois.

L'utilité de la création de pareils établissements n'était d'ailleurs plus à démontrer : nombre de villes industrielles l'avaient reconnu et avaient pris à cet égard une louable initiative. De son côté, l'Etat a voulu créer (9 juillet 1881) une école nationale d'enseignement primaire supérieure et d'enseignement professionnel préparatoire à l'apprentissage, destinées à servir de type pour les établissements de même nature qui seraient fondés par application de la loi de 1880. Il a établi cette école à Vierzon (Cher). L'année suivante ont été créées sur le même type les écoles nationales d'Armentières (Nord) et de Voiron (Isère). Enfin en 1898 (loi du 7 avril), l'Etat a acheté l'institution Livet à Nantes pour en faire une quatrième école nationale professionnelle.

Il existe en France 13 écoles primaires supérieures professionnelles, 14 écoles publiques d'industrie et de commerce ¹ avec 2522 élèves, 11 écoles pratiques d'industrie avec 1351 élèves, 1 école pratique de commerce avec 100 élèves.

Enfin, on compte 38 écoles publiques d'enseignement technique. Il existe en outre deux écoles nationales d'horlogerie, à Cluses, fondée en 1848, et à Besançon.

De multiples cours professionnels sont en outre organisés dans toutes les villes, par les syndicats ou des groupements d'initiative privée.

Toutes ces organisations, dues à l'initiative des pouvoirs publics ou à l'initiative privée, doivent être de plus en plus développées ; elles ont un retard très marqué, leur accroissement devant coïncider avec la diminution de l'apprentissage. L'utilité d'une étude professionnelle préalable est trop évidente pour que nous ayons à la démontrer, mais nous insisterons sur la supériorité de l'enseignement technique dans les écoles.

Que voit-on, en effet, pour l'apprentissage dans l'atelier ? Dans la petite industrie, qui se spécialise de plus en plus pour pouvoir se

¹ Signalons plus spécialement l'école Supérieure de commerce de Lyon, l'école de la Martinière, l'école Centrale lyonnaise. Ces trois écoles, avec des organisations créées par des initiatives publiques et privées, réalisent à Lyon, dans des ordres différents, l'enseignement technique et professionnel,

maintenir, l'apprenti n'apprend pas un métier, mais une partie de celui-ci. Souvent, le patron, pour gagner de l'argent ou simplement pour faire une économie de main-d'œuvre, prend quatre ou cinq apprentis, qui remplacent pour lui deux ouvriers ; comment pourrait-il les instruire avec soin ? L'apprentissage, dès lors, n'est plus établi en faveur des élèves, mais tout en faveur des maîtres. Il semble que ce soit une servitude temporaire, dont le maître devra tirer le plus d'avantages possible.

D'autre part, l'instruction technique, comme l'éducation, doit être méthodique, pour porter tous ses fruits et arriver rapidement à un résultat ; comment un ouvrier avec sa simple expérience, avec ses méthodes empiriques, avec ses routines, pour la petite industrie surtout, pourra-t-il former l'apprenti d'une façon satisfaisante ? Du reste, fût-il très instruit, qu'il n'aura aucune envie de se préparer dans son élève un compétiteur, un rival redoutable. Et les conditions de moralité, les soins nécessaires à l'enfant, qui les lui assurera d'une façon certaine dans l'apprentissage ? Dans la grande industrie, pour n'être pas aussi nombreux et aussi frappants, les inconvénients de l'apprentissage n'en sont pas moins réels. C'est d'abord le défaut de surveillance patronale : l'apprenti est adjoint à un contremaître, souvent à un ouvrier, et il ne dépend que de lui ; la tendance est presque fatale, pour celui-ci, de se servir de son apprenti comme d'un petit domestique, comme d'un aide qui fait passer les outils, va et vient pour transporter des pièces, qui rarement, au début tout au moins, met la main à l'ouvrage, et qu'on rudoie et brutalise souvent. Pour tel ouvrier, l'adjonction de l'apprenti est simplement l'occasion d'une augmentation de salaire au détriment de la force et de l'instruction de ce dernier. Et là aussi, les conditions de moralité sont souvent déplorables, l'enfant est au milieu d'hommes et d'adolescents, recueillant toutes les conversations, suivant son maître d'apprentissage au cabaret.

L'école professionnelle pare, heureusement, à tous ces inconvénients. L'apprenti y trouve des maîtres sûrs, éclairés et n'ayant aucun intérêt à retarder ses progrès ; son instruction est dirigée progressivement, d'après des méthodes sagement et mûrement

établies; il est en compagnie de jeunes gens de son âge et l'émulation le pousse à l'étude. Enfin, son instruction générale est aussi complète, et il sort de l'école avec un bagage professionnel très complet et une éducation plus qu'ébauchée. Ce sont là d'autres éléments de réussite.

La question de l'apprentissage s'est posée dans tous les pays.

En Allemagne l'apprentissage est régi par la loi du 26 juillet 1897¹. Celle-ci prévoit l'organisation de corporations de deux sortes, libres et obligatoires. Les premières peuvent être établies entre personnes qui exercent une industrie pour leur propre compte; les secondes, en principe réservées aux artisans, sont constituées quand la majorité des artisans indépendants le demande et lorsqu'il y a dans la circonscription les éléments de vitalité nécessaires: les corporations obligatoires ne peuvent exister qu'entre personnes du même métier ou de métiers similaires. Leur existence est décrétée par l'autorité.

La mission des corporations s'étend spécialement à l'apprentissage, au soin de l'éducation morale, intellectuelle et technique des apprentis. Une statistique de 1895 constatait dans une région donnée que, pour 61.199 maîtres et 42.043 compagnons, il y avait 21.725 apprentis. C'était là un chiffre très élevé, et on en a déduit qu'il y avait un danger, des apprentis trop nombreux ne pouvant recevoir l'instruction professionnelle nécessaire et suffisante. Des garanties sont dès lors exigées par la loi. Il faut que le maître ait un minimum d'âge, qu'il ne soit pas indigne: ainsi tout maître qui aura manqué gravement et itérativement à ses devoirs sera privé du droit d'avoir des apprentis. En outre, le maître doit avoir subi l'examen professionnel qui termine l'apprentissage, ou bien avoir cinq ans d'exercice du métier, ce qui est une garantie de capacité. Car la loi veut que l'apprentissage soit sérieux, qu'il soit une véritable instruction professionnelle, et que les apprentis

¹ V. Brants. Le régime de la petite industrie et l'apprentissage en Allemagne suivant la loi du 26 juillet 1897. (*Réforme sociale* des 16 avril et 15 mai 1898).

ne soient pas simplement de jeunes ouvriers dont on exploite les forces.

La durée de l'apprentissage est fixée à trois ans environ, quatre au plus, mais il n'y a pas de minimum légal, car il y a lieu de tenir compte de la difficulté du métier et il ne faut pas encourager l'exploitation des ouvriers déjà formés en les obligeant à rester comme élèves.

Le maître doit laisser à ses apprentis les moyens de remplir leurs devoirs religieux aux jours prescrits, il doit les exhorter aux bonnes mœurs, au travail, les protéger, les engager à la fréquentation des écoles techniques et professionnelles, laquelle n'est pas rendue obligatoire dans l'empire. M. Brants fait à ce sujet une remarque qui contient une part de vérité, c'est que, au point de vue technique, l'utilité de la fréquentation générale et obligatoire des écoles professionnelles est contestée sérieusement, un petit nombre de bons élèves faisant plus pour le progrès de l'industrie qu'une masse de paresseux forcés. Remarquons cependant que pour sélectionner cette élite, il importe d'englober la masse entière dans laquelle elle se révélera.

La sanction de l'apprentissage est l'examen professionnel. Il y a deux sortes d'examens dont s'occupent les métiers. La preuve de capacité qui termine l'apprentissage et fait l'ouvrier, et, en second lieu, la preuve de capacité supérieure qui fait le maître.

L'examen d'apprentissage n'est pas obligatoire, mais le devoir des maîtres est d'encourager les apprentis à le passer. Dans les corporations obligatoires une Commission d'examen est organisée. Dans les corporations libres, la Chambre des artisans y pourvoit. Le but de l'examen est non seulement de prouver l'aptitude du sujet, mais surtout de le rendre apte à avoir lui-même plus tard des apprentis.

De cette organisation de l'apprentissage en Allemagne on peut rapprocher celle qui est établie en Autriche-Hongrie.

La loi autrichienne du 15 mars 1883, modifiant la loi sur l'industrie du 20 décembre 1859, établit des associations professionnelles ou corporations entre les artisans. L'article 114 définit ainsi,

en ce qui concerne l'apprentissage, le rôle des corporations : elles doivent pourvoir à l'établissement d'un système d'apprentissage bien ordonné, par un ensemble de règles qui, avant de devenir obligatoires, doivent être soumises à l'autorité administrative. Ces règles portent notamment sur l'éducation professionnelle, morale et religieuse des apprentis, sur la durée de l'apprentissage pour les professions ne rentrant pas dans la catégorie des métiers (les industries sont, d'après la loi autrichienne, divisées en 3 catégories), sur les examens et épreuves à subir durant le cours de cet apprentissage et autres objets du même genre, ainsi que sur les moyens d'assurer l'exécution de semblables dispositions, et enfin sur les conditions de validité des contrats d'apprentissage. Elles se réfèrent en outre aux garanties à fournir pour avoir des apprentis, ainsi qu'à la proportion numérique de ces derniers par rapport au nombre des ouvriers proprement dits.

En outre, les corporations sont constituées en Sociétés de secours mutuels devant s'appliquer à assister les apprentis en cas de maladie.

En Hongrie, l'apprentissage est réglé par la loi du 21 mai 1884. Les enfants qui n'ont pas achevé leur douzième année ne peuvent être reçus apprentis, sauf autorisation spéciale de l'autorité industrielle. Le patron, dans ce cas, est tenu de faire suivre régulièrement l'école primaire à l'apprenti jusqu'à l'accomplissement de sa douzième année. Les apprentis qui n'ont pas achevé leur quatorzième année ne peuvent être tenus de travailler plus de dix heures par jour, et ceux qui ont dépassé cet âge ne peuvent être astreints à plus de douze heures de travail, heures d'école comprises. Dans les deux cas, il doit leur être accordé dans l'après-midi et dans la matinée un repos d'une demi-heure, et à midi un repos d'une heure. Les apprentis de moins de seize ans ne peuvent être employés à des travaux de nuit (9 heures du soir à 5 heures du matin).

En ce qui concerne les obligations du patron, il est tenu d'enseigner à l'apprenti le métier qui a fait l'objet du contrat et qu'il exerce lui-même, de le former aux bonnes mœurs, à l'ordre, au travail, de lui donner le temps nécessaire pour qu'il puisse, aux

jours de fête de sa religion, assister au service divin et de veiller à ce qu'il y assiste, d'obliger l'apprenti à fréquenter l'école et, là où il existe une école d'apprentissage (les communes sont obligées d'en établir une dans certains cas) de l'y envoyer, de lui faire donner les soins nécessaires en cas de maladie. Il doit, en outre, avertir les parents de tout événement grave de nature à les intéresser.

Dans les autres pays, l'apprentissage est un contrat de droit commun réglé par les lois civiles. Ainsi en Belgique, en Espagne, en Italie, en Angleterre. En ce qui concerne ce dernier pays, il est à noter qu'il existe un apprenti d'un genre tout spécial, l'apprenti de paroisse. Elisabeth, qui avait fixé uniformément pour toutes les professions la durée de l'apprentissage à sept ans, en même temps qu'elle obligeait les paroisses à nourrir leurs pauvres, décidait que tout enfant auquel ses parents ne pourraient faire apprendre un métier, serait, même contre son gré, mis en apprentissage ou en service jusqu'à vingt et un ans, chez quelque personne honorable choisie par les administrateurs des paroisses. Les personnes choisies étaient forcées d'accepter. Aujourd'hui cette obligation n'existe plus. D'après l'act. 15, Vict. ch. II, tout individu de moins de seize ans recueilli dans un *voorkhouse*, doit être engagé par les administrateurs des paroisses et périodiquement visité. Tout ce qui concerne les apprentis relève du *local board government* lequel a autorité pour faire des règlements sur la matière et décider, par exemple, que l'on fera de ces enfants des mousles ou des artisans.

Ainsi on peut grouper en deux sections les pays, suivant les solutions qu'ils ont apportées à la question de l'apprentissage. Certains en sont revenus à l'ancienne conception corporative, qui réglementait avec soin la durée et les conditions de l'apprentissage donnant à la corporation un droit très large de surveillance et d'intervention. D'autres pays, et ce sont les plus nombreux, laissent l'apprentissage libre, sauf certaines dispositions législatives fixant les conditions juridiques du contrat et certaines mesures de bonne et saine police.

A la vérité, l'avenir ne nous semble ni d'un côté ni de l'autre, il est dans le développement de plus en plus grand de l'école professionnelle. Nous avons tout lieu d'espérer que le jour est prochain où le salaire suffisant du père de famille lui permettra de donner à son fils l'éducation nécessaire, car il y a toujours contre l'école cette objection : elle est coûteuse et en admettant même qu'elle soit gratuite, elle ne présentera pas pour les parents les mêmes avantages que l'apprentissage. En effet, grâce à celui-ci, au bout de quelques mois, l'enfant peut recevoir un maigre salaire et, en tous cas, ne dût-il rien toucher pendant toute la durée de ce stage, il est toujours nourri et logé ; c'est une lourde charge de moins à la maison.

Développement incessant des écoles professionnelles, augmentation des salaires des adultes hommes, voilà, nous semble-t-il, la meilleure solution à la question de l'apprentissage.

CHAPITRE III

LOIS DE 1874 ET 1892

En continuant à suivre l'évolution de la législation protectrice des enfants, nous trouvons la loi des 19 mai - 3 juin 1874, aujourd'hui abrogée, mais intéressante au point de vue documentaire.

Elle fixait à douze ans l'âge d'admission au travail. Néanmoins, dans certaines industries limitativement déterminées, les enfants pouvaient être admis à dix ans sous les trois conditions suivantes. Ils ne devaient pas être employés plus de six heures par jour (demi-temps), divisées par un repos, ils ne pouvaient travailler ni la nuit, ni les dimanches et jours de fêtes légales, et enfin deux heures au moins par jour devaient être consacrées à l'instruction. Une prime était donnée aux plus instruits, en ce sens que, avant l'âge de quinze ans révolus, aucun enfant ne pouvait être admis à travailler plus de six heures chaque jour, s'il ne justifiait, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, qu'il avait acquis l'instruction primaire élémentaire.

Un règlement d'administration publique permit à quatorze industries de bénéficier de cette restriction sur la limite générale d'admission au travail.

Pour les mineurs de seize ans, la durée du travail était de douze heures divisées par des repos dont la loi ne fixait pas la durée. La loi ne disait pas non plus si le temps de ces repos devait venir en diminution des heures de travail. Aussi les tribunaux durent statuer sur ce point, et un arrêt de la Cour de Lyon, en date du 3 mars

1899, infirmant un jugement du tribunal de Saint-Etienne, déclara qu'il n'y avait pas contravention à la loi de 1874 dans le fait de faire travailler des enfants de 5 h. 1/2 du matin à 7 h. 1/2 du soir, avec des repos formant un total de deux heures.

Jusqu'à seize ans, en outre, les enfants ne pouvaient être employés à un travail de nuit, c'est-à-dire à un travail effectué entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. De même, ils ne devaient être astreints, à aucun travail, même de rangement d'atelier, les dimanches et fêtes reconnues par la loi. Sur ces deux points, cependant, des exceptions furent édictées pour quatre industries considérées comme usines à feu continu, les papeteries, les sucreries, les verreries, les usines métallurgiques. Ces industries pouvaient employer des enfants âgés de douze ans soit la nuit, soit le dimanche, en leur donnant toutefois dans ce dernier cas le temps et la liberté nécessaires pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

Enfin les travaux souterrains étaient interdits aux enfants âgés de moins de douze ans, et, de douze à seize ans, les conditions en étaient déterminées par des règlements d'administration publique.

Au point de vue de l'hygiène, la bonne tenue de l'atelier était minutieusement prescrite.

Pour assurer l'observation de toutes ces dispositions, on imposait aux mineurs de seize ans l'obligation d'avoir un livret, et on créait un corps d'inspecteurs salariés qui devaient être aidés dans leur tâche par des Commissions locales. Ces Commissions étaient composées de cinq à sept membres nommés par le préfet, sur une liste de présentation dressée par le Conseil général. Leur rôle consistait à contrôler et à compléter le service d'inspection, et elles jouissaient concurremment avec les inspecteurs du droit de visite.

Telle est dans ses grandes lignes la loi de 1874, qui réalisait un grand progrès dans le sens de la protection des mineurs des deux sexes, mais qui contenait encore des lacunes et des imperfections.

Les reproches qu'on lui adressa de suite et qui nécessitèrent la promulgation de la loi de 1892 sont les suivants :

Elle ne visait que les mines, chantiers, usines et ateliers du travail industriel, et ne s'appliquait pas aux dépendances de ces établissements, notamment à celles où couchent et mangent les enfants logés par leurs patrons. A leur seuil l'inspecteur devait s'arrêter, et cependant combien nécessaire était sa visite ! De même il devait s'arrêter au seuil des établissements de bienfaisance, orphelinats, ouvroirs et maisons d'apprentis. Nous reviendrons du reste sur ce point lorsque nous traiterons de l'application de la loi de 1892.

Elle ne protégeait les enfants que jusqu'à seize ans, alors qu'à cet âge ils ont encore besoin physiquement de quelques ménagements.

L'inspection qu'elle organisait était rudimentaire, et les Commissions locales sur lesquelles on avait fondé de grandes espérances, devant constater parallèlement avec les inspecteurs les infractions à la loi, paralysèrent l'action de ces derniers au lieu de leur accorder l'aide sur laquelle on était en droit de compter dans l'esprit de la loi. Les membres de ces Commissions, qui étaient en partie, comme nous l'avons vu, des chefs d'industrie, devaient être naturellement portés à une excessive indulgence pour leurs collègues, et, loin d'employer leur zèle à constater les infractions qu'il commettaient, il était dans l'ordre des choses que, par esprit de solidarité, ils missent toute leur influence à les faire échapper à la répression. En outre, certains virent dans les pouvoirs que conférait la loi à des industriels le moyen pour eux de surprendre les secrets de fabrication de leurs concurrents.

Enfin, la prohibition du travail de nuit n'était pas absolue. Elle contenait des exceptions en faveur des ateliers et des usines à feu continu, où les mineurs de seize ans étaient admis dans certaines conditions déterminées par un règlement d'administration publique. Le législateur, il est vrai, avait tenu compte des exigences de certaines industries qui ont intérêt à ne pas laisser éteindre leurs foyers, mais, ainsi que le fait remarquer M. Pic, on pouvait lui reprocher d'avoir sacrifié le principe supérieur d'ordre public qui l'avait dirigé dans la confection de la loi, à des raisons de convenance ou même d'utilité commerciales.

Ces défauts ne tardèrent pas à paraître. La loi avait été mise en vigueur le 3 juin 1875 et, dès 1879, le Parlement fut saisi de projets tendant à la reviser. La Chambre vota même, le 29 mars 1881, la limitation à onze heures de la durée du travail des mineurs de dix-huit ans, mais ce projet fut repoussé par le Sénat le 24 février 1882. Entre temps, divers décrets (31 octobre et 31 novembre 1882) étendaient la sphère d'application de la loi et augmentaient le nombre des inspecteurs et des circonscriptions (27 mars 1885). Aussi, le 13 novembre 1886, le Gouvernement présenta-t-il un projet d'ensemble, qui n'était que le résumé de l'enquête faite en 1884 par la Commission supérieure du travail. Celle-ci, en effet, avait adressé aux Chambres de commerce, aux Conseils de prud'hommes, aux Chambres consultatives des arts et manufactures, aux Syndicats professionnels, etc., en un mot à tous les corps et à toutes les personnalités qualifiées pour répondre avec compétence, un questionnaire comprenant huit questions. Voici celles qui étaient relatives à notre sujet :

A quel âge les enfants doivent-ils être admis à travailler dans les établissements industriels?

525 avis furent donnés. Quelques-uns fixaient 14 ou 15 ans, d'autres dix ou onze ans, mais 138 indiquèrent douze ans et 308 treize ans. La majorité était donc pour ce dernier âge.

La seconde question demandait si les exceptions d'âge (10 ans) accordées à certaines industries par l'article 2 de la loi du 19 mai 1874 devaient être maintenues. 122 avis furent pour le maintien et 239, c'est-à-dire la majorité, pour la suppression.

Quels avantages et quels inconvénients présenterait la suppression du travail de demi-temps, demandait la troisième question? On sait que le demi-temps n'obligeait les enfants à travailler que six heures, alors que les ouvriers travaillaient parfois douze heures, et il en résultait que le patron était forcé souvent d'avoir deux équipes d'enfants pour une d'ouvriers. 226 avis furent pour la suppression, 98 seulement pour le maintien.

Demandez-vous des modifications au décret du 12 mai 1875 réglementant le travail des enfants dans les mines? poursuivait le

questionnaire. A cela beaucoup répondirent qu'ils étaient incompetents; mais 99 avis se prononcèrent pour le maintien de la loi et 86 demandèrent qu'on élevât à treize ans l'âge d'admission des enfants dans les mines.

L'interdiction du travail de nuit des enfants, des filles mineures et des femmes, était-il demandé enfin, et la limitation du travail journalier des adultes doivent-elles s'appliquer seulement aux usines et manufactures ou à tous les établissements industriels? 194 avis furent pour l'extension de l'interdiction à tous les établissements industriels, 42 se prononcèrent contre.

Tel fut le résultat de l'enquête qui servit à la rédaction du projet de loi déposé à la Chambre le 13 novembre 1886, et qui, après de multiples discussions et renvois de la Chambre au Sénat, fut définitivement adopté le 29 octobre 1892.

Mais entre temps avait eu lieu un événement considérable par sa portée, qui avait attiré l'attention du monde entier sur la législation ouvrière : nous voulons parler de la « Conférence internationale concernant le règlement du travail dans les établissements industriels et dans les mines », réunie à Berlin en mars 1890 sur l'initiative de l'empereur d'Allemagne. La France y fut utilement représentée par Jules Simon : il fut l'objet de grands honneurs, on rendit hommage à son talent et à son indiscutable compétence sur les questions ouvrières.

En ce qui concerne le travail des enfants et adolescents, les résolutions de la Conférence de Berlin furent les suivantes :

Règlement du travail des enfants. Il est désirable :

1° Que les enfants des deux sexes n'ayant pas atteint un certain âge soient exclus du travail dans les établissements industriels ;

2° Que cette limite d'âge soit fixée à douze ans, sauf pour les pays méridionaux où elle serait de dix ans ;

3° Que ces limites d'âge soient les mêmes pour tout établissement industriel et qu'il ne soit admis sous ce rapport aucune différence ;

4° Que les enfants aient préalablement satisfait aux prescriptions concernant l'instruction primaire ;

5° Que les enfants au-dessous de quatorze ans révolus ne travaillent ni la nuit ni le dimanche;

6° Que le travail effectif ne dépasse pas six heures par jour et soit interrompu par un repos d'une demi-heure au moins;

7° Que les enfants soient exclus des occupations insalubres ou dangereuses, ou n'y soient admis que sous certaines conditions protectrices.

La résolution qui interdisait le travail de nuit obtint les suffrages de tous les pays; par contre, celle qui prescrivait à l'enfant d'avoir terminé son instruction primaire avant de pouvoir travailler fut repoussée par l'Angleterre, alors que sur cette même question la Belgique s'abstenait, la première, il est vrai, organisant, comme nous le verrons, l'école pour les jeunes ouvriers, la seconde n'ayant pas d'instruction obligatoire.

Règlement du travail des jeunes ouvriers. Il est désirable :

1° Que les ouvriers des deux sexes ne travaillent ni la nuit ni le dimanche;

2° Que leur travail effectif ne dépasse pas dix heures par jour et soit interrompu par des repos d'une durée totale d'une heure et demie au moins;

3° Que des exceptions soient admises pour certaines industries;

4° Que des restrictions soient prévues pour les occupations particulièrement insalubres ou dangereuses;

5° Qu'une protection soit assurée aux jeunes garçons de seize à dix-huit ans en ce qui concerne :

a) Une journée maxima de travail,

b) Le travail de nuit,

c) Le travail du dimanche,

d) Leur emploi dans des occupations particulièrement insalubres ou dangereuses.

Ici encore l'interdiction du travail de nuit fut admise à l'unanimité. Au sujet de la fixation de la journée à dix heures, la Belgique et la France s'opposèrent à son adoption, la première voulant que la journée soit de douze heures, la seconde de onze heures. Quant à la protection à accorder aux jeunes ouvriers de seize à dix-huit

ans, en ce qui concerne le travail de nuit et la journée de travail maximum, la Belgique s'y opposa et l'Allemagne fit des réserves sur la limitation de la journée pour toute autre raison que des raisons d'hygiène et à moins de onze heures.

Enfin, pour le règlement du travail dans les mines, la Conférence déclara qu'il serait désirable que la limite inférieure de l'âge auquel les enfants peuvent être admis aux travaux souterrains dans les mines soit progressivement élevée à quatorze ans révolus à mesure que l'expérience en aura prouvé la possibilité. Toutefois, pour les pays méridionaux, cette limite serait celle de douze ans. A ces résolutions la France et la Belgique firent des réserves ¹.

Ainsi donc enquêtes, Conférence internationale, Congrès avaient préparé les esprits et montré la nécessité d'une intervention protectrice plus efficace. C'est sous ces diverses influences que fut votée la loi promulguée le 2 novembre 1892.

Loi du 2 novembre 1892².

« Plus l'ouvrier est jeune, écrivait Arnold, savant hygiéniste, plus il a de chances d'abrèger sa vie par le travail dans les poussières ou vapeurs toxiques, dans le méphitisme des ateliers. Ajoutons qu'il est plus imprudent et moins attentif vis-à-vis des machines, et d'ailleurs que les influences antisanitaires sont plus

¹ Séance officielle du 3 novembre 1892.

² Travaux préparatoires. Chambre : projet de loi présenté par le Gouvernement, exposé des motifs, doc. 1887, p. 1037 ; rapports de la Commission sur divers projets de loi présentés par le Gouvernement et par plusieurs députés, doc. 1887 (session extraordinaire), p. 656 ; première délibération, 2, 9, 12, 14, 16, 18, 19 juin 1888 ; seconde délibération, 29 janvier, 2, 4, 5 février 1889.

Sénat : première délibération, 4 et 5 juillet 1889 ; seconde délibération, vote avec amendements du projet adopté par la Chambre, 26, 28 et 29 novembre.

Chambre (nouvelle législation) : rapport de la Commission, doc. 1891, p. 1082, première délibération, 5 et 8 juillet 1890 ; seconde délibération,

graves dans la jeunesse, puisqu'elles contiennent la menace d'un arrêt de développement. » En cela, l'auteur exposait avec sa compétence spéciale, un côté, et un des plus importants, de la question à résoudre. Mais il en est d'autres qui ont été mis en relief lors de la discussion de la loi, le 2 juin 1888, par le député Léon Renard : « Nous voulons, disait-il, d'abord protéger le développement physique de l'enfant et empêcher qu'il ne soit soumis trop jeune à un travail trop prolongé ou qui dépasserait ses forces.

« Nous voulons également assurer son développement intellectuel et favoriser son instruction primaire. C'est pourquoi nous devons introduire dans la loi des invitations pour les parents qui ne comprendraient pas suffisamment la nécessité d'envoyer leurs enfants à l'école pour y recevoir l'enseignement primaire.

« En troisième lieu, nous devons favoriser l'instruction professionnelle des jeunes apprentis, afin qu'arrivés à l'âge adulte, ils soient tous armés pour la lutte. Enfin nous devons désirer que, le plus tôt possible et sans supporter des fatigues trop lourdes, ils puissent apporter par leur salaire une amélioration à l'existence de leur famille.

« Ce sont ces trois intérêts fondamentaux qui doivent être sauvegardés par la loi, si nous voulons que la loi soit bonne, qu'elle soit pratique et durable.

« De ces principes généraux découle d'abord la nécessité d'un examen préalable d'aptitude physique. Il est évident qu'avant de livrer l'enfant au travail industriel, il est nécessaire qu'un homme

vote avec amendement du projet adopté par le Sénat, 27 et 31 janvier, 2, 3, 5, 7 février 1891.

Sénat, première délibération, 3, 6, 7, 9, 16, 17 juillet 1891; seconde délibération, vote avec amendement du projet adopté par la Chambre, 26, 27 octobre, 5 et 9 novembre 1891.

Chambre (urgence déclarée) : vote avec amendements du projet adopté par le Sénat, 19 décembre 1891.

Sénat (urgence déclarée) : vote avec amendements du projet adopté par la Chambre, 22, 28, 29 mars 1892.

Chambre. Vote du projet adopté par le Sénat, 29 octobre 1892.

compétent, qu'un docteur désigné à cet effet puisse s'assurer que le travail auquel on veut le soumettre ne dépasse pas ses forces, soit par ses exigences, soit par sa durée. »

La loi a-t-elle atteint son triple but de protection physique, de développement intellectuel et d'instruction ? C'est ce que son exposé va nous permettre de voir.

Sont soumis à la loi, les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère professionnel ou de bienfaisance. De cette énumération limitative, il résulte que la loi laisse en dehors de son champ d'application, les travaux agricoles, le commerce, les professions libérales et les professions se rattachant à la domesticité ; en un mot, comme son titre l'indique, elle n'a voulu réglementer que le seul travail industriel. Il y a là une lacune considérable dans le détail de laquelle nous n'avons pas à entrer, notre étude n'ayant trait qu'au mineur apprenti ouvrier d'industrie ou employé de commerce. A ce dernier nous consacrons plus loin un chapitre spécial.

Remarquons dès maintenant qu'elle réalise des progrès sensibles sur la loi de 1874. Elle atteint en effet les établissements industriels ayant un caractère professionnel ou de bienfaisance, et cette mesure est heureuse, tant à cause de la difficulté qu'il y avait à fixer le caractère d'un établissement, que de la nécessité de soumettre à la loi ces établissements qui, ainsi que nous le verrons dans la suite, ne sont pas plus exempts que les autres d'abus.

En outre, elle assimile expressément, comme nous le voyons, les établissements publics aux établissements privés. On ne comprendrait pas du reste qu'il en fût autrement, car ainsi que l'a fait observer le rapporteur de la loi, l'Etat, dans les usines qui lui appartiennent, doit donner le bon exemple de la soumission aux lois, et ne peut se dérober, en sa qualité de fabricant, à une surveillance qu'il impose à tous les industriels.

Enfin la protection s'étend non seulement aux établissements

énumérés par la loi, mais à leurs dépendances, et des instructions du Ministre du commerce en date du 19 décembre 1892, adressées aux inspecteurs divisionnaires du travail sur l'application de la loi, faisaient remarquer que ce mot — dépendances — visait les locaux où couchent les apprentis, les filles mineures et les femmes logées par le patron ajoutant : « Vous devez désormais les visiter, et exiger qu'ils remplissent, comme les établissements dont ils dépendent, les conditions de salubrité prescrites par l'article 14.

Sont exceptés cependant, les établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité, soit du père, soit de la mère ou du tuteur, à moins toutefois que le travail n'y soit fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques, ou que l'industrie exercée ne soit classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres. Les instructions précisaient les conditions que devait réunir un établissement pour être considéré comme atelier de famille. « Il résulte du texte même de la loi, disaient-elles, qu'il ne faut considérer comme ateliers de famille que ceux n'employant aucun ouvrier ou apprenti autre que les enfants ou pupilles du patron. Un parent plus éloigné, un neveu, un cousin, par exemple, fait perdre immédiatement à l'atelier le caractère qui lui permet d'échapper à la loi. »

Les enfants ne peuvent être admis au travail dans les établissements que nous venons de passer en revue, avant l'âge de treize ans révolus. Toutefois une exception est faite en faveur de ceux qui sont munis du certificat d'études primaires. Ils peuvent être employés à partir de l'âge de douze ans, à condition qu'ils soient munis en outre d'un certificat médical, constatant leur aptitude physique au travail en vue duquel ils sont engagés. Ce certificat d'aptitude physique est délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge, ou l'un des médecins-inspecteurs des écoles, ou tout autre médecin chargé d'un service public, désigné par le Préfet. Cet examen sera contradictoire si les parents le réclament. Mais le certificat d'aptitude physique n'est pas la seule garantie inscrite dans la loi pour éviter que les enfants ne soient occupés à des travaux dépassant

leurs forces. Les inspecteurs du travail peuvent en effet toujours requérir un examen médical de tous les enfants au-dessous de seize ans déjà admis dans les établissements visés par la loi. Sur l'avis conforme du médecin, ils peuvent exiger, soit le renvoi de l'enfant de l'établissement, soit un emploi à une occupation moins pénible. Ce sont là, nous n'avons pas besoin de le dire, d'heureuses innovations apportées à la loi de 1874.

Quant aux enfants qui se trouvent dans les établissements de bienfaisance et qui sont également, nous l'avons vu, soumis à la loi, voici comment s'expriment à leur sujet les instructions ministérielles : « En ce qui concerne les établissements de bienfaisance il n'y a naturellement aucun âge fixé pour l'admission ; mais jusqu'à treize ans, les enfants ne peuvent être occupés à un travail manuel que trois heures par jour. Il faut d'ailleurs, pour que ce travail soit permis, qu'il ait le caractère d'enseignement professionnel, et que, d'autre part, l'instruction primaire soit donnée aux enfants qui y sont occupés.

« Les enfants de l'un et l'autre sexe âgés de moins de seize ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour. De seize à dix-huit ans, les jeunes ouvriers ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures. Ces heures de travail doivent être, pour l'une ou pour l'autre catégorie, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lequel le travail sera interdit. » L'instruction ministérielle complète ces prescriptions en déclarant : « Il convient de remarquer que la durée fixée par la loi s'applique au travail effectif. Les repos n'entrent donc pas en ligne de compte dans les heures de travail autorisées, et la durée de la présence des enfants et des ouvrières à l'usine n'est pas limitée ; mais tout travail est absolument interdit pendant le temps indiqué pour les repos.

« En règle générale, les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les filles mineures ne peuvent être employés à aucun travail de nuit ; est considéré comme travail de nuit celui qui s'accomplit

de 5 heures du soir à 9 heures du matin¹. Toutefois il peut être autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, le travail de chaque équipe devant être coupé par un repos de neuf heures au moins.

Des exceptions sont venues tempérer ce que cette disposition avait d'absolu. Il est accordé à certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique l'autorisation de déroger à l'interdiction du travail de nuit, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures (art. 4, § 4). Le décret du 25 juillet 1893 a limité aux filles majeures et aux femmes le bénéfice de cette disposition qui aurait dû être étendue aux mineurs de dix-huit ans et a fait bénéficier de cette exception trois industries seulement (brochage des imprimés, pliage des journaux, allumage des lampes de mines). En outre « dans les usines à feu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, la nuit, aux travaux indispensables, sous la condition qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine ». Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés seront déterminés par des règlements d'administration publique.

A côté de ces exceptions permanentes, des exceptions temporaires peuvent être accordées à certaines industries qui, à certaines époques, voient affluer les demandes. Enfin, dans n'importe quelle industrie, l'inspecteur peut, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, lever temporairement l'interdiction du travail de nuit. Afin d'éviter les abus, cette faculté accordée aux inspecteurs est strictement limitée par les instructions ministérielles.

¹ La nuit légale a plus d'étendue dans d'autres pays : elle va en Allemagne de 8 h. 1/2 du soir à 5 h. 1/2 du matin ; en Autriche, de 8 heures du soir à 5 heures du matin ; dans la Grande-Bretagne, de 9 heures du soir à 6 heures du matin ; dans les Pays-Bas, de 7 heures du soir à 5 heures du matin.

Le repos hebdomadaire est obligatoire pour les enfants âgés de moins de dix-huit ans ; il n'est pas nécessairement fixé au dimanche et une affiche apposée dans les ateliers doit indiquer le jour adopté. Huit autres jours dans l'année sont déclarés en outre jours fériés par la loi, et le repos est obligatoire ces jours-là. Là encore, le législateur édicte des exceptions permanentes en faveur des usines à feu, et temporaires en faveur de certaines industries¹ désignées par le décret du 25 juillet 1893 (art. 6 et 7).

Pour les travaux souterrains, la loi se contente d'indiquer qu'un règlement d'administration publique statuera sur l'emploi des enfants et c'est le décret du 3 mai 1893 qui a réglementé cette matière. Les filles ou femmes, quel que soit leur âge, sont totalement exclues des travaux souterrains. Nous ne nous occuperons donc que des enfants mâles. L'âge d'admission, fixé à douze ans par la loi de 1874, est porté à treize ans. Le travail effectif des enfants au-dessous de seize ans dans les galeries souterraines des mines, minières et carrières, ne peut excéder huit heures par poste de vingt-quatre heures ; de seize à dix-huit ans, la durée du travail des jeunes ouvriers ne peut excéder dix heures par jour ni cinquante-quatre heures par semaine. Pour les uns et les autres, les heures de travail doivent être coupées par un repos d'une heure au moins. La loi règle en outre les travaux auxquels les enfants et jeunes ouvriers doivent être employés. De treize à seize ans, ils doivent être occupés seulement aux travaux accessoires de la mine, triage et chargement du minerai, roulage des wagonnets, et non aux travaux proprement dits, abatage, boisage ou forage. De seize à dix-huit ans cette prohibition cesse et ils peuvent être employés à ces derniers travaux, mais encore est-ce uniquement à titre d'aides ou d'apprentis et pour une durée maxima de cinq heures par jour².

Pour compléter sa protection, la loi de 1892, dans sa section V,

¹ Briqueteries en plein air, chapeaux, confections, cordonneries, fleurs, imprimeries, teintures.

² Règlement d'administration publique du 5 mai 1893, *Officiel* du 6 mai.

visé les travaux présentant des causes de danger ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité des enfants, et un décret a été rendu le 13 mai 1893, relatif aux industries présentant des causes d'insalubrité ou de danger, interdites au mineur de dix-huit ans ou tolérées sous certaines conditions. La loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, n'a fait, en somme, que généraliser, en l'appliquant à l'adulte, la protection que la loi de 1892 n'avait accordée qu'au mineur. Néanmoins, il faut remarquer que cette protection organisée en faveur de l'adulte est moins étroite. En effet, la loi du 12 juin 1893, en son article 6, dit qu'avant de dresser procès-verbal, les inspecteurs devront mettre les chefs d'industrie en demeure de se conformer à la loi : il n'en est pas de même en ce qui concerne l'application de la loi du 2 novembre 1892 et du décret du 13 mai 1893, où la mise en demeure n'est exigée par aucun texte. Mais en dehors de cette réglementation, la loi impose à tous les établissements industriels employant des mineurs, des conditions générales d'hygiène et de sécurité. C'est ainsi que les inspecteurs du travail doivent veiller à ce que les ateliers et leurs dépendances soient tenus dans un état constant de propreté, soient convenablement éclairés et ventilés, et présentent toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel. En ce qui concerne notamment les établissements contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages et tout autre organe pouvant offrir une cause de danger doivent être séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures de descente devront être clôturés. Si un accident survient dans un des établissements visés par la loi, déclaration doit être faite au Maire qui, immédiatement, en donne avis à l'inspecteur.

Les conditions du travail étant ainsi réglées par la loi et par les règlements d'administration publique, il nous reste à examiner les moyens employés par le législateur pour assurer l'observation de ses prescriptions.

Tout d'abord, chaque enfant, garçon ou fille, de moins de

dix-huit ans, doit avoir un livret¹ qui lui est, du reste, délivré gratuitement par la mairie. Sur ce livret se trouvent inscrits les nom et prénoms de l'enfant, son âge et lieu de naissance et son domicile ; de plus, si l'enfant a moins de treize ans, la mention qu'il est muni du certificat d'études primaires. Ce livret doit être constamment tenu à la disposition de l'inspecteur, qui pourra facilement, par les indications qui y sont contenues, relever les contraventions.

En second lieu, afin de porter la loi à la connaissance de tous, les industriels sont tenus d'afficher dans leurs ateliers :

1° La loi et les règlements d'administration publique relatifs à leur industrie ;

2° Les noms et adresses des inspecteurs ;

3° Le jour des repos hebdomadaires ;

4° Les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos.

Ces affiches doivent être apposées dans les ateliers de telle façon que tous les ouvriers puissent aisément les lire.

Pour les ouvroirs, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance, la loi contient des prescriptions spéciales. Les directeurs de ces établissements doivent afficher d'une façon permanente un tableau indiquant en caractères facilement lisibles les conditions du travail et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Les directeurs des établissements de bienfaisance doivent, en outre, fournir à l'inspecteur, tous les trois mois, un état nominatif complet des enfants élevés dans leur établissement, indiquant leurs nom, prénoms, la date et le lieu de leur naissance.

En dernier lieu, divers organes sont chargés de surveiller l'application de la loi.

¹ Une lettre ministérielle du 14 janvier 1899 relative aux livrets appartenant à des enfants qui ont quitté un établissement sans les réclamer, déclare que le patron ne peut, sous aucun prétexte, conserver le livret d'un enfant. Si celui-ci ne le réclame pas, le livret doit être déposé à la mairie pour être tenu à la disposition du titulaire.

Ce sont d'abord les inspecteurs du travail, qui se subdivisent en inspecteurs divisionnaires et en inspecteurs ou inspectrices départementaux. Ils sont nommés par le ministre du commerce après un concours et investis de pouvoirs très étendus. Ils peuvent pénétrer en tout temps et à toute heure dans les établissements industriels, interroger les enfants, exiger la présentation de livrets, registres, feuilles de présence à l'école. Ils dressent les procès-verbaux des contraventions à la loi relevées au cours de leurs visites : un exemplaire du procès-verbal est envoyé au Préfet du département, un autre est déposé au Parquet. Enfin ils doivent établir la statistique des conditions du travail dans leur circonscription et tous les ans le ministre du commerce en publiera un rapport général.

Puis, une Commission supérieure, composée de neuf membres, est établie près du ministre du commerce et de l'industrie. Elle est chargée : 1° De veiller à l'application uniforme et vigilante de la loi ; 2° de donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ; 3° d'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et le programme des concours qu'ils doivent subir.

Dans chaque département, les Conseils généraux nomment une ou plusieurs Commissions départementales, chargées de présenter des rapports sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible.

Enfin, outre les Commissions départementales, la loi a prévu l'institution de Comités de patronage ayant pour but la protection des apprentis et enfants employés dans l'industrie et le développement de leur instruction professionnelle. C'est encore au Conseil général à déterminer le nombre et la circonscription de ces Comités de patronage.

La loi organise toute une série de pénalités dans le détail desquelles nous n'entrerons pas. Notre but est d'insister sur les résultats de la loi et sur les réformes proposées ou désirables.

Résultats de la loi du 2 novembre 1892

Les statistiques et les rapports fournis par les inspecteurs du travail vont nous permettre de voir de près le fonctionnement de la loi et de nous rendre compte de l'influence qu'elle a eue sur le régime économique industriel.

Le premier résultat, qui peut surprendre de prime abord, c'est le nombre des grèves qui éclatèrent dès son application. La loi fut mise en vigueur le 1^{er} janvier 1893, et avant la fin du mois, on comptait déjà 25 grèves. Les protestations qui s'élevèrent de suite visèrent surtout l'inégalité de durée entre le travail des femmes et celui des enfants, et la difficulté de préciser des heures fixes de repos dans certaines industries, comme la métallurgie. Mais la plupart des grèves, et il y en eut 45 en 1893, eurent pour unique cause des différends entre patrons et ouvriers survenus sur la question des salaires. En effet, d'une part, les ouvriers payés à la journée, ne voulurent pas accepter la diminution de salaire que les patrons prétendaient leur imposer en raison de la diminution des heures de travail, car, la réglementation du travail des enfants avait entraîné celle du travail des adultes, les uns étant les auxiliaires indispensables des autres; d'autre part, ceux qui étaient payés à la tâche ou à l'heure demandèrent la revision des tarifs ou l'augmentation du prix de l'heure, de manière à conserver les uns et les autres leurs anciens salaires.

Le premier rapport des inspecteurs divisionnaires du travail fut publié en annexe du rapport de M. Barthou fait le 10 février 1894 au nom de la Commission du travail, sur la proposition de loi de M. L. Ricard. Au sujet de l'âge d'admission au travail, les inspecteurs constatent que sa fixation à treize ans n'a donné lieu à aucune observation sérieuse. Quelques verreries seulement ont demandé à conserver les enfants de moins de treize ans, embauchés avant la promulgation de la loi. Mais les protestations ont été unanimes sur l'article 3 fixant la durée du travail journalier et la durée

du travail hebdomadaire à dix heures par jour pour les enfants de moins de seize ans, à onze heures par jour et soixante heures par semaine pour les jeunes gens de seize à dix-huit ans, à onze heures par jour pour les femmes. En effet, dans beaucoup d'industries, le travail des enfants et des jeunes gens est lié à celui des adultes, et c'est, comme nous venons de le voir, la raison des grèves signalées en 1893. Les industriels se plaignent que la nouvelle loi les oblige soit à congédier les enfants et jeunes gens, soit à réduire la journée à dix heures pour tout le monde, soit à établir pour les jeunes gens et les enfants des équipes se relayant, de manière à conserver dans leurs usines la même durée de travail qu'auparavant, tout en ne faisant faire que soixante heures par semaine aux enfants et aux jeunes gens. Le premier procédé ne peut pas toujours être appliqué par les patrons qui occupent un certain nombre d'enfants et de jeunes gens, par suite de la difficulté qu'ils auraient à trouver immédiatement des adultes pour les remplacer ; il a d'ailleurs l'inconvénient d'enlever du travail aux enfants et jeunes gens. Le second procédé ne peut être appliqué, disent les industriels, sans qu'il y ait réduction de salaires et augmentation de frais généraux. Quant au troisième, il rend difficile la conduite des ateliers, soustrait les enfants à la surveillance de leurs parents et rend le contrôle de l'application de la loi bien incertain.

L'un ou l'autre de ces trois systèmes a été adopté suivant les industries. Mais à la date du 15 novembre 1893, les inspecteurs constatent d'une façon générale que la loi n'est encore qu'imparfaitement appliquée. Néanmoins certaines circonscriptions font exception, parmi lesquelles celle de Lyon, au sujet de laquelle nous nous plaçons à relever les observations suivantes : « Il serait
« prématuré d'apprécier le fonctionnement de la loi dans tous ses
« détails, tout ce que nous pouvons dire dès maintenant, c'est
« que les industriels paraissent disposés à l'observer, qu'elle
« commence à être appliquée et que, d'une manière générale, elle
« a été plus favorablement accueillie par les ouvriers que par les
« patrons. »

D'autre part, les plaintes et les objections relativement à la

durée de travail furent très vives dès le début. Dans sa séance du 1^{er} mars 1894, la Commission du travail de la Chambre des députés entendit des délégués de l'Association de l'industrie et de l'agriculture française, qui demandèrent l'unification de la durée de la journée du travail à onze heures pour les personnes protégées ; même demande fut faite par les délégués du Comité linier de Lille et les délégués de la Chambre de commerce de Roubaix. Le 2 mars, les mouliniers de l'Ardèche viennent déclarer que la loi de 1892 a été funeste à leur industrie. Les catégories d'âge ont tellement été gênantes qu'ils ont préféré de suite établir la journée de dix heures, de sorte que la production s'est trouvée réduite des deux douzièmes ; ils demandent, eux aussi, l'unification de la journée à onze heures. Les délégués de la Chambre syndicale patronale des imprimeurs typographes ne prennent plus d'enfants et ceux-ci gagnaient 2 francs par jour.

Le rapport de la Commission supérieure du travail sur l'application pendant l'année 1893 de la loi du 2 novembre 1892 vient compléter ces témoignages et préciser les plaintes et objections.

Au sujet de l'âge d'admission, il remarque que le relèvement à 13 ans s'est accompli sans difficulté.

Quant à l'application de la réglementation en ce qui concerne les différentes durées de travail effectif, il déclare que les inspecteurs sont unanimes à constater que la stricte application de ces prescriptions se heurte à de graves difficultés. Nous avons exposé plus haut quelle triple alternative se présentait à eux, en même temps les inconvénients inhérents à chacune des solutions adoptées.

L'organisation des relais en équipes tournantes est celle qui a prévalu dans l'industrie textile et plus particulièrement dans la plupart des filatures de coton de la Normandie, des Vosges et dans les fabriques de lacets de Saint-Chamond. Mais outre la difficulté de son adaptation à toutes les industries, outre sa complication et l'impossibilité dans laquelle, surtout si l'usine est à la campagne, on se trouve de recruter un personnel supplémentaire, le système du relai présente, au dire du rapport, les inconvénients suivants :

« Il rend le contrôle de l'inspection presque impossible et facilite par conséquent la violation de la loi. Comment, en effet, un inspecteur pourrait-il exercer une surveillance sérieuse. Il ne connaît pas personnellement tous les enfants et toutes les femmes employés dans une usine, et il ne sait pas à quelle heure, à quel moment chacun d'eux doit être au travail et se reposer. » Cette organisation rend la situation des enfants et des femmes plus pénible que sous le régime de la loi de 1874. Après avoir constaté que certains industriels en profitent pour faire marcher les métiers pendant quatorze heures, l'inspecteur divisionnaire ajoute : « Il arrive dans la filature de la région normande qu'un enfant occupé dix heures légalement et faisant partie d'une équipe de remplaçants, reste à l'usine les quatorze heures de travail et, comme le cas se présente souvent, s'il habite à plusieurs kilomètres de l'usine qui l'emploie, il ne peut disposer que de sept heures de sommeil, ce qui est contraire aux intentions du législateur. »

« Cette organisation, dit de son côté l'auteur d'une proposition de loi à la Chambre des députés, ne tient aucun compte des conditions hygiéniques et sociales des ouvriers. Désormais, ils doivent prendre leurs repas à toutes les heures du jour et ne peuvent presque jamais se trouver réunis avec leurs femmes et leurs enfants qui travaillent rarement aux mêmes métiers. »

Et, sur ce point, le rapport conclut que le seul remède pratique à cette situation, ainsi que tous les inspecteurs le déclarent, consiste dans l'unification de la durée de la journée pour tous les travailleurs protégés.

Sur tous les autres points de la loi, les inspecteurs constatent qu'elle a été observée d'une façon satisfaisante. Ils formulent, néanmoins, quelques critiques relativement aux époques fixées par le décret du 15 juillet 1893 pour les exceptions et tolérances en ce qui concerne le travail de nuit.

En 1893, 61.047 établissements ont été visités, dans lesquels il a été trouvé 728 garçons et 8963 filles (établissements de bienfaisance) de moins de 13 ans, 1600 garçons et 1459 filles de douze à treize ans ayant le certificat médical et le certificat d'études,

64.827 garçons et 63.294 filles de treize à seize ans, 46.305 garçons et 54,588 filles de seize à dix-huit ans, 70.209 filles mineures de dix-huit à vingt et un ans. Sur cette population de protégés, 149 contraventions ont été relevées, dont 12 relatives à l'âge d'admission, 12 relatives à la durée du travail, 21 au travail de nuit, 5 au repos hebdomadaire, 18 aux livrets et les autres aux prescriptions de la loi relatives à la disposition des machines et transmissions et aux travaux interdits.

Le premier rapport, celui de 1893, portait sur une période trop courte et aussi sur une époque où la mise en application de la loi était trop nouvelle, pour qu'on pût en tirer des conclusions bien précises. Le rapport présenté pour l'année 1894 est plus instructif. Il constate que l'inspection s'est rapidement étendue, faisant admettre jusque dans la petite industrie les prescriptions de la loi. Le nombre des établissements soumis à leur surveillance serait de 256.744 dont 144.066, occupant un personnel mixte, c'est-à-dire à la fois des hommes, des femmes et des enfants, et 112.668 n'occupant que des hommes. Sur ce total, il n'y aurait que 33.690 établissements occupant plus de dix ouvriers et 223.044 petits ateliers. Parmi ceux-ci, 117.537 n'occuperaient que des enfants ou des femmes, et 105.517 n'emploieraient que des hommes.

Sur les 256.744 établissements soumis à l'inspection, 106.735 ont été visités en 1894, soit 41 pour 100. Dans ceux-ci, il a été rencontré 1.673.206 ouvriers se répartissant ainsi :

Enfants de 12 à 13 ans	{ garçons	1.625	{	2.684
munis du certificat .	{ filles	1.059	{	
Enfants de 13 à 16 ans	{ garçons	82.151	{	155.601
	{ filles	73.450	{	
Enfants de 16 à 18 ans	{ garçons	60.826	{	123.511
	{ filles	62.685	{	
Filles mineures de 18 à 21 ans				87.453
Filles et femmes majeures.				324.947
Ouvriers adultes.				978.600

En résumé, sur l'ensemble des ouvriers inspectés, les enfants

des deux sexes au-dessous de dix-huit ans représentent 16,7 pour 100, le personnel féminin de tout âge 41,4 pour 100.

Nous remarquons en passant que le nombre des établissements signalés dans ce rapport était approximatif, car une année plus tard les inspecteurs constatent, dans le rapport de 1895, qu'il y en a 286.763. Sur ces 286.763, ils en ont visité 109.486 soit 38,18 pour 100, ayant un personnel de 1.764.181 se répartissant ainsi :

Enfants de 12 à 13 ans	{ garçons	996	{	2.055
munis du certificat .	{ filles	1.059		
Enfants de 13 à 16 ans	{ garçons	84.017	{	164.527
	{ filles	80.510		
Enfants de 16 à 18 ans	{ garçons	65.533	{	131.843
	{ filles	66.310		
Filles mineures de 18 à 21 ans.				25.714
Filles et femmes majeures				349.998
Ouvriers adultes				1.020.044

Il est à remarquer que, dans ces chiffres, on n'a tenu compte ni du personnel des mines et carrières, ni de celui des établissements de bienfaisance.

Comme on le voit, les enfants des deux sexes de 18 ans représentent 16,92 pour 100 du personnel inspecté, les filles et femmes de tout âge 25, 96 pour 100 et le nombre des enfants de 12 à 13 ans employés dans les établissements industriels va en diminuant : les inspecteurs constatent en effet que se généralise la coutume de ne faire commencer l'apprentissage qu'à 13 ans.

En 1896, le nombre des établissements soumis à la surveillance des inspecteurs a été de 296.727 avec un personnel de 2.673.314 ouvriers : 117.539 seulement de ces établissements ont été visités, soit 39,50 pour 100 du total, ayant 1.741.443 ouvriers soit 65,25 pour 100 du total. Ces ouvriers se répartissaient ainsi :

Enfants de 12 à 13 ans	{ garçons . . .	969	{	1.776
munis du certificat .	{ filles . . .	807		
Enfants de 13 à 16 ans	{ garçons . . .	80.392	{	159.193
	{ filles . . .	78.801		

Enfants de 16 à 18 ans	garçons	62.164	} 125.167
	filles	63.003	
Filles mineures de 18 à 21 ans			98.546
Filles et femmes majeures			347.896
Ouvriers adultes			1.088.365

En 1897, 29.035 établissements figurent dans les états d'inspection avec un personnel de 2.521.288 ouvriers : 125.775 établissements, soit 43,32 pour 100 du nombre total, ont été visités employant 1.755.351 ouvriers se répartissant ainsi :

Enfants de 12 à 13 ans	garçons	1.092	} 1.868
munis du certificat	filles	776	
Enfants de 13 à 16 ans	garçons	83.870	} 160.877
	filles	78.807	
Enfants de 16 à 18 ans	garçons	63.076	} 126.999
	filles	63.993	
Filles mineures de 18 à 21 ans			99.991
Filles et femmes majeures			327.174
Ouvriers et adultes hommes			1.036.442

Les enfants des deux sexes au-dessous de 18 ans représentent 16,5 pour 100 du personnel inspecté : le personnel féminin de tout âge 32,6 pour 100.

Il est évident que, suivant les régions, le personnel des enfants employés varie, d'après le genre et le mode d'industrie. Pour la région lyonnaise, les rapports des inspecteurs constatent en 1893 que 5931 établissements ont été inspectés, dans lesquels se trouvaient 171 garçons et 24 filles de moins de 13 ans (établissements de bienfaisance), 189 garçons et 74 filles de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études, 6541 garçons et 2849 filles de 13 à 16 ans, 5320 garçons et 9934 filles de 16 à 18 ans, sur un total de 178.839 ouvriers et ouvrières.

En 1897, toujours dans la circonscription lyonnaise, il y eut 11.710 établissements visités dans lesquels se trouvaient 45 garçons et 33 filles de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études primaires, 5.930 garçons et 8.929 filles de 13 à 16 ans, 5.593 garçons et 9.532 filles de 16 à 18 ans,

18.861 filles mineures de 18 à 21 ans, sur un total de 127.189 ouvriers et ouvrières de tout âge.

Si nous groupons de la même manière que nous venons de le faire pour les chiffres les divers rapports annuels de 1893 à 1897, nous allons voir, article par article, la critique pratique, basée sur une expérience de cinq ans, de la loi de 1892.

Dès le début l'article relatif à l'âge d'admission a été généralement adopté et cela sans difficultés ; d'ailleurs il répondait à un usage répandu, et la tolérance accordée aux enfants de 12 ans munis du certificat d'études primaires n'a profité qu'à un bien petit nombre, encore va-t-elle toujours en diminuant. Néanmoins, la violation de cet article a donné lieu à un certain nombre de contraventions, 273 en 1894, 396 en 1895, 435 en 1896 et 359 en 1897. Voici les conclusions du rapport de 1897, relativement à l'âge d'admission dans les ateliers . « La Chambre des députés délibérant au cours de la dernière législature, sur une proposition de loi adoptée par le Sénat, tendant à la modification de la loi du 2 novembre 1892 avait décidé de reporter à 13 ans d'une manière absolue l'âge minimum d'entrée des enfants dans l'industrie. D'après les chiffres qui précèdent, nous inclinerions à penser que cette mesure pourrait être adoptée sans inconvénient : ce serait une réforme d'autant plus heureuse, que l'emploi des enfants de 12 à 13 ans comporte de multiples formalités qui donnent lieu à un grand nombre de contraventions.

Nous avons déjà parlé des difficultés que présentait l'application de la loi relativement à la durée du travail des protégés et à sa non concordance avec la durée du travail des adultes : c'est le rapport de 1893 qui insistait sur ce point. Dès la même année, le Parlement était saisi de propositions de lois tendant à modifier la loi de 1892, et l'accord semblait devoir se faire sur la fixation de la durée du travail à 11 heures. Désormais il était difficile pour les inspecteurs de déférer aux tribunaux les industriels qui n'appliquaient pas strictement toutes les prescriptions de l'article 3 et notamment celle qui réduit à 10 heures la durée du travail des enfants au-dessous de 16 ans. Aussi une tolérance s'établit, et le Gouverne-

ment prescrivit à l'inspection, le 3 mars 1894, de tenir rigoureusement la main à ce que la limite de 11 heures ne fût pas tout au moins dépassée. Et le rapport de 1896 appréciait ainsi les résultats de cette grave dérogation à la loi : « Il faut reconnaître qu'avec la tolérance accordée de laisser les enfants travailler 11 heures comme les femmes, on a obtenu de sérieuses améliorations. On peut affirmer qu'en temps normal la durée du travail ne dépasse pas 11 heures dans les usines à personnel mixte où les enfants et les femmes sont les auxiliaires des ouvriers adultes... Certains faits qu'on ne saurait se dispenser de mettre en lumière dénotent les heureux effets de la réglementation du travail. Avant 1892, dans les tissages de la région lyonnaise, par exemple, la journée atteignait souvent 13 heures et quelquefois davantage : elle a été successivement réduite à 12 heures et à 11 heures. Pour compenser cette diminution dans la durée du travail, la vitesse des organes mobiles a été accélérée. » Et le rapport de 1897 cite un grand nombre d'industries dans lesquelles la loi de 1892 a fait abaisser la durée de la journée de travail, et constate que la situation du personnel a été sérieusement améliorée. On peut affirmer, ajoute encore ce rapport, que, d'une manière générale, cette durée de 11 heures tend à se généraliser, sans que la production paraisse en avoir éprouvé une influence appréciable, grâce à l'amélioration et au perfectionnement de l'outillage et aussi à une meilleure organisation du travail.

L'interdiction du travail de nuit pour les enfants âgés de moins de 18 ans est généralement appliquée dans la grande industrie. Les abus ne se produisent guère que dans les petits ateliers et ceux de moyenne importance; ils sont surtout signalés relativement à la tolérance accordée par l'article 4 de la loi 1892, sur les doubles équipes. Il dispose que le travail de nuit, interdit de 9 heures du soir à 5 heures du matin, sera toutefois autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de 9 heures chacun avec un repos d'une heure au moins. Le rapport de 1897 nous apprend que 55 établissements, dont 27 à Saint-Chamond ont

recours à la double équipe, et que sur ces 27 établissements, 24 font alterner les équipes après 9 h. 1/2 de travail. On y use ainsi de tous les moyens pour pousser la durée du travail jusqu'à ses dernières limites, afin de donner plus d'intensité à la production. Voici du reste les termes dans lesquels le rapport apprécie ce système : « Il y a là une organisation qui mérite d'être signalée : elle consiste à faire travailler une des deux équipes, d'abord de 4 à 8 heures du matin, puis de 5 à 10 heures du soir, les neuf heures intermédiaires étant faites par une autre équipe. On ne saurait trop insister sur ce qu'a de pénible ce mode de travail pour le poste qui est obligé de commencer le travail à 4 heures du matin, pour ne finir qu'à 10 heures du soir. Jamais le travail de nuit, grâce aux subtiles interprétations qu'on a su faire de l'article 4, § 2, de la loi du 2 novembre 1892, n'a été plus dur pour le personnel protégé, qu'on avait eu en vue de soustraire, pour de multiples raisons, aux travaux de nuit proprement dits. Au surplus, cette organisation ne saurait se concilier avec les termes formels de l'article précité, puisque l'une des deux équipes, celle qui est employée de 8 heures du matin à 5 heures du soir, travaille 9 heures consécutivement sans aucun repos... C'est à la législation elle-même qu'on doit un état de choses aussi lamentable, et il est absolument indispensable de prévenir un système de travail qui conduit à de si tristes abus.

Le repos hebdomadaire est bien observé et le jour choisi est presque universellement le dimanche, sauf dans quelques maisons israélites. Toutefois, l'habitude de faire rester les apprentis le jour du repos hebdomadaire pour ranger l'atelier n'a pas encore complètement disparu de la petite industrie. D'autre part, chose curieuse, l'observation du repos des jours fériés est moins strictement gardée. Le rapport de 1897 constate que c'est principalement le lundi de Pâques et le lundi de Pentecôte que des infractions ont été relevées, les industriels prétendant toujours ignorer que ces deux jours sont reconnus par la loi comme jours fériés.

L'obligation pour tous les jeunes ouvriers d'être munis d'un livret a été longue à se généraliser. La plupart des difficultés sont

venues de ce que beaucoup de mairies, qui étaient tenues de les délivrer gratuitement, négligeaient de s'en munir, ou bien ne les remettaient que contre espèces, aucun crédit n'étant inscrit au budget pour les livrets. Pour remédier à cet état de choses, les préfetures tiennent aujourd'hui à la disposition des mairies les livrets qui leur sont nécessaires. En général, les prescriptions de la loi relatives au livret, comme du reste celles relatives aux affiches et aux registres que les industriels doivent tenir, ne sont pas appliquées dans les petits ateliers.

La répression relative aux conditions d'hygiène et de sécurité édictées pour les travailleurs par la loi de 1892 et le décret de 1893 a été active, et les inspecteurs déclarent que si encore beaucoup d'anciens ateliers sont défectueux — il faudrait les démolir pour les améliorer — les nouveaux établissements sont établis de façon satisfaisante, avec des machines largement espacées, un cube d'air très grand pour les salles et des appareils de ventilation. Afin de donner une idée du détail dans lequel doit entrer le personnel de l'inspection, nous extrayons du tableau général des contraventions à la loi de 1892 et au décret de 1893, celles qui sont relatives aux mineurs ouvriers.

LOIS ET DÉCRETS		NATURE DE LA CONTRAVENTION	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS
LOI du 2 novem. 1892	Art. 2	Age d'admission	359
	— 3	Durée du travail	3 000
	— 4	Travail de nuit.	1 111
	— 5	Non-observation du repos hebdomadaire.	629
			429
	— 8	Théâtres et cafés-concerts sédentaires. .	3
	— 10	Livrets, registres	1 088
	— 11	Affichage	319
	— 14	Hygiène et sécurité Insécurité. Machines { après accident.	10
			75
	— 15	non protégées. { sans accident. Non-déclaration d'accident (femmes et enfants).	81
			59
	— 16	Maintien des bonnes mœurs.	»
	— 27	Récidive.	8
	— 29	Obstacle à l'inspection	23
A reporter.			7.194

LOIS ET DÉCRETS		NATURE DE LA CONTRAVENTION	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS
		<i>Report</i>	7.194
DÉCRET du 13 mars 1893	Art. 4	1° Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux roues verticales.	3
		2° Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux métiers dits à la main ¹	11
	— 5	Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires.	5
		Emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames.	»
	— 6	Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux tranchantes mécaniques.	3
	— 7	1° au-dessous de 14 ans à cueillir ou à souffler le verre	1
		2° de 13 à 16 ans à cueillir un poids supérieur à 1000 grammes.	»
		3° au-dessous de 16 ans à souffler les bouteilles.	»
		4° au-dessous de 18 ans un embout personnel.	»
	— 8	Emploi d'enfants de moins de 16 ans au service des robinets à vapeur	1
	— 9	Emploi d'enfants de moins de 16 ans en qualité de doubleurs pour le laminage et l'étirage de la verge de tréfilerie.	11
	— 10	Emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages volants	1
	— 11	Surcharges	39
	— 12	Travail aux machines à coudre avant 16 ans	13
	— 13	Confection d'objets contraires aux bonnes mœurs.	»
	— 14, tableau A	Travaux interdits aux enfants, aux filles mineures, aux femmes.	13
	— 15, tableau B	Travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans.	1
LOI du 7 décem. 1874	— 1	Emploi d'enfants de moins de 16 ans à des tours de force périlleux	»
	— 4	Défaut de justification de l'acte de naissance et de l'identité de l'enfant.	1
			7.297

¹ Une lettre ministérielle du 12 janvier 1899 déclare que ces mots (métiers à la main) comprennent pour toutes les industries, les métiers qui ne sont pas mus mécaniquement. Il résulte de là que les machines à imprimer mues au moyen de pédales, notamment, doivent être considérées comme rentrant dans la catégorie des appareils visés par l'art 4, et qu'on peut y employer les enfants à partir de l'âge de 16 ans.

Comme on le voit par cet exposé des rapports de l'inspection du travail, et pour le tableau qui précède, la tâche imposée aux inspecteurs est multiple et, on peut le dire, sans limite, puisqu'ils peuvent visiter tous les établissements soumis à leur surveillance. Aussi les rapports de chaque année insistent-ils sur l'insuffisance du personnel de l'inspection : les visites, quand elles atteignent tous les établissements, sont trop espacées pour être efficaces, des visites renouvelées plusieurs fois dans l'année pouvant seules assurer une surveillance réellement effective (Nous avons vu plus haut, lors de l'exposé du rapport de 1897, que le service de l'inspection n'avait pu visiter cette année que 43,32 0/0 des établissements existants, et cependant le nombre des visites n'avait jamais été aussi considérable, puisqu'il avait atteint le chiffre de 146,504 au lieu de 140,878 en 1896 et de 146,103 en 1895).

C'est, nous le savons, dans les ateliers composant la petite industrie que les abus sont nombreux, ils y sont même, pour ainsi dire, cantonnés. C'est cependant là que l'inspection du service est le moins efficace parce que des visites souvent renouvelées pourraient seules avoir un résultat salulaire : un inspecteur domicilié à plusieurs centaines de kilomètres est en effet, impuissant pour faire appliquer les prescriptions concernant soit la durée de travail, soit les conditions du travail après 9 heures du soir.

Il importe aussi de savoir avec quels sentiments les inspecteurs sont accueillis, et le rapport ajoute :

« D'une manière générale, les inspecteurs sont bien reçus par les industriels, avec lesquels, sans se départir de la réserve et de la correction que leurs fonctions imposent, ils entretiennent des relations courtoises. Il faut cependant dire que quelques-uns gardent rancune à l'inspection qui leur a dressé contravention. L'un de ces industriels, à la suite d'un procès-verbal suivi de condamnation, a déclaré à l'inspecteur, au cours d'une contre-visite, qu'il avait fait signaler à M. le Ministre du commerce son zèle intempestif.... Au surplus, les résistances qui ont été rencontrées en 1897 ont mis les inspecteurs dans la nécessité de faire application de l'article 19 de la loi du 2 novembre 1892 et de dresser contravention à vingt-

trois industriels qui avaient mis obstacle à l'accomplissement de leur mission. Enfin cinq chefs d'entreprise ont été poursuivis pour outrages, en exécution de l'article 224 du code pénal.

Les procès-verbaux dressés par les inspecteurs pour contraventions ont été, en 1897, au nombre de 1264. Chaque procès-verbal peut être relatif à plusieurs contraventions, car on en inflige autant qu'il y a de personnes employées indûment : ainsi ces 1264 procès-verbaux s'appliquent à 9156 contraventions. En 1894, il y avait eu 703 procès-verbaux, en 1895, 1332 ; en 1896, 1912, relatifs, ces derniers, à 13.387 contraventions.

La diminution entre les chiffres de 1896 et 1897 s'explique par ce fait, pour certaines sections, que les lois sur le travail sont mieux connues, pour d'autres que les inspecteurs hésitent parfois à exercer des poursuites, quand ils savent que, d'après la jurisprudence adoptée par les tribunaux, ces poursuites doivent aboutir à un acquittement qui porterait atteinte à la considération du service. Les deux tableaux qui suivent nous indiquent les industries dans lesquelles en 1897, les contraventions ont été le plus nombreuses, ainsi que la suite donnée aux procès-verbaux.

INDUSTRIES	NOMBRES	
	de procès-verbaux.	de contraventions.
Modes, confections. couture, lingerie	166	1380
Entreprises de maçonnerie	80	189
Serruriers-mécaniciens.	64	181
Moulinage de la soie.	53	478
Blanchisseries.	50	478
Filature et peignage de laine	34	539
Scieries mécaniques	36	110
Filatures de coton	35	129
Imprimerie	33	194
Total.	<u>551</u>	<u>3.678</u>

Suite donnée aux procès-verbaux :

Procès-verbaux	suivis de condamnation	1096
	suivis d'acquiescement	38
	classés par le service	49
	classés par le parquet.	75
	encore en instance	6
Total.		<u>1264</u>

Le total des amendes prononcées, qui avait été de 26.366 francs en 1894, de 41.456 en 1895, de 58.545 en 1896 a été pour 1897 de 39.500. Le peu d'importance de ces sommes a attiré l'attention de tous ceux qui ont étudié la loi, et le rapport d'inspection lui-même la commente ainsi : Dans son dernier rapport, la Commission a fait remarquer que l'application de la loi serait peut-être plus facilement assurée si les peines prononcées n'étaient souvent abaissées à un chiffre trop minime par suite de l'application, illégale en pareille matière, que font les tribunaux de l'article 365 du code d'instruction criminelle, de l'article 463 du code pénal, et de la loi de sursis conditionnel du 26 mars 1891. Elle exposait que si ces principes n'étaient pas rigoureusement respectés par les justices de paix, il serait à craindre que les contraventions qui, sous le régime de la loi du 19 mai 1874 relevaient de la juridiction correctionnelle, ne fussent aujourd'hui l'objet d'une répression inefficace, enlevant toute autorité à l'inspection. Enfin elle exprimait le vœu qu'on tînt la main à la stricte application des instructions qui prescrivent au ministère public d'aviser le service de la décision du Tribunal, immédiatement après avoir prononcé le jugement, afin d'éviter que l'inspection n'en soit informée qu'après les délais d'appel. Le rapport de 1897 ne fait que confirmer ces observations importantes et attire en outre l'attention du Garde des sceaux sur le point suivant : « il y a des tribunaux qui négligent ou s'abstiennent de signifier les jugements rendus par application des lois sur le travail, de sorte que ces décisions, qui n'ont pas un caractère définitif, sont toujours susceptibles d'appel. Il en résulte que lorsqu'il n'y a pas récidive dans les douze mois qui suivent la condamnation, les clauses pénales inscrites dans les articles 27 de la loi de 1892 et 9 de la loi de 1893, restent privées de sanction. Il est nécessaire de prendre des mesures pour que l'action de la loi ne soit pas ainsi paralysée. »

Plus spécialement nous insisterons sur le rapport de M. Barral, inspecteur divisionnaire de la 11^e circonscription, qui comprend l'Ain, l'Isère, la Loire, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie.

Le Rhône comprend 7.848 établissements dans lesquels sont employés 78.584 ouvriers. Le total des établissements industriels de la circonscription s'élève à 20.654 établissements, sur lesquels 3.322 usines et manufactures et 8.531 ateliers occupent soit des enfants, soit des filles mineures et des femmes ; sur 241.758 personnes employées dans les 20.654 établissements de la circonscription on trouve :

14.873 garçons au-dessous de 18 ans.

21.520 filles.

22.236 filles mineures de 18 à 21 ans.

Les industries qui, dans la circonscription, occupent le plus de femmes et d'enfants, sont les suivantes :

	pour 100		pour 100
Filatures de soie	100	Fabrique de cirage	80
Devidage de soie	100	Tissage de lainage	80
Couture et confection. . .	100	Cartonnage	80
Blanchisseries et modes . .	100	Pièces d'horlogerie. . . .	75
Broderies et tulles. . . .	85	Tréfileries de trait	70
Moulinage de soie	92	Pâtes alimentaires	66
Tissage de soieries	90	Fabrique de schappe	65
Reliure et brochure	90	Fabrique de crayons	63
Fabrique de corsets	90	Tissage de coton	60
Confiserie	90	Tissage de laine.	55
Fabrique de lacets	85	Application sur tulle	60
Fabrique chapeaux de paille.	85		

Les établissements de l'État se composant de manufactures de tabacs et d'écoles professionnelles emploient :

514 enfants de moins de 18 ans.

Dans le courant de l'année 1897 il a été trouvé seulement 49 enfants de moins de 13 ans travaillant sans certificats dont 22 dans les dévidages de soie. A côté d'eux 84 autres du même âge étaient dans les conditions requises par la loi. Et l'inspecteur

constate que « l'emploi des enfants de 12 à 13 ans devient de plus en plus rare. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer les chiffres de cette année avec ceux de l'année précédente; en 1896 le nombre des enfants sans certificat étant de 99, il n'est plus que de 46 en 1897. Celui des enfants possédant le certificat était de 124 en 1896, tandis que cette année il s'est abaissé à 84.

« Sans doute la loi scolaire est loin d'être observée dans les campagnes, mais les enfants qui ne vont pas à l'école sont plutôt placés dans des fermes que chez des industriels.

De 13 à 16 ans le nombre des enfants est de 14.909 se décomposant en 5.980 garçons et 8.929 filles. Les industries dans lesquelles ces enfants entrent pour une grande proportion sont les mêmes que celles qui emploient presque exclusivement des enfants ou des femmes et dont nous avons donné la liste plus haut : il faut cependant y ajouter la verrerie. Le pourcentage d'enfants de 13 à 16 ans se trouve plus particulièrement élevé dans les industries suivantes :

	pour 100		pour 100
« Verreries	25	Imprimerie	15
Carderies de déchets de soie	30	Tissage de soieries	15
Tréfilerie or et argent	25	Pièces d'horlogerie	13
Pâtes alimentaires	22	Fabrique de cartonnages	20
Moulinages de soie	20	Dévidages de soie	20
Serrurerie	15		

« Les dispositions relatives aux livrets sont assez strictement observées : en 1897 sur 30.112 enfants rencontrés, 1349 ne possédaient pas le livret, soit une proportion de 4,4 pour 100.

« Les accidents, qui se sont élevés à un total de 2735 ont frappé 152 garçons de moins de 18 ans, 15 filles du même âge, 17 filles de 18 à 21 ans. »

Quant à ce qui concerne les établissements de bienfaisance, le rapport s'exprime ainsi :

« Sur 117 établissements de bienfaisance, 100 ont été visités en 1897. Les 100 établissements visités renferment :

« Enfants de moins de 13 ans	}	garçons	147
		filles	1568
— de 13 à 16 ans . . .	}	garçons	142
		filles	1278
Filles mineures			570
Filles majeures			479
			4184

« Les enfants de moins de 13 ans sont occupés à un travail quotidien de trois heures, mais ce travail a toujours le caractère d'enseignement professionnel, non de production industrielle.

« Ces établissements remplissent en général les obligations prescrites par la loi. Plusieurs jeunes filles ont cependant été trouvées au travail à l'heure fixée pour le repas. Des avertissements sévères ont été donnés à ce sujet.

« Nous n'avons éprouvé aucune difficulté pour visiter les établissements de bienfaisance. »

Le rapport de M. Tauzin, inspecteur des mines pour la Loire et le Rhône, nous donne quelques renseignements instructifs. Dans le Rhône 9 enfants seulement sont employés dans les mines de Sainte-Foy-l'Argentière, 2 de 13 à 16 ans et 7 de 16 à 18 ans ; tout le reste du personnel protégé est occupé dans les mines de la Loire. Relativement à l'âge d'admission, nous relevons les détails suivants : « Le nombre des enfants de moins de 13 ans employés à l'extérieur est tombé de 6 à 2.

Au fond le nombre des enfants de 13 à 16 ans qui était de 6 en 1896 s'est réduit à 5 en 1897 ; en revanche, celui des enfants du même âge travaillant au jour, principalement comme trieurs de pierres s'est élevé de 437 à 489 : dans l'ensemble, les enfants de 13 à 16 ans entrent dans le personnel pour 2, 5 pour 100.

L'examen médical prévu par l'article 2, paragraphe 4 de la loi n'a jamais paru nécessaire et n'a par suite pas été réclamé.

On voit que ce n'est en réalité qu'à partir de 16 ans que les enfants descendent au fond ; le nombre de ceux que l'on occupe ainsi, de 16 à 18 ans, a continué à croître (179 au lieu de 136)

par suite de la pénurie d'ouvriers adultes dont a souffert le bassin à la fin de 1897.

Habituellement les enfants sont chargés des fonctions de toucheurs, porteurs de lampes, embaucheurs, aides, rouleurs, portiers.

*
* *

Le service de l'inspection n'a point dans ses attributions la surveillance des mines, minières et carrières, qui est exclusivement confiée aux ingénieurs et contrôleurs des mines. Leur rapport pour 1897 constate que la loi de 1892 est aussi complètement appliquée que possible dans cette industrie spéciale. Dans 40.783 exploitations, ils comptent, sur un personnel de 288.480 individus, 31.339 protégés : ce chiffre porte sur les mines comme sur les minières et carrières. Pour les premières, le personnel protégé s'y rencontre dans les proportions suivantes :

		AU FOND		AU JOUR		TOTAL	
		en 1897,	en 1896	en 1897,	en 1896	en 1897,	en 1896
Enfants de 12 à 13 ans	garçons .	12	6	29	41	41	47
	filles .	»	»	3	»	3	»
Enfants de 13 à 15 ans	garçons .	5.393	4 931	4.105	4.272	9.498	9.203
	filles .	»	»	1.353	1.257	1.353	1.257
Enfants de 16 à 18 ans	garçons .	6.315	6.040	2.274	2.272	8.589	8.312
	filles .	»	»	1.098	1.024	1.098	1.024
Filles mineures de 18 à 21 ans	»	»	»	983	1.022	983	1.022
Femmes majeures	»	»	»	2.547	2.729	2.547	2.729
Totaux		11.720	10.977	12.392	12 617	24.112	23.594
pour 100 du personnel protégé		7,4	7,0	7,8	8,2	15,2	15,2

Les visites ont presque permis de passer en revue tout le personnel protégé existant, car elles ont porté sur 90 pour 100 de celui-ci.

Les établissements dépendant du département de la guerre sont soumis, au sujet de l'application de la loi de 1892, au Ministère de la guerre et à ses agents. En 1897, sur 170 établissements occupant un total de 26.274 personnes, il y avait 64 filles ou femmes

de 18 à 21 ans, 466 garçons de 16 à 18 ans, 151 filles de 16 à 18 ans, 284 garçons de 13 à 16 ans, 2 garçons de 12 à 13 ans. Comme on le voit, la proportion du personnel protégé est assez faible.

Au dernier moment vient de paraître le rapport de la Commission supérieure du travail sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 pendant l'année 1898. Il débute par cette affirmation, démontrée, dit-il, par une expérience de six années, que « l'œuvre de protection entreprise en faveur de l'enfant et de l'ouvrière a pu se réaliser sans préjudice pour la production nationale », et le rapport ajoute : « La durée du travail quotidien de ce personnel a pu être réduite sans que le gain journalier ait subi une réduction correspondante. »

Cette constatation n'est pas pour nous surprendre. En effet, en travaillant moins longtemps, l'enfant travaille mieux et plus vite. Au contraire si vous excédez l'effort dont il est capable, vous diminuez très vite la valeur et l'importance de sa production. Nous reviendrons du reste, dans notre conclusion, sur la corrélation qui existe entre la diminution des heures de travail et l'intensité comme la qualité de production.

En l'année 1898, l'inspection du travail a calculé que le nombre total des établissements soumis à sa surveillance est de 299.468, dans lesquels 158.179 occupant des femmes et des enfants. Le personnel ouvrier est de 2.633.570 se répartissant ainsi :

			pour 100
Enfants au-dessous de 18 ans	garçons. . . .	224.231	8,5
	filles. . . .	209.406	8,0
Filles mineures et femmes		603.185	22,9
Hommes au-dessus de 18 ans		1.596.748	60,6

L'inspection n'a pu visiter tous ces établissements, parmi lesquels il y a 262.089 petites usines occupant de 1 à 10 ouvriers. En 1898, 122.607 établissements occupant 1.872.970 ouvriers ont été inspectés; en général ce sont surtout les moins importants qui

ont été laissés de côté, bien que le plus souvent ce soit dans ceux-là que les règles de l'hygiène et du travail sont le plus fréquemment violées. Il serait évidemment désirable que la petite industrie soit très sévèrement inspectée. Il y a, il est vrai, à cela de sérieuses difficultés pratiques, mais elles ont été vaincues à l'étranger, notamment en Angleterre. On ne comprendrait pas que sur ce point la France reste en retard. Pour atteindre ce but, une augmentation du nombre des inspecteurs est nécessaire.

Voici la répartition des ouvriers de tous âges dont le service a constaté la présence dans les 122.607 établissements visités en 1898.

		Garçons	Filles	Totaux
Enfants	de 12 à 13 ans, munis du certificat d'études	1.087	861	1.948
	de 13 à 16 ans	86.899	80.580	167.479
	de 16 à 18 ans	66.945	67.160	134.105
		<u>154.931</u>	<u>148.601</u>	<u>303 532</u>
	Filles mineures de 18 à 21 ans			105.107
	Filles et femmes majeures.			354.426
	Ouvriers adultes, hommes.			1.109.905
				<u>1.872.970</u>

Les enfants des deux sexes au-dessus de 18 ans représentent 16,2 pour 100 du personnel inspecté : le personnel féminin 32,5 pour 100.

Ces proportions varient sensiblement d'une région à une autre suivant la nature des industries dominantes.

Voici les départements où la proportionnalité des enfants au-dessous de 18 ans est la plus forte : Ardèche 28,9 pour 100. Haute-Loire 27,1. Pyrénées-Orientales 26,6. Côtes du Nord 25,3. Drôme 23,5. Vienne 22,6. Vaucluse 22,5. Basses Alpes 21,7. Hautes-Alpes 21,7. Territoire de Belfort 21,1. Ille-et-Vilaine 20,6. Cher 20,4. Finistère 20,4. Loir-et-Cher 20,4. Charente-Inférieure 20.

Les départements dans lesquels les personnels enfantins et féminins réunis représentent plus de la moitié de l'ensemble des ouvriers sont les suivants :

Ardèche 73, 6 pour 100, Finistère 69,6, Vendée 63,5, Drôme 61,4, Hautes-Alpes 61,4, Vaucluse 61,3, Tarn-et-Garonne 61,1, Haute-Loire 60,8, Basses-Alpes 59,8, Isère 59,3, Vosges 58, Gard 55,9, Oise 52.

Enfin, le personnel des établissements de l'Etat (déduction faite de ceux de la guerre et de la marine) soumis aux prescriptions de la loi de 1892, se décompose ainsi :

Enfants.	1.307
Filles mineures et femmes.	16.007
Hommes	4.671
	21.985

Si nous prenons maintenant en détail chacune des principales dispositions de la loi de 1892, nous voyons qu'elles ont donné lieu aux observations suivantes :

L'article 2, relatif à l'âge d'admission, est régulièrement appliqué, sauf exceptions tenant aux causes déjà signalées dans les rapports précédents : surprise de la bonne foi du patron qui s'en rapporte aux déclarations des intéressés, délivrance irrégulière d'un livret, présence du père ou de la mère dans le même atelier, profonde misère de la famille. Le nombre de contraventions pour admission au travail d'enfants de moins de treize ans n'a été que de 303. Les industries où elles ont été le plus nombreuses sont les suivantes :

Briqueteurs 57, moulinages de la soie 22, verreries et cristalleries 20, filatures de chanvre, de lin, d'étope et de jute 14, établissements de bienfaisance 11, imprimeries 10, Scieries mécaniques 10, teintureries, apprêts 10.

Les inspecteurs du travail sont unanimes à proposer de reporter uniformément à treize ans l'âge d'admission au travail de l'enfant, qu'il soit muni ou non du certificat d'études primaires.

Les vœux des inspecteurs relatifs à la durée du travail sont unanimes sur les points suivants.

Après avoir constaté que dans la grande majorité des établissements, la durée du travail du personnel ouvrier est de onze heures, et descend parfois même à dix heures, ils demandent de supprimer de la loi du 2 novembre 1892 les dispositions qui apportent des différences à ce sujet, suivant l'âge et suivant le sexe.

Ils s'accordent également à reconnaître que l'unification de la durée du travail à onze heures ne soulèverait pas aujourd'hui de difficultés. Une proposition dans ce sens a déjà été acceptée par le Sénat dans sa séance du 13 juillet 1894. Pour le Rhône, l'inspecteur divisionnaire déclare : « La durée habituelle du travail est restée ce qu'elle était l'année dernière, dix ou onze heures, selon les localités et aussi selon les industries. Le seul fait intéressant à signaler à ce sujet, c'est que les dévideuses de Lyon se sont enfin décidées à ramener la journée à onze heures, sans que ce changement ait exercé d'autre influence que celle d'améliorer le sort des ouvrières de ce métier. Environ 200 ateliers de dévidage et d'ourdissage ont abandonné la vieille routine et adopté une journée de travail plus sincère et plus conforme aux désirs des ouvrières. »

Si la loi de 1892 a eu, dans beaucoup d'industries, l'heureux résultat d'unifier à onze heures pour tous les ouvriers la journée de travail, elle semble tendre aussi à la suppression pour tous du travail de nuit. En effet, l'inspecteur du département des Vosges déclare : « Un groupe notable d'industriels, même parmi ceux qui travaillent la nuit, serait heureux de voir supprimer le travail de nuit dans les filatures ; ce devrait être pour eux la réforme connexe à l'unification de la journée à onze heures pour tout le personnel. En effet, les filatures qui marchent la nuit, grâce à leur prix de revient moins élevé, font une concurrence très sérieuse à celles qui ne marchent que douze ou onze heures ; les premières sont cause de l'affaïssement des cours. On peut affirmer que ces deux réformes feraient un grand bien à l'industrie textile en lui permettant de relever ses prix. »

Il est à remarquer en outre, relativement au travail de nuit, que le système de la double équipe est pratiqué dans 13 établissements de moins qu'en 1897, que dans les usines à feu continu, l'inspection a constaté une diminution d'infractions à l'interdiction d'emploi la nuit d'enfants ou de femmes ; les contraventions, qui avaient été de 1111 en 1897, sont tombées à 687 en 1898.

De même, une diminution est à constater en ce qui concerne le repos hebdomadaire ; les contraventions qui étaient au nombre de 1508 en 1897, ne sont qu'au nombre de 712 en 1898. Les industries dans lesquelles les infractions ont été le plus fréquentes sont les suivantes :

Modes, confections, couture, lingerie 69 contraventions ; blanchisserie et repassage 93 ; produits alimentaires 46 ; imprimerie 36 ; cartons, cartonnages et papeteries 34 ; décor sur porcelaine 31 ; dévidage de la soie 22 ; usines métallurgiques 21 ; serruriers mécaniciens 21 ; teintureries, apprêts 18.

La loi de 1892 et les décrets d'application qui l'ont suivi apportent certaines tolérances à l'interdiction du travail de nuit pour les enfants et les femmes. Mais, dans l'esprit de la loi, il faut que le chef d'industrie improvise une seconde équipe ; souvent cela est impossible, et les industriels ont l'habitude de demander à l'inspecteur l'autorisation de faire des heures supplémentaires, qui leur permettraient d'expédier les commandes en souffrance tout en donnant à l'ouvrier le moyen de récupérer le temps et le salaire perdus. Déjà les années précédentes, les inspecteurs avaient été d'avis que la loi ou les règlements devraient préciser l'octroi d'une tolérance de cette nature, afin de ne pas apporter d'entraves à l'industrie et de ne pas imposer aux ouvriers des chômages injustifiés. Le principal, disaient-ils, est que, après la vérification du temps perdu, si on totalise les heures de travail, la durée moyenne de la journée se trouve dans les limites fixées par la loi.

« Si ces petites récupérations du travail étaient autorisées, dit l'inspecteur divisionnaire de la 5^e circonscription, on peut être assuré qu'elles entraîneraient des abus contre lesquels il serait bien

difficile de réagir. Mais à côté de ces petits arrêts de courte durée qui surviennent pendant le travail, il y en a d'autres qui entraînent un chômage prolongé. Pour ceux-là, la loi a admis la levée de l'interdiction du travail de nuit qui, comme on le sait, n'est pas d'une application courante, mais elle n'a pas admis la récupération du temps perdu par accroissement de la journée de travail. Et bien, pour de tels chômages, cette faculté mériterait d'être mentionnée dans la loi. Ce serait, dans une certaine mesure, faciliter son application et lui donner en même temps ce caractère pratique qu'on lui a tant reproché de ne pas avoir. Du reste, en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, cette tolérance est admise dans la législation du travail. Sans doute, il faut avoir soin de prévenir les abus, mais on y parviendrait sans peine en exigeant que ces demandes soient adressées au Ministre du commerce, qui les ferait alors instruire pour s'assurer qu'elles restent très exactement circonscrites aux cas prévus, et qui fixerait ensuite le délai de la dérogation. Sur ce point, il y a dans la loi une certaine lacune qu'il conviendrait de faire disparaître par une disposition législative. »

D'autre part, l'inspecteur de la troisième Commission se prononce ainsi sur la même question :

« Sous le régime de la loi de 1874, il était établi suivant l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures, adopté par la Commission supérieure, que la levée de l'interdiction du travail de nuit ne pouvait être prononcée que lorsque les travaux d'une mine auraient été interrompus pendant une durée d'au moins sept jours consécutifs, soit par la suppression de l'activité du moteur, soit pour réparer les dégâts.

« D'un autre côté, le travail de nuit temporaire ne devait durer au maximum que pendant un certain nombre de jours double de celui qui représentait l'interruption du travail.

« Ces règles pourraient être renouvelées en ce qui concerne l'application de l'article 457, et d'autres seraient édictées en vue de l'application de l'article 5 du décret du 29 juillet 1895 aux cas de moindre importance, »

Et l'inspecteur de la première division conclut dans le même sens, déclarant : « Il ne faut pas se le dissimuler, la prolongation du travail, en cas de force majeure, se produit à notre insu chaque fois que des circonstances l'exigent. Le personnel ouvrier a trop d'intérêt à recouvrer les salaires perdus pour qu'il nous découvre jamais ce genre d'infraction. »

La loi a en outre, dans son article 7, prévu que certaines industries pourraient se trouver parfois dans la nécessité de faire des heures supplémentaires ou même de travailler le jour habituellement consacré au repos hebdomadaire. Le service d'inspection estime que la nomenclature de ces industries pourrait être diminuée, beaucoup d'entre elles n'ayant jamais profité de la tolérance.

D'autre part, l'inspecteur divisionnaire de la première circonscription s'élève à nouveau contre le pouvoir discrétionnaire qui est laissé au service, d'accorder, limiter, étendre ou refuser l'autorisation de faire des heures supplémentaires. Il renouvelle le vœu que les règlements fixent le nombre annuel des jours de tolérance que l'inspecteur annuel a le droit d'accorder, ou, ce qui serait mieux encore, que la loi donne à l'industriel la faculté de choisir lui-même quatre-vingt-dix jours de l'année pendant lesquels il pourra prolonger d'une heure la journée de travail, avec l'obligation d'en aviser l'inspection, et cela en attendant mieux, c'est-à-dire la suppression de l'article 7.

C'est également à cette suppression que conclut l'inspecteur de Lyon disant : « Les conditions de l'industrie ne sont plus ce qu'elles étaient autrefois. Au travail régulier de jadis ont succédé maintenant les à-coup, les poussées. Pour faire face aux besoins actuels, il faut pouvoir forcer la production à un moment donné, de façon à livrer vite, sous peine de se voir supplanter par des concurrents étrangers mieux organisés. Peu d'industries échappent aujourd'hui à cette nécessité de la surproduction accidentelle et momentanée. Dès lors, pourquoi créer des privilégiés parmi les industriels et faire naître des jalousies chez les délaissés ? Ne serait-il pas préférable, après avoir consacré le principe de la

journée de dix ou onze heures, de faciliter tous les industriels au même titre, en leur accordant à tous sans exception la faveur de prolonger la journée d'une heure pendant soixante jours par an, à leur choix et d'établir la même règle pour un nombre de dimanches déterminé à l'avance. Ce système serait plus équitable que le système actuel, car il est choquant pour certains industriels de voir leurs voisins jouir tranquillement des facilités que la loi a cru devoir leur refuser à eux-mêmes. »

Ce sont toujours les industriels de Paris qui bénéficient le plus de la faculté de prolonger exceptionnellement en semaine la durée du travail et d'occuper le personnel protégé le jour consacré au repos hebdomadaire. Sur 1377 établissements qui ont obtenu l'autorisation de faire une ou deux heures supplémentaires, sans que la durée du travail dépasse 12 heures, 617, c'est-à-dire près de 44, 8 pour 100 appartiennent aux industries parisiennes. Si l'on se réfère au travail effectué le jour du repos hebdomadaire, la proportion de tolérances accordées est de 55,29 : 549 sur un total de 993.

Quant au personnel occupé pendant la durée de ces tolérances, il se composait de 8.198 enfants, 4.484 filles mineures et de 21.444 femmes, soit un total de 34.126 personnes pour la durée du travail. En ce qui concerne la dispense du repos hebdomadaire, elles'appliquait à 5.223 enfants, 1.819 mineurs, et 15.960 femmes, soit un total de 23.003 jeunes ouvriers et ouvrières.

Les établissements où les autorisations ont été le plus nombreuses sont les industries de confections, couture et lingerie pour femmes et enfants, les blanchisseries, les imprimeries, les conserves de fruits et confiseries, les conserves de légumes et poissons.

Enfin, chaque année le nombre des enfants munis du livret exigé par la loi va croissant ; les registres du patron sont assez bien tenus ; seule l'observation des prescriptions relatives à l'affichage des heures de travail et de repos laisse à désirer, et cependant elle est la base de la surveillance.

La sécurité des jeunes travailleurs est aussi de plus en plus

assurée : les contraventions pour leur emploi à des travaux prohibés par la loi vont diminuant ; en 1898 on signale les suivantes :

Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires . . .	11
— — — — — au travail des lames tran-	
chantes mécaniques	2
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au service des robinets de	
vapeur	1
Surcharges	75
Travail aux machines à coudre avant 16 ans	6
Travaux interdits aux enfants, aux filles et aux femmes . . .	12
Travail interdit aux enfants au-dessous de 18 ans	2
Conditions imposées pour certains travaux	45

Les accidents déclarés pour les enfants au-dessous de 18 ans ont été en 1898 au nombre de 3119 pour les garçons et de 371 pour les filles ¹.

¹ Le législateur ne s'est jamais préoccupé, dans aucune des lois successives édictées en faveur du jeune ouvrier, de le protéger contre les accidents qui pourraient lui survenir dans l'atelier. Mais une jurisprudence constante, que nous allons faire connaître en groupant les espèces de même nature, est venue très heureusement remédier à l'insuffisance de la loi. D'une façon générale, elle dérive de ce principe que, de l'ensemble des lois qui réglementent d'une façon minutieuse le travail des enfants, il se dégage d'une manière très nette que le patron doit exercer une surveillance spéciale sur les jeunes ouvriers, et que ces derniers ne doivent pas être placés au même niveau que les ouvriers adultes, complètement responsables de leurs fautes.

Ainsi, il a été décidé que :

Le patron est tenu, d'une façon tout à fait particulière, de prendre des précautions et de prémunir ses ouvriers contre les suites de *leurs propres imprudences* lorsqu'il s'agit d'ouvriers jeunes et surtout d'enfants.

Lyon, 9 décembre 1854. S. 55-2. 606. — Besançon, 7 janvier 1884 (*Gaz. Pal.*, 84, 1, 697). — Chambéry, 26 août 1884 (*Gaz. Pal.*, 85, 1 supp. 81). — Paris, 15 juin 1893 (*Gaz. Pal.*, 93. 2.2 p., 10). — Tribunal civil de Grenoble, 1890 (*Recueil de Grenoble*, 1891).

Le patron ne saurait, pour se dégager de la responsabilité, soutenir qu'il a pris ses précautions contre les causes habituelles d'accident ; il doit prévoir même les causes *simplement possibles* et prendre des mesures pour les écarter.

Cassation, 7 janvier 1878 (D. 78-1. 412). — Tribunal civil, Seine,

Dans les mines, minières et carrières, le personnel protégé se rencontre dans les conditions indiquées au tableau suivant :

		AU FOND		AU JOUR		TOTAL	
		en 1898, en 1897	en 1898, en 1897	en 1898, en 1897	en 1898, en 1897	en 1898, en 1897	en 1898, en 1897
Enfants de 12 à 13 ans	garçons . . .	6	12	61	29	67	41
	filles . . .	»	»	2	3	2	3
Enfants de 13 à 15 ans	garçons . . .	5.685	5.393	4.564	4.105	10.249	9.498
	filles . . .	»	»	1.424	1.353	1.424	1.353
Enfants de 16 à 18 ans	garçons . . .	6.816	6.315	2.509	2.274	9.325	8.589
	filles . . .	»	»	1.062	1.098	1.062	1.098
Filles mineures de 18 à 21 ans . . .		»	»	1.046	983	1.046	983
Filles majeures		»	»	2.874	2.547	2.874	2.547
		12.507	11.720	13.542	12.392	26.050	24.112
Pour 100 du personnel total. . .		7,4	7,4	8,1	7,8	15,5	15,2

15 décembre 1883 (*Gaz. Pal.*, 84, 1, 209). — Lyon, 15 juillet 1886 (*Gaz. Pal.*, 86, 2, 636). — Orthez, 18 juin 1890 (*Gaz. Pal.*, 91, 1, supp. 4).

Le tribunal civil de Charolles a jugé que le patron devait prendre toutes les précautions nécessaires pour prémunir l'enfant contre sa propre imprudence et la légèreté naturelle à son âge. — Charolles, 27 juin 1889 (*Revue du Droit* du 8 août 1889).

La responsabilité du patron peut être engagée, bien qu'il n'ait aucun fait actif à se reprocher; il peut être condamné à raison de sa négligence.

Les précautions doivent tendre même à garantir les ouvriers contre les conséquences de leur propre imprudence. (Lyon, 6 janvier 1882, *Gaz. Pal.*, 82, 1, 389).

Il doit les prémunir par tous les moyens possibles, quel que soit le surcroît de dépense et alors même que dans la généralité des industries similaires aucun appareil protecteur ne serait employé. — Rouen, 24 mars 1883 (*Gaz. Pal.*, 83, 2, 366).

La responsabilité du patron est engagée, même si le jeune ouvrier a été victime de sa propre imprudence en quittant son poste sans nécessité absolue pour s'occuper d'une circonstance étrangère à son service.

Le patron doit, à raison du jeune âge de l'ouvrier, le prémunir contre sa propre *impéritie*. — Lyon, 24 avril 1894 (D. 95. 2. 50).

Les patrons non seulement ont le devoir d'assurer la sécurité de leurs ouvriers dans les travaux qu'ils leur confient, mais encore doivent prémunir ceux-ci même contre leur propre imprudence. Cette obligation s'impose *rigoureuse* aux patrons vis-à-vis des enfants. — Besançon, 7 janvier 1884

*
* *

L'attention vient d'être attirée sur les établissements de bienfaisance, ouvroirs, orphelinats qui recueillent les enfants et, sous prétexte de leur apprendre un métier, leur imposent un labeur écrasant.

La loi de 1874, comme nous l'avons vu, ne visait que les établissements industriels et ne soumettait pas d'une façon explicite à son application les établissements de bienfaisance. Dans le silence de la loi une jurisprudence s'était formée qui avait exclu les maisons charitables à raison de l'absence de spéculation sur le produit du travail, mais avait réservé le cas où les établissements de bienfaisance se transformeraient en entreprises industrielles. Cette jurisprudence paraissait du reste reconnaître à l'inspecteur du travail le droit de pénétrer dans l'atelier charitable pour s'assurer qu'il avait bien en réalité ce caractère.

La loi de 1892, en édictant que les établissements de bienfaisance étaient soumis à son application, a fait cesser cette distinction qui ne laissait pas que d'être très délicate dans la pratique.

Mais si dans les établissements industriels les inspecteurs peuvent librement accomplir leur mandat, il n'en est plus de même, dans les établissements de bienfaisance, orphelinats ou autres, que la loi soumet aussi à leur surveillance. Le rapport de 1897 déclare : « Le contrôle de l'inspecteur se trouve singulièrement entravé dans les établissements de ce genre par les lenteurs apportées à l'ouverture des portes qu'il faut successivement franchir. De la sorte, quand il arrive dans l'atelier, tout a pu être préparé pour que sa visite ne donne aucun des résultats que fournit généralement une visite inopinée. » Et cependant le personnel de ces établissements est considérable : en 1897, 1085 d'entre eux ont été visités et on a constaté la présence de 48.121 personnes se répartissant ainsi :

(*Gaz. Pal.*, 84. 1. 697). — Aubusson, 21 août 1883 (*Gaz. Pal.*, 84, 1, 119). — Corbeil, 19 août 1881 (*Gaz. Pal.*, 81. 1, 99).

Enfants au-dessous de 13 ans non munis du certificat	{ garçons . . . 1.287 filles . . . 12.493 }	13.780
Enfants de 12 à 13 ans munis du certificat	{ garçons . . . 70 filles . . . 381 }	451
Enfants de 13 à 16 ans	{ garçons . . . 1.130 filles . . . 12.229 }	13.359
Enfants de 16 à 18 ans	{ garçons . . . 680 filles . . . 7.993 }	8.673
Filles mineures de 18 à 21 ans.		6.169
Filles et femmes majeures		5.689

En 1897, dans l'emploi de ce personnel, 709 contraventions ont été relevées se décomposant comme suit : Durée du travail, 238. Défaut d'affichage des tableaux indiquant l'emploi de la journée 129. Défaut d'envoi de l'état trimestriel du personnel, 320. Hygiène, 18. Sécurité, 9.

En outre de ces chiffres, déjà très significatifs par eux-mêmes, un fait important vient nous faire connaître de façon précise, et inattendue comment dans les ouvriers et orphelinats, la loi sur le travail est respectée. Le *Journal* du 18 septembre 1899 en un article signé Jean de Bonnefon, écrivain très au courant des questions religieuses, donne une lettre de M^{gr} Turinaz, évêque de Nancy, adressée au cardinal préfet du Tribunal romain, ayant à purger un conflit d'ordre ecclésiastique, qui s'était élevé entre l'évêque de Nancy et les religieuses du Bon-Pasteur de cette ville. Cette lettre est inscrite au fascicule IV *des Romana Analecta*, recueil officiel où sont réunis les décrets des tribunaux pontificaux. Elle est ainsi conçue en ce qui concerne le travail des jeunes filles:

« Dans tous les orphelinats ou toutes les maisons où les jeunes filles sont recueillies sous le couvert de la Charité et où elles travaillent, comme dans les maisons du Bon-Pasteur, même dans les maisons tenues par des laïques non chrétiennes, on donne à ces jeunes filles quand elles sortent un peu d'argent et un petit trousseau. Ici à Nancy, les sœurs de Saint-Vincent de Paul, qui sont pauvres, qui ne peuvent, malgré leur désir, arriver à construire

une salle dont elles ont besoin, non seulement agissent ainsi envers les jeunes filles de leur orphelinat, mais donnent aux jeunes filles d'un patronage qui, celles-là ne viennent chez elles que le dimanche et ne font aucun travail pour la maison, mais lui imposent des dépenses, elles donnent à toutes ces jeunes filles qui se marient un trousseau de la valeur de 100 francs.

« Au Bon-Pasteur, on ne leur donne rien, même après qu'elles ont gagné beaucoup d'argent à la maison pendant 5, 10, 15, 20 ans. On les met à la porte sans ressources, sans s'occuper de leur trouver une place, sans les engager à revenir voir leur maîtresses (ce qui se fait dans toutes les maisons de ce genre). Ces jeunes filles, parmi lesquelles il en est qui n'ont point de parents ou qui ont des parents incapables de les aider ou de les diriger, sont livrées à tous les périls, à toutes les séductions dès le moment de leur sortie et plus tard. Parmi les soixante jeunes filles que ces religieuses ont renvoyées depuis une année, toutes (à l'exception de deux ou trois auxquelles on a donné un peu d'argent à cause de mes réclamations et de mes protestations) ont été renvoyées dans ces conditions. Il en est auxquelles j'ai dû donner des secours et qui m'ont déclaré qu'on cherchait à les entraîner dans des maisons de prostitution.

« Les religieuses n'ont d'autre but que de gagner de l'argent. En rendant la sortie de ces jeunes filles plus difficile, en ne leur donnant rien quand elles veulent sortir, elles peuvent garder longtemps et même toujours les plus habiles, et spéculer sur leur habileté et sur leur travail.

« Parmi les travaux de broderie, il est des draps de lit et linges personnels, chemises etc., qui sont d'un tel luxe et d'un tel prix, d'une telle facture et d'une telle forme que, d'après des femmes très respectables que j'ai interrogées, ces draps et ces linges, ne peuvent servir qu'à des courtisanes. Aucune femme honnête parmi les plus riches, les plus élégantes et les plus mondaines ne se sert de draps de lit et de linge de ce genre.

« Quelqu'un a fait à la Supérieure locale des observations sur ces travaux : elle a répondu : « Ce sont les travaux sur lesquels nous

gagnons le plus » et elle n'a tenu aucun compte de l'observation.

« On fait travailler ces jeunes filles, ou au moins un très grand nombre d'entre elles, chaque jour plus longtemps que ne le permettent les lois civiles, et quand l'inspecteur du travail des enfants demande à visiter la maison, on fait disparaître des salles du travail les jeunes filles qui n'ont pas 12 ans; on demande à d'autres de sacrifier pendant plusieurs mois de l'année une partie de leurs récréations sous prétexte que le travail est pressant, et on leur fait, à cette occasion, des promesses que l'on ne tient pas. Il suffirait de la dénonciation de quelque jeune fille sortie de la maison pour que l'autorité civile sévit contre les religieuses...

« ...Je suis porté à croire que ce qui se passe ici se passe dans une mesure plus ou moins large, dans un grand nombre de maisons de cette congrégation, peut-être dans toutes, car si la maison de Nancy faisait exception, la Provinciale et la Supérieure générale auraient été indignées et auraient pris immédiatement, sans attendre mes réclamations, tous les moyens de rappeler à l'ordre la maison de Nancy. Si elles résistent à toutes les instances, c'est qu'elles approuvent ce qui se fait ici. »

Cette lettre divulguée et commentée dans la presse fit grand bruit, et l'on s'en émut dans les milieux gouvernementaux. Le 13 novembre dernier un rapport fut demandé à l'inspecteur divisionnaire de Nancy par M. le Ministre de l'intérieur pour répondre à l'interpellation annoncée du député Fournière. En effet, le 1^{er} décembre, M. Fournière dénonçait à la tribune de la Chambre les abus révélés par les lettres de M^{gr} Turinaz et invitait le gouvernement à ordonner une enquête. Prenant la parole à sa suite, M. Laffere, rappelait les procès de 1885 contre les orphelinats de Belleville et de Saint-Gratien, les procès de 1887, dont le souvenir est consigné dans un rapport du préfet d'Indre-et-Loire, contre la colonie de Mettray tenue par des religieuses. Puis, relatant les obstacles de toutes sortes apportés à la visite des inspecteurs, il concluait qu'ils n'inspectent pas, font des rapports par hypothèse, et que tant qu'il y aurait des grilles et un parloir,

l'inspection ne serait qu'apparente. A ces deux interpellations M. Waldeck-Rousseau répondait en ces termes :

« Des faits de nature très différente ont été apportés à cette tribune. Il en est de si révoltants, s'ils étaient vérifiés, que l'esprit se refuse à les admettre et que l'humanité ne sait si elle en devrait ressentir plus d'humiliation ou plus de colère. Mais sont-ils exacts ?

« M. Fournière a particulièrement signalé des faits dans deux circonscriptions judiciaires : deux informations sont dès à présent ouvertes. Et si M. Fournière ou toute autre personne veut remettre au gouvernement les noms des témoins ou des plaignants, il y aura autant d'informations qu'il sera nécessaire pour découvrir la vérité et préparer, s'il y a lieu, le châtiment.

« J'ajoute que, suivant la nature des établissements, les sanctions administratives s'ajouteront aux sanctions judiciaires. »

A notre grand regret, nous ne connaissons pas encore le résultat des enquêtes qui ont été prescrites par le ministre de l'intérieur.

*
* *

Les rapports d'inspection que nous venons d'analyser ont donné à la loi sa forme concrète par les exemples et les chiffres. Ils nous ont permis d'en suivre les péripéties d'application, d'en comprendre les dérogations tolérées pour ne point nuire à l'industrie, qui, sur certains points comme celui de la durée du travail, a adapté la loi à ses habitudes et à ses nécessités. Ils nous ont montré les contraventions et les chiffres auxquels les amendes se sont élevées : ce sont là des notions qu'il était bon de connaître avant d'aborder l'étude des réformes proposées et les discussions auxquelles elles ont donné lieu.

Mais auparavant il importe de jeter un coup d'œil rapide sur les législations étrangères protectrices du travail du mineur ouvrier d'industrie et employé de commerce.

ETUDE COMPARATIVE
DE LA
CONDITION DU MINEUR OUVRIER D'INDUSTRIE
DANS LES PAYS ÉTRANGERS

Faire de la législation comparée ne doit pas consister seulement en un simple rapprochement des textes de lois : il faut, en outre, après avoir étudié la loi, voir comment elle se comporte dans la pratique. Si jamais des lois ont rencontré des difficultés dans leur application, ce sont bien celles qui sont relatives à la réglementation du travail, à la sécurité et à l'hygiène du travailleur. Dans le domaine industriel, plus que dans tout autre, il est juste de dire que la loi ne vaut que par la pratique. Au cours de ce rapide historique, nous avons pu nous rendre compte que le grand écueil des lois industrielles a toujours résidé dans la difficulté de créer les mesures propres à en assurer la stricte observation ; nous avons vu en particulier que c'est faute de ces mesures qu'en Angleterre le bill de 1802 et en France la loi de 1841 sont restés lettre morte et n'ont pas produit les résultats qu'on était en droit d'en attendre.

Aussi, pour faire une saine appréciation de la législation industrielle dans les pays étrangers, après l'analyse rapide du texte, nous en examinerons le fonctionnement. Nous nous baserons dans cette dernière étude sur les rapports que nous avons pu nous procurer et spécialement sur ceux qui ont été rédigés lors du Congrès international de législation du travail tenu à Bruxelles en septembre 1897.

La publication de l'Office du travail dans laquelle est exposée la législation française et étrangère relative à l'hygiène et à la sécurité du travailleur dans les ateliers industriels, présente la législation étrangère en un ordre basé sur des analogies de moins en

moins accentuées, à mesure que disparaissent les affinités de race et de langage avec notre pays. Cette classification rationnelle et qui peut être faite lorsqu'il s'agit d'un ensemble de législation ouvrière protectrice, serait assez arbitraire dans notre étude qui ne porte que sur un point tout spécial de cette législation, et c'est pourquoi nous adopterons dans notre exposé l'ordre alphabétique.

Allemagne.

Le mouvement qui, en Allemagne, orienta la législation industrielle dans le sens de la protection des ouvriers, avait pour idéal de « faire pénétrer le principe moral dans la société et, comme Schmoller l'avait déjà formulé en 1864, d'empêcher le gaspillage des forces de travail qui, sans considération de la jeunesse et du sexe, des exigences de la santé et de l'éducation, réduit le maintien de l'existence d'un être à une question de nécessité momentanée ».

Les projets mis en lumière par la conférence internationale de Berlin (15-29 mars 1890) furent réalisés par la loi du 1^{er} juin 1891. Auparavant, l'âge minimum pour fréquenter une fabrique était celui de 12 ans, avec cette restriction que les enfants qui n'avaient point terminé leurs études primaires devaient fréquenter 3 heures par jour une école de fabrique. L'âge minimum fixé par la loi de 1891 est celui de 13 ans, et il faut en outre que l'enfant en ait fini avec l'école primaire.

De 13 à 14 ans, la durée du travail ne doit pas excéder 6 heures par jour, avec un repos d'une demi-heure. Pour ces enfants tout travail de nuit, c'est-à-dire tout emploi de 8 h. 1/2 du soir à 5 h. 1/2 du matin est interdit.

De 14 à 16 ans, la durée maximum du travail est fixée à 10 heures avec un repos de 1 heure à midi, et d'une demi-heure dans la matinée et dans la soirée, soit 2 heures en tout.

Les dimanches et fêtes, ainsi que pendant les heures fixées pour les exercices du cathéchisme, de confession et de communion, les

jeunes ouvriers de ces deux catégories ne peuvent être employés à aucun travail.

Après 16 ans, au point de vue de la durée du travail, les adolescents sont assimilés aux adultes, mais le patron est tenu, de par la loi, d'exercer sur eux une certaine tutelle. Ils doivent avoir un livret délivré avec l'autorisation du père ou du tuteur : c'est seulement avec l'assentiment de ces derniers que le salaire du jeune ouvrier peut lui être remis. Enfin le patron doit accorder le temps qui lui est nécessaire, au mineur qui fréquente un établissement d'enseignement reconnu comme école de perfectionnement par l'autorité communale ou par l'Etat, et, en cas de désaccord, c'est à l'autorité compétente à évaluer ce temps.

La loi de 1891, dont la plupart des dispositions ne faisaient qu'accentuer celles de la loi du 21 juin 1869, eut dans la pratique les plus heureux résultats. En 1890, 26.591 enfants étaient occupés dans les fabriques de l'Allemagne, en 1894, il n'y en avait plus que 4529. Et le baron de Berlepsch, au Congrès de Bruxelles, déclarait qu'en Prusse, depuis 1890, le travail des enfants avait diminué dans la proportion de 9000 à 200. Cette diminution a servi d'argument aux économistes qui reprochent à la législation protectrice de l'enfance et de l'adolescence de priver des moyens de gagner leur vie ceux qu'elle entend défendre. Mais d'autres chiffres comparatifs permettent de démontrer qu'il n'en est rien, et que si une dépression, dont on n'a qu'à se louer, se fait sentir dans l'industrie où la main-d'œuvre enfantine était employée comme simple force auxiliaire, l'industrie textile par exemple, on constate au contraire une augmentation dans l'industrie des machines où l'enfant est un auxiliaire intelligent. Ainsi en Saxe, proportionnellement au chiffre total des ouvriers, le nombre des ouvriers de 14 à 15 ans s'élevait

	Dans l'industrie textile	Dans l'industrie des machines
1892.	10 0/0	8,2 0/0
1893.	9,6	7,7
1894.	8,6	7,4
1895.	7,5	7,6
1896.	8,1	7,7

Nous constatons dans l'industrie textile une diminution interrompue en 1896 par une hausse qui correspond à une reprise industrielle et dans l'industrie des machines une hausse lente, mais constante après la crise de 1893. Il en est de même pour le duché de Bade. La proportion des adolescents de 14 à 15 ans, s'élevait

	Dans l'industrie textile	Dans l'industrie des machines
1892	10,63 0/0	4,08 0/0
1893	10,28	4,78
1894	9,28	4,89
1895	9,79	5,03
1896	9,71	5,36

De ces chiffres et d'autres que nous pourrions également citer, M. A. Weber tire cette conclusion d'une portée générale et qui peut être celle de toute la législation protectrice du mineur. « On peut donc considérer les bornes étroites dans lesquelles la législation allemande restreint l'emploi des ouvriers adolescents, d'une part, comme s'opposant à l'exagération d'une situation où l'industrie vivait de l'exploitation des forces de travail non qualifiées, ouvriers adolescents pour la plus grande partie, et, d'autre part, comme n'étant pas trop étroites pour empêcher l'emploi d'ouvriers adolescents, en tant que cet emploi est désirable pour former une classe d'ouvriers parfaitement qualifiés. »

Angleterre.

Nous avons vu que dès 1802 l'Angleterre avait une législation protectrice des enfants dans l'industrie, et qu'en 1883 cette protection fut encore rendue plus étroite par le bill factory.

Ce bill, successivement modifié ou plutôt étendu à de nouvelles industries, fut complètement remanié en 1878 et devint la loi fondamentale de l'industrie en Angleterre, après avoir subi cependant quelques retouches en 1891 ¹.

¹ Bill du 5 août 1891

L'âge d'admission au travail est fixé à 11 ans. Pour qu'un enfant soit admis dans une usine ou fabrique, il doit être muni d'un certificat d'aptitude physique. La durée du travail est ainsi limitée. Dans les établissements d'industrie textile, comme dans les autres, les enfants ne peuvent faire qu'une demi-journée, soit le matin, soit l'après-midi, ou bien ils ne peuvent travailler que de deux jours l'un. La demi-journée du matin commence à 6 ou 7 heures (avant midi) et se termine à 1 heure de l'après-midi, ou à l'heure du dîner quand celui-ci est fixé avant 1 heure de l'après-midi. La demi-journée de l'après-midi commence à 1 heure ou après l'heure du dîner quand celui-ci est fixé à 12 h. 30 ; elle se termine à 6 ou 7 heures. L'intérêt de ces fixations minutieuses relatives aux heures du dîner réside en ce fait, que l'article 17 de l'acte de 1878 édicte, à moins d'exception formelle, que les heures des repas seront les mêmes pour tous les enfants, adolescents et femmes employés dans le même établissement industriel. La loi, très sagement, a prévu le cas où la mère et l'enfant sont employés dans la même usine, et elle a fixé les heures de travail de façon à ce que l'une et l'autre puissent prendre leur repas ensemble. Que fera l'enfant pendant sa demi-journée restée libre, ou sa journée, s'il travaille à jours complets alternatifs. Il y a là un danger pour l'enfant de 11 à 14 ans, abandonné de longues heures pendant que ses parents sont à l'usine. La loi lui impose alors la fréquentation de l'école pendant ses heures de liberté et oblige ses parents et patrons à y veiller. Les patrons sont tenus de faire suivre les classes aux enfants, et doivent exiger chaque semaine, de l'instituteur chez lequel va leur petit ouvrier un certificat d'assiduité qu'ils doivent présenter aux inspecteurs ; ils ont en outre l'obligation d'opérer sur le salaire de l'enfant une retenue qui ne peut excéder 3 pences par semaine pour le paiement de la rétribution scolaire. Enfin l'enfant a tout intérêt à faire de rapides progrès, car s'il obtient à 13 ans un certificat, il est exempt de l'école et passe de suite dans la catégorie des adolescents, qui comprend les jeunes garçons de 14 à 18 ans. Pour ceux-ci, dans les industries textiles, la journée est fixée de 6 heures du matin à

6 heures du soir, ou entre 7 heures du matin et 7 heures du soir avec une interruption de 2 heures pour les repas : la journée du samedi ne dure que de 6 heures à midi 30. Dans les industries non textiles, les mêmes limites sont assignées, sauf toutefois que la liberté des repas n'est que de 1 h. 1/2 et que le samedi la journée est fixée entre 6 heures et 2 heures ou 8 heures et 4 heures. Enfin dans les ateliers domestiques, qui sont ceux installés dans un local ou appartement privé, sans moteurs mécaniques, et dans lequel les personnes employées appartiennent toutes à la même famille et demeurent dans l'endroit où elles exercent leur industrie, le travail est fixé entre 6 heures du matin et 9 heures du soir, avec 4 h. 1/2 pour les repas, et le samedi entre 6 heures et 4 heures avec 2 h. 1/2 pour les repas. De cette façon les adolescents ne peuvent travailler plus de 56 h. 1/2 dans les industries textiles, réputées les plus pénibles, tandis qu'ils font 60 heures dans les autres.

Les enfants, de leur côté, avec le système de la demi-journée, s'ils sont de l'équipe du matin, font 39 heures par semaine dans toutes les industries ; s'ils sont de l'équipe du soir, font 27 heures et demie dans les industries textiles, et 28 heures et demie dans les industries non textiles ; avec le système des jours alternés, l'équipe des lundi, mercredi et vendredi travaille 30 ou 31 heures et demie, suivant les industries ; l'équipe des mardi, jeudi et samedi fait 26 heures et demie ou 28 heures et demie par semaine. Il est à remarquer que, dans l'un et l'autre cas, qu'il s'agisse de demi-journées ou de jours alternés, chaque semaine l'enfant change d'équipe, c'est-à-dire est tantôt de celle du matin, tantôt de celle du soir, tantôt de celle qui n'a pas le samedi dans ses journées.

Le travail de nuit n'est autorisé qu'aux jeunes gens âgés au moins de 14 ans et dans des cas limitativement déterminés par l'act de 1895 ; mais en règle générale, il est interdit aux enfants et adolescents. Le repos du dimanche est absolument imposé à tous et on sait avec quelle rigidité les Anglais respectent ce principe. Enfin, les enfants de moins de 12 ne peuvent être employés aux travaux souterrains des mines ; de 12 à 16 ans, leur travail ne

peut excéder 54 heures par semaine, avec un maximum de 10 heures par jour.

La loi s'est aussi occupée du travail dans les magasins des adolescents de moins de dix-huit ans. Un act de 1896 fixe pour eux la durée du travail à 74 heures par semaine, y compris le temps des repas ; il est applicable à tous les magasins de gros et de détail où ne s'exécute aucun travail industriel, et aux marchés, restaurants, auberges et établissements similaires. La loi ne vise pas, toutefois, les employés qui sont de la famille du patron ou qui habitent avec lui dans un local attenant au magasin.

Dans certaines colonies britanniques, des lois industrielles édictent des mesures protectrices pour les mineurs. C'est ainsi qu'aux Indes, il est interdit d'admettre des enfants au travail avant 12 ans (act de 1881) ; mais il faut ajouter que l'absence de registres d'état civil rend cette disposition illusoire. Au Canada existe aussi une loi industrielle de 1884, amendée en 1889, mais qui est peu appliquée : l'âge d'admission est de 12 ans pour les garçons, et ils doivent fréquenter l'école cent jours par an au moins, jusqu'à 14 ans. La province de Victoria, en Australie, n'admet au travail que les enfants ayant 15 ans et munis des certificats d'aptitude physique et d'instruction primaire. Enfin, en Nouvelle-Zélande, un act de 1891 limite le travail des enfants à 8 heures par jour pendant cinq jours de la semaine, et 4 heures le samedi.

En résumé, la législation anglaise s'est inspirée d'un esprit pratique qui se traduit par des mesures simples, mais que nous réclamons encore en France ; telle est celle qui impose aux femmes et aux enfants les mêmes heures de liberté pour les repas. Elle a cherché à obvier à l'inconvénient de l'isolement de l'enfant pendant ses journées ou demi-journées de repos en lui imposant la fréquentation de l'école et en rendant responsable des infractions à la loi, le patron et les parents de l'enfant. Ajoutons qu'un corps d'inspecteurs ou d'inspectrices du travail est organisé et fonctionne dans les meilleures conditions possibles¹.

¹ Voir les rapports présentés au Congrès international de législation du

Autriche.

Déjà en 1786, une décision souveraine édictait pour les « enfants de fabrique » des prescriptions sanitaires, recommandant de ne pas les astreindre au travail sans nécessité avant 9 ans révolus. Plus tard, un décret du 11 juin 1842 fixait à 12 ans l'âge d'acceptation des enfants à la fabrique : de 12 à 16 ans le maximum de la journée de travail était de 12 heures avec un repos d'une heure au moins. Le travail de nuit était, en outre, interdit aux enfants de moins de 16 ans.

Actuellement, c'est la loi du 8 mars 1885 qui, remaniant le code industriel du 20 décembre 1869, régit la situation des mineurs ouvriers. En voici les traits principaux. Cette loi distingue deux catégories d'établissements industriels, les ateliers de la petite industrie et les fabriques de la grande. Est réputé fabrique de grande industrie tout établissement où les objets se confectionnent dans des bâtiments clos et qui comprend plus de vingt ouvriers. Dans les ateliers de la petite industrie, l'admission au travail peut avoir lieu à partir de 12 ans ; dans les fabriques, elle ne peut avoir lieu qu'à partir de 14 ans. De 12 à 14 ans dans les premières, de 14 à 16 dans les secondes, la nature de l'occupation doit être subordonnée à l'état de santé et de vigueur du jeune ouvrier. De 12 à 14 ans, c'est-à-dire pour les enfants travaillant dans les ateliers de petite industrie, la durée du travail effectif est limitée à 8 heures par jour : à partir de 14 ans, dans la même catégorie d'établissements, elle n'est pas limitée.

Dans les fabriques, la journée est limitée à 11 heures au plus.

L'obligation de fréquenter l'école de 12 à 14 ans, existe, en outre, pour les jeunes ouvriers. Enfin, le patron est tenu de veiller

travail de Bruxelles.

Mrs Mac Donald, *la Législation du travail en Angleterre et la Conférence internationale de Berlin*. — Fabian Society, *les Droits et les devoirs d'inspecteurs d'usines en Angleterre*. — Mrs Mac Donald, *les Inspectrices du travail en Angleterre*,

d'une façon spéciale sur la santé, l'instruction et la moralité des apprentis qu'il engage : l'inobservation de ces conditions peut entraîner la rupture du contrat d'apprentissage.

Ces dispositions de la loi industrielle du 8 mars 1885 s'appliquent aussi aux enfants employés comme garçons de magasin.

Les résultats de la loi furent d'amener une notable diminution de la main-d'œuvre enfantine, ainsi que le démontre le tableau suivant :

	Garçons	Filles	Enfants des 2 sexes
	des ouvriers mâles	des ouvrières	des ouvriers des 2 sexes
1884 . .	0,46 0/0	0,82 0/0	0,57 0/0
1885 . .	0,41	0,61	0,47
1886 . .	0,17	0,15	0,17
1887 . .	0,23	0,23	0,23
1888 . .	0,15	0,17	0,16
1889 . .	0,12	0,18	0,14
1890 . .	0,14	0,11	0,13
1891 . .	0,15	0,12	0,14
1892 . .	0,08	0,08	0,08
1893 . .	0,05	0,07	0,06
1894 . .	0,05	0,04	0,05
1895 . .	0,06	0,09	0,05
1896 . .	0,05	0,03	0,04

La population ouvrière totale des établissements visités en 1895 s'élevait à 470.397 personnes, dont 333.506 hommes et 136.891 femmes. D'après l'âge, cette population se répartissait ainsi : 14 garçons et 2 filles, en tout 16 enfants de moins de 12 ans, 212 enfants dont 186 garçons et 26 filles âgés de 12 à 14 ans, 32.163 apprentis âgés de 14 à 16 ans, comprenant 20.713 garçons et 11.450 filles ; enfin 437.936 adultes. Dans l'industrie des métaux et des machines, on comptait 7 pour 100 de mineurs de 16 ans et 8 pour 100 dans l'industrie textile. Ce sont, comme on le voit, des proportions encore assez élevées.

Belgique.

La loi du 13 novembre 1889 édicte les dispositions suivantes relatives à la protection du mineur. Il est interdit d'employer au travail des enfants de 12 ans. Aucune exception n'est soufferte, sauf cependant pour les établissements où ne sont employés que les membres d'une même famille. Contrairement aux autres pays, la Belgique n'impose aucune obligation scolaire, et les enfants de 12 ans sont reçus dans les établissements industriels, quel que soit leur degré d'instruction. Cette lacune a été très justement signalée par M. Harzé, directeur général des mines en Belgique. « La raréfaction du recrutement des jeunes ouvriers pour les industries minières et métallurgiques, déclare-t-il, soulève une question sociale des plus importantes. Il y a aujourd'hui, de par la loi, de nombreux enfants qu'il s'agit de sauvegarder du fléau de la fainéantise et du vagabondage : la loi du 13 décembre 1889 conduit donc à réorganiser l'enseignement primaire pour y conserver utilement ces enfants et à imposer l'instruction obligatoire. »

En outre, la loi belge ne distingue pas entre enfants de 12 à 14 ans et adolescents de 14 à 16 ans. Enfants et adolescents ne peuvent travailler la nuit, ni plus de six jours par semaine ; leur travail ne peut dépasser 12 heures par jour, avec des repos dont la durée totale ne sera pas inférieure à une heure et demie. Cependant la loi prévoit que, pour certaines industries, des arrêtés spéciaux limiteront la durée du travail journalier pour les enfants et les adolescents.

Pour le travail des mines, aucune dérogation n'est apportée en faveur des enfants ; au contraire, il est permis de leur faire commencer la journée à 4 heures du matin, alors que dans les autres industries ils ne peuvent travailler qu'à partir de 5 heures.

De nombreux arrêtés d'application réglementent minutieusement, suivant les industries, et le travail de nuit, et les repos, et le travail du septième jour de la semaine.

D'après les rapports des inspecteurs du travail, la loi de 1889 semble avoir donné lieu à de multiples contraventions. M. Harzé, directeur général des mines, constate que de l'année 1891, qui a précédé celle indiquée par la loi pour sa mise en vigueur dans l'intérieur des mines, à l'année 1896 incluse, le nombre des garçons au-dessous de 16 ans employés dans les travaux souterrains a fléchi de 8610 à 5781 unités, soit de près d'un tiers. De même, une constatation nous montre qu'en ce qui concerne l'interdiction du travail des enfants au-dessous de 12 ans, la loi est assez bien observée; du reste, sur 218.826 ouvriers, on n'a constaté la présence que de 81 enfants de 12 ans, dont 58 employés dans les briqueteries. Mais en ce qui concerne la durée de la journée du travail il n'en est plus de même, et sur 722 établissements inspectés en 1895, 240, soit le tiers, ont été pris en contravention à ce sujet. Pendant l'année 1896, les inspecteurs ont visité 7529 établissements ayant un personnel de 217.872 ouvriers. Parmi ceux-ci on comptait 27.337 femmes adultes et 43.337 autres personnes protégées, enfants, adolescents et femmes mineures, soit au total 64.774 personnes protégées, représentant le tiers de la population des fabriques.

Danemark.

En Danemark, le travail des mineurs dans l'industrie est réglé par une loi du 23 mai 1893. L'admission au travail est autorisée à partir de 10 ans et moyennant un certificat d'aptitude physique. La protection s'étend jusqu'à 18 ans; de 10 à 14 ans, la durée du travail ne doit pas dépasser 6 heures, interrompues par une demi-heure de repos; de 14 à 18 ans, la durée du travail ne doit pas dépasser 10 heures, interrompues par deux heures de repos.

L'instruction primaire étant obligatoire en Danemark, les enfants qui n'auront pas satisfait aux obligations qu'elle impose ne pourront être tenus au travail pendant les heures d'école. A cet effet, chaque enfant doit être pourvu d'un certificat de l'instituteur de l'école qu'il fréquente, certificat contenant l'indication des

heures où l'enfant doit être présent à l'école. Le repos du dimanche et des fêtes légales est obligatoire. Enfin, le travail de nuit est interdit, de 8 heures du soir à 6 heures du matin pour les enfants de 10 à 14 ans, de 9 heures du soir à 5 heures du matin pour ceux de 14 à 18 ans. En janvier 1896, il existait 2.512 établissements industriels occupant 2.900 enfants de 10 à 14 ans, 4.322 garçons de 14 à 18 ans, 45.404 adultes, soit en tout 52.625 personnes. 1.090 de ces entreprises sont soumises aux lois concernant l'emploi des enfants mineurs. Les industries où l'on emploie le plus d'enfants sont les manufactures de tabac, où 34,2 pour 100 des ouvriers ont moins de 14 ans, et 9 pour 100 ont de 14 à 18 ans ; les verreries, où 16,08 pour 100 ont moins de 14 ans et 14,7 pour 100 ont entre 14 et 18 ans ; les papeteries, où 16 pour 100 ont moins de 14 ans et 13 pour 100 de 14 à 18 ans. Dans le courant de l'année 1895-1896, on a constaté seulement 24 infractions à la loi sur l'emploi des enfants.

Espagne.

La législation espagnole, au sujet du travail des enfants, se réduit à la loi du 24 juin 1873 qui n'a jamais été observée. La limite d'âge qu'elle fixe pour l'admission au travail est de 10 ans, avec un maximum de travail de 5 heures par jour de 10 à 13 ans et de 8 heures de 13 à 15 ans. Au-dessous de 15 ans, le travail de nuit est interdit.

Les exploitations situées à plus de 4 kilomètres d'un centre d'habitation et qui emploient des enfants de plus de 13 ans sont obligés d'organiser au compte de l'Etat un établissement primaire dont la fréquentation est obligatoire.

Telle est cette loi sans effet, qui laisse les enfants dans la situation déplorable que nous décrit M. J.-M. Delas, avocat à Barcelone. « Dans les fabriques, on admet les enfants qui ont de 6 à 7 ans, règle générale ; tel est l'usage dans les centres ouvriers, comme la Catalogne, Valence et Viscaya, ainsi que dans les régions minières de Linarès, Léon, Bilbao et Asturie. La durée de

leur travail est ordinairement la même que celle de l'adulte ; en tous cas, ils ne sont jamais occupés moins de 10 heures par jour...

En Espagne, la journée de l'enfant varie de 25 centimes à 1 franc cinquante, sans compter que pour obtenir cette rétribution on exige de lui un apprentissage parfois très long. »

États-Unis.

35 États d'Amérique ont légiféré sur le sujet qui nous occupe. 13 d'entre eux se sont bornés à fixer l'âge d'admission au travail, qui varie de 12 à 16 ans, suivant qu'il s'agit de travail industriel, de travail souterrain des mines, ou de professions acrobatiques ou équivoques. Les 21 autres États de l'Union ont réglementé en outre la durée du travail des enfants ; elle est de 10 heures dans tous, sauf dans trois d'entre eux où elle est de 8 heures. Le travail de nuit n'est interdit aux enfants que dans trois États. Il n'est pas ici obligatoire, comme en Angleterre, de mener de front le travail de l'école et celui de l'atelier, mais la limite inférieure de l'âge d'admission est relevée d'une à trois années quand les enfants ne peuvent pas justifier d'un certain degré d'instruction ou d'une fréquentation scolaire d'une durée déterminée.

Au Congrès de Bruxelles, M. F. Willoughby, faisant un exposé des tendances de la législation du travail aux États-Unis, montrait que si, jusqu'ici, la réglementation du travail dans les maisons de commerce n'existait que pour certains États, elle ne tarderait pas à s'étendre à d'autres.

Finlande.

Le grand duché de Finlande, qui jouit d'une constitution propre, a soumis son industrie aux lois du 31 mars 1879 sur les professions et métiers, et du 15 avril 1889, sur la protection de ouvriers dans l'industrie. Ces lois imposent aux patrons de veiller sur la santé, la moralité, la conduite et l'instruction de leurs apprentis.

L'âge d'admission au travail est de 12 ans ; la durée du travail est de 8 heures par jour de 12 à 15 ans, et jusqu'à 18 ans le travail de nuit est interdit.

Hongrie.

Les articles 59 à 87 de la loi industrielle des 18-21 mai 1884, règlent de la façon suivante le travail des enfants : En principe, ils sont protégés depuis 12 ans, qui est l'âge d'admission, jusqu'à 16 ans. De 12 à 14 ans, la durée du travail est de 10 heures dans la petite industrie et de 8 heures dans la grande ; de 14 à 16 ans, elle est de 10 et 12 heures dans l'une et l'autre de ces industries. Trois repos quotidiens doivent être accordés, une demi-heure le matin et le soir, une heure à midi. Le repos du dimanche est obligatoire. En principe, le travail de nuit est interdit, de 9 heures du soir à 5 heures du matin, aux enfants âgés de moins de 16 ans ; toutefois, de 14 à 16 ans, des exceptions peuvent être accordées, en tenant compte du développement physique des enfants et des nécessités de l'industrie.

Un certain degré d'instruction peut permettre à l'enfant d'être admis plus tôt au travail ; toutefois il doit continuer jusqu'à 12 ans à remplir les obligations scolaires que la loi lui impose. En outre, dans les communes qui comptent 50 apprentis au moins, ceux-ci sont tenus de suivre des cours professionnels qui sont installés obligatoirement.

Il est à remarquer que cette législation protectrice s'adresse aux apprentis, c'est-à-dire à des enfants et adolescents placés, de par l'organisation industrielle spéciale et de par un contrat particulier intervenu entre eux et le patron, dans une situation assez favorisée. Au chapitre où nous traitons plus spécialement la question de l'apprentissage, nous étudierons plus complètement cette réglementation.

Italie.

Le travail des enfants en Italie est réglementé par la loi du 11 février 1886. Dans les établissements industriels, dans les carrières et mines, il est défendu d'admettre des enfants de moins de 9 ans, et même de moins de 10 ans s'il s'agit de travaux souterrains. Le travail des enfants de moins de 12 ans est limité à 8 heures par jour. Et c'est tout. Cependant, au dire de M. Vitti, il n'est pas de pays qui ait besoin d'une protection plus grande pour ses enfants.

Si incomplète que soit cette loi, elle a néanmoins remédié déjà à beaucoup de maux. En 1880, les ouvriers adultes comptaient à peine pour 27 pour 100 dans la population industrielle, tandis que les femmes n'y représentaient pas moins de 49,32 pour 100, et les enfants, parfois âgés à peine de 5 ans, pas moins de 28,68 pour 100. Cette proportion a déjà changé et le nombre des adultes a déjà augmenté. Aussi un mouvement d'opinion se forme en Italie pour modifier la loi de 1886 et en rendre les dispositions actuelles plus étroites et plus efficaces.

Grand-duché de Luxembourg.

Une loi du 6 décembre 1876 pose les principes suivants : Les enfants au-dessous de 12 ans ne peuvent être employés dans les manufactures, usines, etc., en dehors de leurs familles, sous les ordres d'un patron.

Le travail de nuit et les travaux souterrains sont interdits avant 16 ans.

Des arrêtés de 1877 et 1888 fixent la durée maxima du travail pour les enfants au-dessous de 14 ans, à 8 heures lorsqu'ils sont munis du certificat d'instruction primaire, et à 6 heures dans le cas contraire.

La durée maxima du travail est fixée à 10 heures par jour pour les jeunes gens de 14 à 16 ans. Elle peut être prorogée d'une

heure dans certains ateliers, moyennant la production d'un certificat médical d'aptitude physique.

Norvège.

Ce pays possède un véritable code, dans sa loi du 27 juin 1892 sur l'inspection du travail dans les fabriques. Elle protège les enfants et les adolescents de l'un et l'autre sexe de 12 à 18 ans.

L'âge minimum pour entrer dans un établissement industriel est fixé à 12 ans, mais en outre, de 12 à 14 ans, l'enfant doit encore être muni d'un certificat médical d'aptitude physique qui lui est délivré par l'inspection du travail, et il doit continuer à fréquenter l'école.

La durée du travail effectif journalier ne doit pas dépasser 6 heures, coupées par deux repos d'une demi-heure chacun pour les enfants de 12 à 14 ans, et 10 heures, interrompues par des repos de deux heures au moins, pour les adolescents de 14 à 18 ans.

Le repos du dimanche et des jours fériés est obligatoire. Le travail de nuit est interdit à tous les protégés.

Pays-Bas.

La loi du 5 mai 1889, concernant les mesures à prendre pour limiter le travail excessif et dangereux des jeunes ouvriers et des femmes, indique clairement son but en son sommaire. Il est interdit de faire travailler un enfant âgé de moins de 12 ans. Des règlements d'administration générale protègent, suivant les industries, les enfants et adolescents jusqu'à 16 ans. Mais pour eux, en règle générale, la durée du travail journalier ne doit pas dépasser 11 heures, et il doit leur être accordé un repos d'une durée minimum d'une heure entre 11 heures du matin et 3 heures de l'après-midi. Le travail de nuit est interdit en principe, et le repos du dimanche est obligatoire.

Portugal.

Les protégés du décret-loi du 14 avril 1891 sont les garçons de moins de 16 ans et les filles de moins de 21 ans. L'admission au travail ne peut avoir lieu qu'après 12 ans accomplis ; toutefois certaines industries peuvent occuper des enfants à partir de 10 ans moyennant la production d'un certificat primaire et un autre d'aptitude physique. La durée d'instruction du travail effectif journalier ne doit pas dépasser 6 heures, sans séances de plus de 4 heures pour les mineurs de 10 à 12 ans, ni 10 heures, sans séances de plus de 5 heures, pour les mineurs de 12 ans et au-dessus. Le travail du dimanche est interdit aux mineurs ; le travail de nuit leur est permis sous certaines conditions et dans les industries à feu continu, à partir de 12 ans seulement. Ils sont admis aux travaux souterrains à partir de l'âge de 14 ans, mais ne peuvent travailler la nuit qu'à partir de 16 ans. Les protégés doivent avoir un livret ; pour ceux admis au travail à 10 ans, l'obligation scolaire continue jusqu'à 12 ans. Ils doivent fréquenter l'école deux heures au moins par jour, et des notes sur leur conduite sont fournies au patron par l'instituteur.

Roumanie.

Dans ce pays surtout agricole et où la petite industrie s'est encore maintenue, la réglementation du travail est peu développée. En 1894, un règlement fut fait sur les industries insalubres, interdisant d'y employer des enfants avant 12 ans révolus et de les faire travailler la nuit avant 14 ans. Après cet âge, ils peuvent travailler la nuit, mais seulement 6 heures, et pendant 6 nuits sur 14 consécutives.

Quant à la petite industrie, aucune restriction n'est apportée à l'emploi des enfants. Aussi des abus se produisent journellement. Dans leur rapport sur la protection du travail en Roumanie MM. Robin et Staicovici citent ce fait. « A Bucarest, dans une

rue centrale, un ferblantier dont nous connaissons parfaitement l'établissement loge 10 ou 12 apprentis dans une chambre sans fenêtre, où les couchettes sont établies l'une au-dessus de l'autre comme dans les cabines des vaisseaux. Les apprentis doivent dans tous les ateliers se lever l'été à 5 heures, l'hiver à 6, et ne se couchent qu'à 9 heures du soir, car ils doivent tout remettre en ordre et tout nettoyer après le départ des ouvriers. »

Russie.

Le Code de l'industrie qui régit les conditions du travail est, en ce qui concerne les mineurs, formé par les lois du 3-15 juin 1886, modifié par la loi du 8-20 juin 1893. La loi ne vise que les fabriques et manufactures, laissant à part les ateliers d'artisans, définis comme réunissant moins de 16 ouvriers et ne se servant pas de moteurs mécaniques. Les principales dispositions de la législation russe sont ainsi résumées par M. Raffalovich. Les enfants de moins de 12 ans ne peuvent être employés par les patrons de fabriques et d'usines. Le travail effectif des enfants de 12 à 15 ans ne doit pas dépasser 8 heures, ni le travail sans interruption dépasser 4 heures consécutives. Dans le cas où les particularités de la production exigeraient un travail ininterrompu de 6 heures, le travail journalier ne devrait pas dépasser 6 heures. Le travail effectif des enfants âgés de 12 à 13 ans peut être de 9 heures dans les fabriques qui travaillent 18 heures sans interruption avec des équipes d'ouvriers. En ce cas, le travail ininterrompu des enfants ne peut dépasser 4 h. 1/2. Le travail de nuit (9 heures du soir à 5 heures du matin) et le travail aux jours de fête sont interdits. Une exception est faite pour les verreries, où le travail de nuit des enfants est admis à condition de ne pas dépasser 6 heures. Toutefois des exceptions peuvent être faites par les autorités compétentes dans des cas spéciaux. Le fabricant est tenu d'accorder au moins 3 heures par jour aux enfants pour leur instruction.

Pour les adolescents de 15 à 17 ans, le travail de nuit est interdit dans les industries du coton, de la toile, de la laine, des

étoffes mixtes, dans les filatures et tissages de lin. Des exceptions peuvent cependant être faites par l'autorité compétente.

Suède.

C'est le décret du 18 novembre 1881 qui règle le travail des enfants et des adolescents mineurs dans les fabriques, usines et manufactures. L'âge d'admission au travail est fixé à 12 ans dans toutes les industries : le mineur doit en outre être physiquement apte au travail et présenter un certificat d'instruction primaire. De 12 à 14 ans, la durée du travail effectif ne doit pas dépasser 6 heures avec une demi-heure de repos ; de 14 à 18 ans, elle est limitée à 10 heures avec 2 heures de repos dont 1 h. 1/2 avant 3 heures. Le repos hebdomadaire n'est pas visé par la loi, mais, d'autre part, celle-ci impose la fréquentation scolaire jusqu'à l'âge de 15 ans, malgré le certificat d'instruction primaire. Pour cela, les mineurs de 15 ans doivent fréquenter l'école aux heures déterminées par le Conseil scolaire, et un certificat doit être délivré chaque mois au patron.

Enfin, pour tous les mineurs, le travail de nuit est interdit.

Suisse.

En Suisse, c'est la loi fédérale du 22 mars 1877, dans son article 16, qui régit la matière dont nous nous occupons. Elle n'a pas été modifiée, et ce sont des arrêtés qui lui ont donné l'extension nécessaire : ainsi l'arrêté du Conseil fédéral du 3 juin 1891 range parmi les fabriques toutes les exploitations qui occupent des personnes de moins de 18 ans, et il en résulte que les exploitations, quelle que soit leur importance, sont toujours soumises à la protection. Un autre arrêté du 14 janvier 1893 édicte de n'employer au travail de nuit et au travail du dimanche que des hommes âgés de 18 ans, et à la condition encore qu'ils y consentent de plein gré.

Dans chaque canton, des lois spéciales régissent certains points particuliers. L'interdiction est générale d'employer des enfants

âgés de moins de 14 ans. Toutefois, dans le canton de Neuchâtel, il est permis, sur la production d'un certificat légal de sortie, de quitter l'école primaire à l'âge de 13 ans. Par contre, dans le canton de Zurich, la loi défend d'employer des jeunes gens de moins de 16 ans dans les débits de boissons.

En résumé, l'exposé qui précède nous montre qu'aucun pays industriel n'est resté en dehors de la protection nécessaire à accorder à l'enfant. Chaque législation l'a fait suivant les nécessités de son industrie et de sa race. Leur efficacité n'est pas encore prouvée, mais ce qu'il importait de faire ressortir, c'est l'accord de tous les pays à réglementer le travail des enfants. Partout le principe de l'intervention de l'État a été incontesté ; la plupart du temps même le minimum fixé par la Conférence de Berlin a été dépassé.

En moyenne, l'âge adopté le plus généralement pour l'admission au travail est celui de 12 ans, les limites extrêmes étant 9 ans pour l'Italie, 13 ans pour l'Allemagne et la France. Dans tous les pays, la loi fixe des catégories d'âge, l'âge de la majorité pour le travail étant 14, 15, 16, 17 ou 18 ans. La Conférence de Berlin avait fixé trois catégories, 12 à 14, 14 à 16, 16 à 18 ans, auxquelles correspondait une triple durée maxima du travail effectif, de 6 heures pour la première, de 10 heures pour la seconde, la troisième n'étant pas déterminée. En général, des repos sont imposés et, sauf des exemptions motivées par les diverses nécessités des industries, le travail de nuit est interdit.

Tel est l'ensemble du régime légal du travail des enfants dans les divers pays d'Europe : il évolue sans cesse dans le sens pratique, la réglementation ayant suivi l'épreuve des années et sa mise en œuvre en ayant montré les défauts, provenant soit d'un excès, soit d'un manque d'intervention sur divers points. Partout, comme en France, la durée du travail des enfants étant intimement liée à celle des adultes, le législateur tend à unifier les heures de travail par en bas, en rapprochant autant que possible le maximum et le minimum d'heures.

La législation anglaise, qui a précédé les autres nations dans la

PAYS	LIMITE inférieure de l'âge d'admission	CATÉGORIES par âge fixées par la loi	DURÉE MAXIMUM du travail effectif		DURÉE MINIMA de l'interruption du travail	TRAVAIL de nuit
			par jour	par semaine		
CONFÉRENCE DE BERLIN	12 ans et 10 dans les pays méridionaux	Ans 12 à 14 14 à 16 16 à 18	Heures 6 10 non fixées	Heures » » »	1/2 h. 1 h. 1/2 1/2 h.	Interdit en principe
FRANCE	13 ans et exception 12 ans	12 à 13 13 à 16 16 à 18	16 10 11	» » 60	1 h. 1 h. 1 h.	Interdit, toléré condition : 8 h. par 24, toléré 10 h. par 24, 54 h. par se- maine.
ALLEMAGNE	13 ans	13 à 14 14 à 16	6 10	39 ou 27 1/2 56 1/2 ou 60	1/2 h. 2 h.	Interdit Interdit
ANGLETERRE	11 ans	11 à 14 14 à 18	6 10	36 60	1/2 h. 2 h.	Généralement interdit
AUTRICHE	12 ans	12 à 14 14 à 16	8 11	» »	1 h. 1/2 1 h. 1/2	Interdit Réglementé
BELGIQUE	12 ans	12 à 14 14 à 16	12 12	» »	1 h. 1/2 1 h. 1/2	Interdit Toléré except
DANEMARK	10 ans	10 à 14 14 à 18	6 10	» »	1/2 h 2 h.	Interdit
ESPAGNE	10 ans	10 à 13 13 à 15	5 8	» »	» »	Interdit dans les usines à moteurs mécaniques.
FINLANDE	12 ans	12 à 14 15 à 18	8 »	» »	» »	Interdit
HONGRIE	12 ans et exception 11 ans	10 à 14 14 à 16	8 et 10 10 et 12	» »	1 h. 1/2 1 h. 1/2	Interdit Toléré except.
ITALIE	9 ans	9 à 12 12 à 15	8 »	» »	1 h. 1 h.	Interdit, toléré avec durée maxi- mum de 6 h
LUXEMBOURG	12 ans	12 à 14 14 à 16	8 et 6 10	» »	» »	Interdit
NORVÈGE	12 ans	12 à 14 14 à 18	6 1/2 10	» »	1/2 h. 2 h.	Interdit
PAYS-BAS	12 ans	12 à 14 14 à 16	» »	» »	1 h. 1 h.	Interdit
PORTUGAL	12 ans et exception 10 ans	10 à 12 12 à 16	6 10	» »	1 h. 1 h.	Interdit, toléré exception pour les garçons.
ROUMANIE	10 ans	12 à 14	»	»	»	Interdit
RUSSIE	12 ans	12 à 15 15 à 17	6 h. conséc. 9 h. excerp. t.	» »	» »	Interdit Toléré except.
SUÈDE	12 ans	12 à 17 14 à 18	6 10	» »	1/2 h 2 h.	Interdit Interdit
SUISSE	14 ans	14 à 16 16 à 18	11 11	» »	1 h. 1 h.	Interdit sauf exception

voie de la protection de l'enfance, nous paraît présenter deux avantages incontestables. C'est d'abord la coïncidence qu'elle établit entre les repas de l'enfant et de la mère, afin que les repas puissent être pris en commun, et, en second lieu, l'organisation du travail de la demi-journée ou à jours complets alternatifs, qui laisse à l'enfant tout loisir de fréquenter les écoles techniques et de terminer son instruction générale professionnelle.

CHAPITRE IV

LES MINEURS EMPLOYÉS DE COMMERCE

La loi jusqu'ici a été muette en ce qui concerne la protection des mineurs employés de commerce. Si parfois leur sort est aussi pénible que celui de l'ouvrier d'industrie, il faut cependant reconnaître qu'en général les employés sont des privilégiés en comparaison des ouvriers. Pour eux en effet point de travaux nuisibles à leur santé : mis convenablement, en contact avec des personnes bien élevées, ils ne peuvent craindre que le surmenage et la fatigue inhérente à la station debout prolongée, dans un milieu confiné et surchauffé. Mais à côté de ceux-là, il est toute une catégorie d'employés de commerce, placés dans une situation inférieure, entre l'employé proprement dit et l'ouvrier d'industrie. Ils sont recrutés presque exclusivement parmi les enfants ou adolescents et leur sort est tout à fait digne d'intérêt. Ce sont les petits employés qui font les courses, portent les paquets, ouvrent les portes dans les grands magasins ; ce sont les chasseurs des grands cafés, les enfants préposés à la garde des étalages devant les magasins, etc., etc.

A ceux-là, comme aux autres, la loi doit évidemment protection, et il serait juste qu'elle leur assure le repos hebdomadaire, un minimum d'heures de travail, l'interdiction de certains travaux au-dessus de leurs forces, l'hygiène et la sécurité.

La législation étrangère a d'ailleurs fait quelques pas dans cette voie.

En Angleterre le *Stop Hours Act* de 1886 interdit, dans les magasins de gros et de détail, dans les industries de l'alimentation, l'emploi des personnes âgées de moins de 18 ans pendant plus de 74 heures par semaine.

Toutefois, cette loi laisse en dehors de son champ d'application les employés qui appartiennent à la famille du patron ou qui résident avec lui dans un local contigu au magasin. En outre, des inspecteurs spéciaux commissionnés par le *Local government Board* exercent une surveillance très active en vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, dans tous les locaux non soumis à la loi industrielle.

En Allemagne, la législation ne vise pas spécialement les mineurs employés de commerce. En effet la *Gerverbeordnung* s'applique dans son ensemble à toute industrie grande et petite, qui n'est pas régie par d'autres lois spéciales. Seulement la liste des industries protégées peut être étendue par ordonnance impériale à d'autres établissements et métiers, sauf aux ateliers de famille.

Signalons un vœu émis en 1896 par la Commission de statistique ouvrière formée en 1892, de quatorze membres choisis par le Conseil fédéral et le Reichstag, tendant à obtenir la fermeture de tous les magasins sans exception à 8 heures du soir¹.

En Autriche, rien de particulier non plus aux mineurs employés de commerce. Les garçons de magasin, c'est-à-dire les ouvriers qui aident un marchand à exploiter son commerce se voient placés dans la catégorie des ouvriers d'industrie, c'est-à-dire qu'ils bénéficient de toutes les dispositions de la loi relatives aux interruptions de travail, au truck-system, au repos dominical, etc. Les teneurs de livres, les caissiers et autres personnes employées à des services plus relevés, ne sont pas visés par la loi.

Aux États-Unis, certains États réglementent le travail dans les maisons de commerce. Ainsi au Massachusetts, aucun enfant de moins de 13 ans ne peut être employé dans les fabriques, ateliers ou établissements de commerce. Aucune personne de moins de 18 ans ne peut être employée dans un établissement commercial pendant plus de 60 heures par semaine.

¹ Congrès international de législation du travail tenu à Bruxelles (*la Législation du travail en France*. M. Pic, p. 115, note).

Fonsalme, *Revue des questions ouvrières. Revue politique et parlementaire*, t. IX, p. 419 et suivantes.

En Roumanie, la loi de 1897 pose comme principe que tout patron, employé, apprenti et ouvrier de commerce et d'industrie jouira du repos les dimanches et jours de fête spécifiés. Dans l'application, la loi n'est pas aussi nette et radicale ; elle distingue entre les communes rurales et urbaines : dans les premières, les cabarets et tous établissements de commerce doivent fermer les dimanches et jours de fête jusqu'à midi ; dans les secondes, le travail cesse d'être obligatoire pour les employés, le dimanche à partir de midi dans les magasins et établissements de commerce. M. Vasilé Radu, professeur à l'École de commerce de Jassy, déclare que le principe de cette loi est bienfaisant, ajoutant : « Dans le commerce et surtout dans les grandes villes, on abusait du travail des adultes et même de celui des jeunes gens : on ne connaissait ni dimanches ni jours de repos, et on travaillait depuis 8 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir, avec interruption d'une heure ou une heure et demie à midi. »

Tel est l'état rudimentaire de la législation étrangère relative aux employés mineurs. En France, rien n'est à signaler en ce sens si ce n'est une œuvre d'initiative privée, *l'Union protectrice des jeunes travailleurs des deux sexes*, qui s'efforce de signaler les abus de l'emploi des mineurs non point dans les ateliers, c'est une tâche qu'accomplissent avec suffisamment de soin et d'exactitude les inspecteurs du travail, mais dans la rue où l'on rencontre souvent de malheureux petits employés portant des charges beaucoup trop lourdes pour leur âge. Voici ce que déclarait le délégué de l'Union au Congrès de Bruxelles :

« Ces fonctionnaires (les inspecteurs du travail) ne suffisant pas à l'inspection des ateliers, il leur est donc absolument impossible de voir ce qui se passe sur la voie publique.

« Comment alors réprimer les abus que commettent certains industriels qui, par négligence ou pour économiser l'emploi d'hommes de peine font porter à de malheureux enfants, pris par eux comme apprentis, des charges de nature à compromettre leur santé ou leur existence ?

« Les agents de police paraissent désignés pour suppléer dans

la rue les inspecteurs qui ne peuvent s'y trouver, mais à part de très rares exceptions ils sont — à Paris tout au moins — plutôt hostiles à ceux qui s'intéressent aux enfants surchargés. Ils prétendent qu'ils ne doivent intervenir que lorsque les victimes se plaignent, ce qui ne se produit pour ainsi dire jamais et cela pour bien des raisons : la crainte du patron, quelquefois des parents, et aussi celle d'être raillé par les camarades ; puis, ce qui existe presque chez tous les enfants, l'orgueil de paraître fort. Il y a donc lieu, la plupart du temps, de les protéger malgré eux dans leur intérêt.

« A la suite de la constatation de ces faits, quelques citoyens appartenant au monde du travail ont pensé que, puisqu'il existe une société qui protège les animaux, il était logique d'en créer une pour protéger ces petits garçons et filles dont la destinée est de connaître les soucis de l'atelier à l'âge où d'autres plus heureux se livrent encore au jeu et à l'étude. »

Cette Union protectrice fut fondée sur l'initiative du Comité de vigilance des prud'hommes ouvriers du Conseil des métaux et industries diverses du département de la Seine. Tout membre de de l'Union témoin d'une infraction à la loi du 2 novembre 1892 et surtout aux décrets du 13 mai 1892 et du 31 juillet 1894¹ relatifs aux fardeaux que peuvent porter ou aux charges que peuvent

¹ Le décret du 13 mai 1893 règle que les jeunes ouvriers, ouvrières ou apprentis, âgés de moins de 18 ans ne peuvent porter, tant à l'intérieur des établissements industriels que sur la voie publique, des fardeaux d'un poids supérieur aux suivants :

Garçons au-dessous de 14 ans.	10 kilogrammes
— de 16 à 18 ans.	15 —
Filles au-dessous de 16 ans	5 —
— de 16 à 18 ans.	10 —

L'arrêté du 31 juillet 1894 fixe ainsi la limite supérieure de la charge qui peut être trainée par les jeunes garçons ou jeunes filles, véhicule compris :

1° Wagonnet circulant sur une voie ferrée :

Garçons au-dessous de 14 ans.	300 kilogrammes
— de 14 à 18 ans	500 —
Filles au-dessous de 16 ans	150 —
— de 16 à 18 ans	300 —

traîner les garçons et les filles au-dessous de 18 ans, doit, si le fait se passe sur la voie publique, requérir un agent de l'autorité en lui présentant la carte de l'Union et faire dresser procès-verbal : à défaut d'agent, il doit signaler le cas avec détails et témoignages si c'est possible au siège social. Quant aux infractions commises à l'intérieur des établissements industriels, les membres de l'Union qui, par exception, peuvent en avoir connaissance, doivent les signaler au siège social ou aux inspecteurs du travail. Mais en général ce sont surtout des infractions résultant du fait de faire porter aux enfants dans la rue des fardeaux trop lourds que les membres de l'Union peuvent connaître et leur action vigilante peut avoir une incontestable efficacité.

Relativement à la protection générale des employés de commerce, M. Paul Pic, dans son rapport au Congrès de Bruxelles, résumant ce qui a été fait en projets jusqu'à ce jour, déclare : « Plus délicate encore est la question de l'extension du régime légal à diverses industries non protégées ainsi qu'aux boutiques et magasins : la confusion des débats qui se sont engagés sur ce point devant les Chambres semble indiquer qu'il n'existe pas encore, même à la Chambre des députés, de majorité bien résolue dans le sens de l'extension proposée par la Commission du travail, extension logique cependant et dès aujourd'hui réalisée par plusieurs législations étrangères. En effet, tout d'abord la Chambre a rejeté à une forte majorité l'amendement Lavy (emprunté à un projet élaboré en 1892 par la Commission du travail et non discuté) tendant à faire bénéficier de la réglementation les femmes et les

2° Brouettes :

Garçons de 14 à 18 ans 40 kilogrammes

3° Voitures à 3 ou 4 roues, dites placières, pousseuses, pousse à mains :

Garçons au-dessous de 14 ans 35 kilogrammes

— de 14 à 18 ans 60 —

Filles au-dessous de 16 ans 35 —

— de 16 à 18 ans 50 —

4° Charrettes à bras et à timons dites haquets, brancards, charretons, voitures à bras :

Garçons de 16 à 18 ans 130 kilogrammes

enfants employés dans les magasins, boutiques et établissements commerciaux de toute catégorie. Relativement aux industries de l'alimentation (boulangeries, boucheries, pâtisseries, restaurants et débits, etc.), le texte voté distingue entre les femmes et les enfants : la loi ne s'appliquerait aux femmes employées dans les établissements de cette nature que dans ses dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité, tandis qu'elle serait applicable aux enfants dans toutes ses dispositions. Il ne s'agit là, au surplus, que d'un vote platonique, le Sénat étant résolument hostile à cette innovation ¹. »

Le 8 mai 1893, un projet peu original fut présenté au nom de la Commission du travail par le baron Pierrard, député, tendant à réglementer le travail des femmes, des filles mineures et des enfants employés dans les magasins, boutiques et ateliers. Ce projet n'est que l'extension par des moyens peu pratiques de la loi de 1893 aux employés de magasin. La limite d'âge est de 13 ans et, exceptionnellement, de 12 ans pour les enfants munis du certificat d'études. La durée du travail effectif ne peut être supérieure à 11 heures par jour et le repos d'un jour par semaine est obligatoire. L'inspection est chargée de l'application de la loi.

Ce serait, nous paraît-il, donner à l'inspection une tâche impossible à remplir, à moins d'augmenter le nombre des inspecteurs dans des proportions considérables.

¹ Le 16 juillet 1894, le tribunal de simple police de Reims déclarait que l'article 1 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, détermine d'une façon expresse les établissements qui sont soumis à la surveillance administrative. Comme les magasins ne sont pas compris dans l'énumération de ce texte, il faut en conclure que le législateur a eu la volonté évidente de laisser en dehors de ses réglementations l'emploi des [préposés commerciaux, n'ayant en vue que la protection du travail industriel. Ainsi une femme attachée spécialement à un magasin de lingerie, en qualité de chef de rayon, ne saurait être assimilée à une ouvrière occupée à l'exploitation industrielle, quand un atelier de confection se trouve annexé à la maison de vente, (*Revue pratique de l'industrie*, 1894, n° 8, p. 363.)

CHAPITRE V

ETUDES DES PROPOSITIONS DE LOIS ¹ TENDANT A MODIFIER LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 ²

A la Chambre, le 27 novembre 1893, une proposition de loi était déposée par M. L. Ricard tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 2 novembre 1892 : elle portait sur les articles 3 et 4 et proposait de :

¹ Les propositions de lois tendant à modifier la loi de 1892 sont les suivantes :

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, présenté par M. L. Ricard, député, le 23 novembre 1893 (Doc. parl. n° 132. J. O. p. 155). Commission du travail. Rapport Barthou, 10 février 1894 (Doc. parlem. n° 372. J. O. p. 157). Urgence déclarée, discussion commencée les 11, 15, 16, 22, 23, 25 et 27 juin 1896.

Proposition de loi portant modification à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, présentée par M. Lecomte, sénateur, le 14 novembre 1893 (Doc. parlem. n° 2. J. O.). Rapport sommaire Lecomte 4 décembre 1893 (Doc. parl. n° 16. J. O. p. 726). Prise en considération, 14 décembre 1893. Rapport Lecomte 27 février 1894 (Doc. parlem. J. O.). Première délibération : 8 et 13 mars, 24 avril, 11 et 12 juin 1894. Deuxième délibération : 10 et 13 juillet 1894). Transmission à la Chambre, 20 juillet 1894 (Doc. parlem. n° 864. J. O.). Renvoyée à la commission du travail. — Rapport Dron. 28 décembre 1895 (Doc. parlem. n° 1724. J. O.) Première délibération : 11, 15, 16 et 22 juin 1895.

Chambre, séance du 23 juin 1898. Proposition de loi portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, adoptée et transmise par le Sénat. (Doc. parlem. n° 74).

² Voir le texte de la loi du 2 novembre 1892 à l'appendice.

1° Limiter le travail des enfants de l'un et l'autre sexe âgés de moins de dix-huit et des filles et femmes de tout âge, à dix heures par jour coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure;

2° Fixer le travail de nuit entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, l'autorisant de 4 heures du matin à 10 heures du soir, pourvu qu'il soit réparti entre deux postes ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, avec une heure de repos, et qu'il soit continu. Pour certaines industries la faculté peut être accordée aux femmes et filles de plus de dix-huit ans de travailler jusqu'à 11 heures du soir pendant soixante jours par an.

3° Interdire l'organisation des relais dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu.

Le point important, outre la fixation du minimum de dix heures, était l'obligation de la continuité du travail des équipes. On en connaît les inconvénients, que M. L. Milhaud a si bien mis en relief dans la *Revue politique et parlementaire*. Avec la continuité déclare-t-il « l'industriel pourra faire travailler une équipe par exemple de 7 heures du matin à 2 heures, une autre de 2 heures à 9 heures, mais comme il ne pourra pas soutenir que les enfants ou les femmes qui se trouvent à l'atelier à 6 h. 1/2 du soir, ont interrompu le travail pendant quatre ou cinq heures dans la journée, l'inspecteur s'il peut connaître l'heure d'entrée de l'atelier, s'il sait que l'enfant ou la femme est arrivé à 7 heures du matin pourra constater les contraventions d'une façon certaine. La continuité facilitera donc la tâche de l'inspection. D'autre part avec le système de la continuité, les enfants une fois sortis de l'usine n'auront plus à y revenir dans la journée et les parents pourront prendre leurs dispositions pour que leurs enfants soient surveillés pendant les heures où ils n'iront pas à l'atelier, pour qu'ils soient occupés pendant toute la durée de leurs loisirs à certains travaux moins fatigants et moins rudes, que ceux de l'usine. La jeune fille de treize à seize ans devra par exemple rester à la maison, vaquer aux soins du ménage, surveiller ses frères et sœurs plus jeunes, préparer le repas du soir, tandis qu'il lui est impossible à l'heure

actuelle de revenir chez elle pour en repartir quelques instants après et retourner à l'atelier. Quant aux jeunes garçons du même âge, les industriels généreux pourront établir autour de leurs usines, des écoles d'apprentissage de travail manuel où ils pourront passer toute leur demi-journée. Les communes de leur côté pourront encourager par des subventions en nature et en argent les cours faits à l'usage de ces jeunes apprentis, tandis qu'à l'heure actuelle ces jeunes enfants ne peuvent rien faire dans le temps d'interruption de leur travail, à cause de la nécessité où ils sont de le reprendre. Il est naturel qu'ils ne commencent rien étant donné qu'à peine reposés du travail accompli, ils ont la perspective du travail à reprendre. Et l'on conçoit au contraire qu'ils pourraient trouver à bien employer leur demi-journée quand ils se seraient remis de leur fatigue, s'ils n'avaient plus de la journée à se remettre à leur besogne. »

Dans l'exposé des motifs de sa proposition, M. L. Ricard démontrait de la façon suivante comment l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 avait été plutôt néfaste que favorable aux ouvriers :

« Certains industriels, voulant échapper aux complications d'une organisation différente pour chaque catégorie de travailleurs de leur usine, ont recours à diverses combinaisons grâce auxquelles la durée de la marche de l'usine n'a pas été réduite et a même parfois pu être augmentée sans violer la loi, au moins en apparence. On a notamment établi dans certaines usines des équipes roulantes et volantes, des relais qui passent successivement sur tous les métiers et y travaillent pendant que les ouvriers réguliers sont mis au repos. De cette façon, en donnant aux hommes adultes une heure de repos le matin et une l'après-midi, aux femmes deux repos d'une heure et demie, et aux enfants deux repos de deux heures, on parvient à faire tourner les métiers pendant quatorze heures, sans que chaque ouvrier, homme, femme et enfant supporte un travail effectif dépassant la durée légale.

Cette organisation qui paraît, avec les dispositions de la loi de 1892, rigoureusement légale ne tient aucun compte des conditions

hygiéniques et sociales des ouvriers. Désormais ils doivent prendre leurs repas à toutes les heures du jour et ne peuvent presque jamais se trouver réunis avec leurs femmes et leurs enfants : ces derniers travaillant rarement aux mêmes métiers et souvent dans des usines différentes.

Au surplus, il est certain que, par la mise en œuvre de ces équipes volantes, les violations de la loi seront fréquentes. Il faut ajouter que le service de l'inspection, quel que soit son zèle, sera dans l'impossibilité absolue de les constater et d'exercer un contrôle sérieux.

Dans d'autres usines, on a adopté le système de travail à deux équipes, tel que le permet le deuxième paragraphe de l'article 4. Ce paragraphe dit que le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, lorsqu'il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de 9 heures chacun, le travail de chaque équipe devant être coupé par une heure de repos au moins.

A première vue, cette disposition semblait réduire à huit heures la durée de la journée de travail de chaque équipe, et telle a été probablement la pensée d'un certain nombre de membres de la Chambre qui l'ont acceptée. A côté de ces inconvénients nombreux qui pouvaient être la conséquence d'une telle organisation du travail, ils y voyaient, comme compensation, l'avantage de réduire sensiblement la durée de la présence de l'ouvrier à l'atelier, et de lui permettre de consacrer plus de temps à son instruction professionnelle, aux devoirs et aux joies de la famille.

C'est le contraire qui s'est produit. Au lieu de faire travailler successivement chaque équipe pendant neuf heures, y compris l'heure de repos obligatoire, les industriels font alterner les deux équipes et l'usine marche ainsi sans arrêt pendant dix-huit heures. Pour y arriver, on a recours à diverses combinaisons ; il suffit d'en indiquer une. Ainsi la première équipe commence à 4 heures du matin jusqu'à 9 heures ; la seconde va de 9 heures à 1 heure après midi ; la première reprend de 1 heure à 5 heures, et la seconde termine la journée de 5 heures à 10 heures.

Comme un certain nombre d'ouvriers n'habitent pas ordinaire-

ment dans le voisinage immédiat de l'usine, qu'il leur faut absolument une demi-heure et même davantage pour se rendre de leur domicile à leur travail, ils ne peuvent songer à rentrer chez eux pendant le temps qui sépare les deux périodes. Ils sont donc retenus par le service de l'usine pendant treize et quatorze heures par jour. Il est vrai qu'ils ont des repos variant de quatre à cinq heures. Mais que peuvent-ils faire pendant ce temps en dehors de l'usine ? Croit-on que la situation de la famille ouvrière, le père, la mère, les jeunes filles et les enfants n'étant presque jamais libres aux mêmes heures, les jeunes filles et les enfants restant sans surveillance, deviendra meilleure que par le passé ? Est-ce le but que le législateur a poursuivi en cherchant à réduire la durée du travail, et en supprimant le travail de nuit ?

Et l'auteur de la proposition conclut :

« En résumé, pour que la loi du 2 novembre 1892 n'aboutisse pas à une profonde désillusion dans le monde des travailleurs, pour qu'elle n'apparaisse pas à ceux-ci comme un trompe-l'œil ne leur procurant aucune amélioration réelle, il est nécessaire d'y apporter quelques rectifications sur les points où les complications ou les anomalies de son texte ont permis d'en paralyser les effets.

« Il faut fixer une même durée de travail pour tous les ouvriers, veiller à ce que cette durée ne soit pas étendue abusivement et rendre effective l'interdiction du travail de nuit pour les enfants, les filles mineures et les femmes. »

La proposition Ricard fut renvoyée à la Commission du travail qui le 10 février 1894 présentait par l'organe de l'un de ses membres, M. L. Barthou, un rapport qui portait purement et simplement à la connaissance des députés les rapports des inspecteurs divisionnaires du travail sur l'application de la loi de 1892.

Au Sénat, dès le 14 novembre 1893, M. Maxime Lecomte déposait une proposition de loi tendant à modifier ainsi l'article 9 de la loi du 2 novembre 1892 :

« Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour.

« Les heures de travail seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail est interdit. »

Le rapport de la Commission chargée d'examiner cette proposition exposait dans ses grandes lignes la nécessité de cette réforme et formulait ainsi en une nouvelle proposition toutes les améliorations demandées.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 3. — Les enfants de l'un et l'autre sexe, âgés de moins de dix-huit ans, les filles et les femmes de tout âge ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

ART. 4, § 1^{er}. — Sans modification.

§ 2. — Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit. Toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, y compris un repos d'une heure au moins pendant lequel le travail sera suspendu.

§ 3. — Le travail de chaque équipe sera continu sauf l'interruption pour le repos.

§ 4. — Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de dix-huit ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées par ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours par an. En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au delà de douze heures.

§ 5. — Sans modification.

§ 6. — Sans modification.

§ 7. — Les tolérances prévues aux paragraphes 4, 5 et 6 du présent article ne pourront être cumulées pour une même industrie.

§ 8 (ancien § 7 de l'article). — Sans modification.

ART. 11, § 3. — Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu, l'organisation des relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, est interdite pour les personnes protégées par la présente loi.

« La loi du 2 novembre 1892, déclarait le rapporteur, est une loi de progrès, d'humanité et de moralité. Les personnes qu'elle protège sont des faibles, qui ont besoin de l'appui du législateur pour empêcher qu'il soit abusé de leurs forces, même de leur consentement. Il est d'un intérêt général et primordial de sauvegarder la race en s'opposant à ce qu'elle s'abâtardisse et se démoralise par un travail excessif. La nécessité d'un certain âge pour l'admission des enfants au travail des usines, la suppression du travail de nuit pour les personnes protégées, l'établissement d'un repos hebdomadaire en leur faveur sont les conditions essentielles de cette protection nécessaire.

Pour tout le personnel ouvrier, le décret-loi du 9 septembre 1848 impose une limite à la durée de la journée de travail : il est interdit de faire travailler les ouvriers plus de douze heures par jour. Convenait-il de diminuer encore cette durée maxima du travail quotidien en ce qui concerne les jeunes ouvriers et ouvrières

et les femmes? Le rapporteur montre la double difficulté à laquelle on se heurte, union étroite des hommes, des femmes et des enfants dans la même industrie, nécessité de soutenir la lutte contre la concurrence étrangère. Le Sénat fut longtemps réfractaire à l'idée de la limitation du travail des femmes, et il fallut, le 7 juillet 1891, l'éloquente intervention de Jules Simon, pour montrer combien dans cette question, femmes et enfants sont étroitement unis : son discours leva toute hésitation, et le principe d'une limitation spéciale du travail des femmes adultes fut admis par le Sénat. Le rapporteur expose ensuite toutes les difficultés d'application que souleva la loi de 1892. Il ajoute : « Notre honorable collègue M. Félix Martin fit connaître au Sénat, dans sa séance du 8 mai 1893, un certain nombre des réclamations et protestations qui s'étaient produites contre la loi du 2 novembre 1892, et spécialement contre l'article 3, et demanda qu'il fût, dans certaines conditions, sursis à l'application de cette loi. M. Terrier, ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, répondit à M. Félix Martin. Il ne soutint pas que la loi était certainement exécutable dans toutes ses parties, mais il affirma qu'il était indispensable que la mise en pratique de cette loi fut tentée. Le même ministre, dans les premiers jours de novembre, fit part au Gouvernement des difficultés que soulevait l'application de l'article 3 de la loi. Il annonça à ses collègues que la diversité de la durée du travail des hommes, femmes et enfants empêchait de coordonner les diverses parties du travail industriel.

« La légitimité des griefs opposés au régime nouveau se manifestait de telle façon qu'il semblait urgent de le modifier.

« Les ouvriers protestaient avec la même vivacité que leurs patrons. Dans la Seine-Inférieure, une pétition était revêtue de plus de 2300 signatures. Dans la Somme, des délégués des ouvriers remettaient au préfet du département une lettre dans laquelle ils disaient : « Les travailleurs indépendants et syndiqués, afin de « bien faire ressortir leur désir de conciliation, ont l'honneur, « Monsieur le Ministre, de vous demander d'appuyer la revision de « la loi du 2 novembre 1892 en ce sens : la journée légale maxima

« est fixée à 11 heures pour tous les ouvriers, ouvrières et « employés indistinctement. »

« La Chambre de commerce d'Amiens, de son côté, résumait ses observations de la manière suivante : « La Chambre est d'avis « que le seul moyen de conjurer les périls que l'application de « l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 ferait courir à l'industrie « nationale serait d'autoriser tous les ouvriers, hommes, femmes « et enfants à travailler onze heures par jour. »

« Le Comité des tisseurs mécaniques de coton teint de la Seine-Inférieure, le personnel ouvrier de la filature et du tissage ouvrier de Gravelle (le Havre), le Comité linier du nord de la France, beaucoup d'autres groupes et associations, des industriels en leur nom personnel, protestaient à leur tour.

« Nous pouvons citer les Chambres de commerce d'Épinal, de Calais, de Roubaix, de Vienne, le Comité de la Chambre syndicale des fabricants de tulles et de dentelles, le Cercle de la librairie, l'Association de l'industrie et de l'agriculture françaises, l'Association générale des industries textiles, la Société industrielle de l'Est, le Syndicat du moulinage de la soie, la Société industrielle et commerciale de Roubaix, de nombreux industriels de Saint-Quentin, de Roanne, de Cours (Rhône), de Thizy (Rhône), d'Amplepuis, de Belfort et des environs, des Vosges, etc.

« Examinons quels sont les graves inconvénients révélés par la mise en pratique de l'article 3 et qui ont soulevé de si nombreuses et si énergiques réclamations.

« Ces inconvénients peuvent se résumer de la manière suivante :

« 1^o La désorganisation du travail dans les ateliers où les enfants et les femmes sont les auxiliaires nécessaires des ouvriers ;

« 2^o La tendance qui résulte de l'application même de la loi et qui consiste à se priver de plus en plus du concours des ouvriers et ouvrières de moins de dix-huit ans.

« 3^o Les conséquences fâcheuses qui résultent dans les ateliers où l'on a pu combiner le travail de façon à respecter les dispositions nouvelles, de ce fait que les jeunes ouvriers et ouvrières doivent quitter l'atelier une heure ou deux avant leurs parents ;

« 4° L'inégalité dans l'application de la loi : les industriels peu scrupuleux peuvent déjouer facilement la surveillance du service d'inspection, et ce à raison de la complexité des dispositions légales et de la multiplicité des combinaisons que ces dispositions permettent. Les industriels soucieux de la légalité et qui répugnent à l'emploi de tout subterfuge sont ainsi victimes d'une redoutable concurrence, d'un caractère d'autant plus fâcheux qu'elle constitue une prime accordée à l'inobservation de la Loi.

« Était-il, dès lors, possible de nier la nécessité de l'unification des heures de travail pour les personnes protégées? C'est ce que ne croit pas la Commission, qui adopte la proposition de M. Maxime Lecomte, repoussant l'unification par l'adoption de la journée de dix heures pour les personnes protégées.

« Avec la journée de onze heures, on peut espérer, on doit même espérer, que dans un grand nombre d'ateliers, tout le personnel ouvrier ne travaillera que onze heures, sans diminution de salaires. Par la pratique industrielle, ce sera donc une loi de progrès et, en même temps, une loi de pacification sociale. Un mouvement d'opinion soutiendra ceux qui entreront ou se maintiendront dans cette voie, les encouragera et fera qu'ils seront imités de proche en proche. C'est par la bonne entente entre patrons et ouvriers que se réalisera cette réforme, plus considérable, plus profonde qu'on n'est porté à le supposer, car si l'on examine l'état des faits, il est facile de se rendre compte que la loi de douze heures, datant cependant de 1848, est à peine mise en pratique aujourd'hui et n'est pas encore universellement respectée.

« L'industrie française prise dans sa généralité ne se prêterait pas aisément à la journée de dix heures. Dans les conditions actuelles, ce serait une cause de ruine et une source de conflits. »

Et le rapport conclut :

« L'avantage considérable de l'unification à onze heures est qu'elle ne rompt pas trop brusquement avec l'organisation actuelle de l'industrie; elle ménage une transition; au lieu d'être un obstacle au progrès ou une cause de réactions dangereuses, elle

ne ferme pas la porte aux améliorations à venir, elle les prépare :

Le 24 mai 1894, un rapport supplémentaire fut présenté au Sénat par M. Maxime Lecomte sur sa proposition de loi.

Rapprochant sa proposition de fixation de la durée du travail à onze heures de celle tendant à la réduction à dix heures présentée par M. Ricard à la Chambre, il déclare : « Dans ces conditions, il a semblé à votre Commission chargée de l'examen des modifications à apporter à la loi du 2 novembre 1892, qu'il lui appartenait de se saisir du problème dans son ensemble et de chercher s'il n'était pas possible de réaliser, par une véritable unification de la journée de travail, une réforme efficace, rentrant facilement dans la pratique et, quoique modérée, constituant un progrès considérable sur l'état de choses actuelles.

Puis, M. Lecomte entre dans un intéressant détail des antécédents de la question qu'il est inutile d'exposer.

Il indique l'état actuel de la législation étrangère, et après avoir montré qu'il faut tenir compte de l'augmentation, sinon en quantité, au moins en qualité, du travail de onze heures, reconnu par l'expérience supérieur à celui de douze, et que par suite le passage de douze heures à onze heures peut s'opérer sans grosses difficultés, sans conflit, sans grèves, le rapporteur, comme conclusion à ses deux rapports, déclare :

« Votre Commission vous propose, en conséquence, de modifier le décret-loi des 9-14 septembre 1848, en décidant qu'à partir du 1^{er} juillet 1895 la journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Nous proposons de décider que le travail de chaque équipe ne pourra être interrompu, ne pourra être coupé que par l'intervalle du repos, sans l'introduction d'un travail fait par une autre équipe.

« Nous proposons également de ne pas laisser cumuler les tolérances prévues par les paragraphes 4 et 6 de l'article 4 de la loi de 1892. « Dans ces deux paragraphes, dit la proposition précitée, « le législateur avait en vue des catégories d'industries absolument « distinctes. Pour les unes : la couture, la mode et autres industries « de saison, il permettait la veillée jusqu'à onze heures du soir ;

« pour les autres, dans lesquelles la matière première doit être mise en manutention sans retard et sans interruption sous peine d'être complètement perdue, les fabriques de conserves de poissons, par exemple, il permettait le travail à n'importe quelle heure de la nuit. » La même industrie ne doit donc pas bénéficier à la fois de ces deux tolérances édictées pour des situations distinctes.

« Par contre, nous pensons qu'il est nécessaire de permettre les *veillées*, d'autoriser certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique, et dans des conditions d'application qui seront précisées par ce règlement, à prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir, pendant une durée qui, au total, ne pourra dépasser soixante jours. Nous supprimons dans l'article 4, paragraphe 4, de la loi de 1892, les mots : « à certaines époques de l'année », pour que le Conseil d'Etat n'ait pas à déterminer une période continue de deux mois et se contente de prescrire les moyens pratiques de mettre à la disposition des industries intéressées un crédit de soixante veillées qui leur permette de faire face aux nécessités de la profession.

« Enfin, revenant au travail dans les usines, nous voulons que dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos aient lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la loi, et nous proposons d'interdire le système des relais. »

Cette proposition de loi fut votée telle qu'elle était présentée par M. Lecomte, puis transmise à la Chambre des députés qui se mit aussitôt à l'œuvre. Le 28 décembre 1895, M. Dron déposait sur le bureau son rapport. Il proposait de modifier le texte voté par le Sénat ; tout d'abord il demandait de rendre applicables les prescriptions de la loi à l'industrie de l'alimentation, puis, tout en acceptant l'unification à onze heures de la journée de travail, il ajoutait qu'à la date du 1^{er} juin 1898, la durée du travail serait réduite à dix heures pour tout le personnel protégé par la loi. Il y avait là entre les deux assemblées une divergence sur un point capital. Enfin, tandis que le Sénat autorisait, de 4 heures du matin

à 10 heures du soir, le travail réparti entre deux postes d'ouvriers travaillant d'une façon continue, sauf l'interruption pour le repos, au maximum neuf heures, la Commission de la Chambre supprimait cette faculté. La discussion de cette proposition de loi commença le 11 juin 1896.

Au point de vue de l'exposé des doctrines économiques et politiques, le débat fut intéressant, car les représentants les plus autorisés des diverses écoles prirent tour à tour la parole. Nous ne les suivrons point dans leurs discours plutôt théoriques, et nous nous en tiendrons aux discussions pratiques qui aboutirent aux votes d'articles nouveaux ou à des amendements.

Dès le début, les critiques les plus vives furent dirigées contre la loi et son application défectueuse. M. Prudent Dervillers vint exposer les vœux des Congrès ouvriers, qui, plus spécialement en ce qui concerne la protection des mineurs, proposent l'interdiction du travail des enfants au-dessous de 14 ans, la réduction du travail des enfants de 14 à 18 ans à six heures par jour pour les deux sexes, la suppression du travail de nuit, sauf quelques rares exceptions. Après lui M. J. Guesde fait le procès de l'inspection du travail : il demande à ce que le personnel en soit élu par les ouvriers. Puis il insiste, et cela avec raison selon nous, sur le taux des amendes infligées pour contraventions, qui est tellement minime que les industriels n'en tiennent pas compte ; il réclame la juridiction correctionnelle avec inscription au casier judiciaire, et cela n'est pas excessif quand on songe que les délits de chasse sont ainsi réprimés et que la protection des enfants est plus urgente que celle du gibier. Pour M. Guesde, les pénalités doivent être appliquées avec rigueur ; il assimile à une séquestration arbitraire le fait par un patron de garder un enfant à l'usine au delà des heures réglementaires. Il réclame un repos hebdomadaire de trente-six heures avec interdiction de toute pratique religieuse dans les établissements visés par la loi.

Une des tactiques des socialistes, dans la discussion de la proposition de loi, fut d'essayer de faire imposer le travail de huit heures pour les adultes comme pour les mineurs : aussi ce fut une des

raisons pour lesquelles chaque chef de groupe ou chaque économiste vint combattre la loi au nom de ses théories politiques ou économiques ; la lutte oratoire fut un des plus intéressants exposés des diverses tendances plus ou moins étatistes de la Chambre. Plus spécialement au nom de l'école éclectique, M. Deschanel fit une déclaration sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure, car elle est l'exact reflet de la pensée qui nous guide.

Aux attaques dirigées contre l'application de la loi de 1892, le rapporteur, M. Dron, répondit en reconnaissant que la pratique ne répondait point aux espérances qu'avait conçues le législateur et il exposait ainsi les raisons de cette déception : « Ce qu'il importe de ne pas perdre de vue, c'est que la situation était fausse pour tout le monde. Elle était fausse pour le Gouvernement, qui en était réduit à prescrire à ses inspecteurs de ne pas appliquer les dispositions relatives à la durée du travail ; elle était fausse pour les industriels, qui, ne pouvant pas être en règle avec la loi, étaient à la merci du service de l'inspection ; enfin, elle était fausse pour les ouvriers eux-mêmes, qui, n'admettant pas qu'on vînt détacher d'eux dans le travail de chaque jour les enfants et les femmes qui sont leurs collaborateurs indispensables, ne comprenaient pas qu'on limitât à dix heures le travail d'une fille de 17 à 18 ans, alors qu'on autorisait onze heures pour une femme enceinte de sept mois, et protestaient contre le bouleversement apporté par ces distinctions artificielles dans la répartition du travail, telle qu'elle résultait des conditions économiques et locales de leur industrie, entre les différentes catégories du personnel ouvrier. »

Nous avons vu que la loi admettait au travail, un an avant les autres, les enfants munis du certificat d'études. Cette disposition avait soulevé des critiques qui sont peu justifiées, car, nous l'avons vu par les statistiques, un bien petit nombre de ces privilégiés profitent de l'exception créée en leur faveur. Toutefois M. Lavy se fit l'écho de ces critiques, justes théoriquement, et les exposa ainsi : « Vous avez admis que l'enfant ayant obtenu son certificat d'études pourrait entrer à l'atelier et vous avez fait ainsi une chose doublement détestable, la première c'est de faire que l'enfant qui est

le plus intelligent, dont les facultés sont le plus éveillées, puisse entrer plus tôt à l'atelier, prendre plus vite sa part d'un labeur trop lourd, sa part de misère, alors que peut-être l'éveil prématuré de son intelligence n'indique pas des facultés physiques meilleures, mais bien souvent le contraire, c'est-à-dire une faiblesse organique qui laisse un essor plus vaste à l'intelligence. Vous avez fait autre chose : en 1882, vous avez voulu, par une loi scolaire, obliger les enfants à aller à l'école et à recevoir ce que vous avez considéré comme un minimum d'enseignement ; vous avez voulu sanctionner ce minimum d'enseignement par un examen, par un certificat d'études, par lequel vous avez entendu fixer en quelque sorte l'acquit intellectuel que chacun de vos élèves devrait posséder le jour où il quitterait l'école. A quoi aboutissent les dispositions de la loi de 1892 ? à accélérer le mouvement qui s'est produit depuis 1882, à faire passer l'examen du certificat d'études avant l'âge ; pour pousser l'enfant hors de l'école, vous avez invité l'instituteur à obéir aux désirs des parents, à hâter l'heure de l'examen. »

Si nous en venons à la discussion des articles de la proposition de loi, nous voyons que l'article premier est ainsi conçu : « Article 1^{er}. — 1° Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations de la présente loi ;

« 2° Sont compris parmi les établissements visés par le paragraphe précédent ceux dans lesquels se préparent les aliments destinés à la consommation publique ;

« 3° Sont considérés comme dépendances les locaux tels que dortoirs, réfectoires, salles de repos, etc., dans lesquels le personnel protégé par la présente loi est appelé à séjourner.

« 4° Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements ci-dessus désignés ;

« 5° Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements

où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur ;

« 6° Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité ou de salubrité à prendre, conformément aux articles 12, 13, 14. »

La discussion s'engagea sur cet article par une demande de M. Vaillant, réclamant du rapporteur une définition du mot « atelier », qui ne fut point donnée, et proposant la suppression du paragraphe 5, l'industrie de famille étant, au dire des inspecteurs, celle où l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine et féminine subsiste sous le couvert de la loi. Puis des amendements proposent d'ajouter à l'énumération des lieux de travail, les bureaux, les magasins, les voies ferrées. La Chambre n'adopte pas ces modifications. En ce qui concerne les magasins toutefois, le rapporteur de la Commission, tout en étant d'avis qu'il y a urgence à remédier à la situation des employés, déclare seulement que ce n'est pas le moment d'y procéder. Il ajoute qu'un rapport de M. Pierard, relatif à la réglementation du travail dans les magasins, déposé au nom de la Commission du travail de l'ancienne législature, avait conclu en ces termes dans le sens de l'intervention légale : « On dira peut-être que le sort des employées n'est pas aussi dur que celui des ouvrières, c'est une erreur. Si les premières n'ont pas à effectuer des travaux manuels aussi fatigants que les secondes, il n'en résulte pas moins pour elles une fatigue persistante, par suite de la durée de leur présence dans les magasins et ateliers et de l'obligation où elles se trouvent souvent de se tenir constamment debout. » Il en est de même des jeunes garçons, déclarait M. Lavy, auteur de l'un des amendements : « Si la loi ne vise point les bureaux et magasins il pourrait se présenter ce fait, qu'un enfant considéré comme employé, et occupé, par exemple, à procéder à des livraisons au dehors, reste ainsi pendant quatorze, quinze ou seize heures livré à son travail, sans qu'il soit

possible à l'inspecteur de saisir le délit et d'empêcher que l'enfant ne soit surmené. »

Les rapports des inspecteurs du travail avaient attiré l'attention de quelques députés sur la situation faite par la loi de 1892 aux industries de l'alimentation, pâtisserie, boulangerie, charcuterie. Les enfants qui y sont employés ne sont point protégés, et une longue discussion fit ressortir toute la difficulté qu'il y aurait à réglementer des industries qui, par leur nature, échappaient aux conditions habituelles du travail, et l'on aboutit à une nouvelle rédaction du paragraphe ainsi conçue :

« Sont compris parmi les établissements visés par le paragraphe précédent, ceux dans lesquels se préparent les aliments et les boissons destinés à la consommation publique. Dans les établissements où se préparent les boissons de consommation immédiate, seront applicables seulement les articles 2, 10, 12, 14, 15 et 16 de la loi du 2 novembre 1892.

« Les restrictions contenues dans le précédent alinéa ne seront pas applicables aux enfants. »

La Commission ne présentait point d'amendement à l'article 2 de la loi, mais un grand nombre furent proposés relativement à l'âge d'admission et aux conditions. M. Vaillant veut substituer aux mots « avant l'âge de 13 ans révolus », ceux « avant l'âge de 16 ans révolus ». M. J. Guesde propose 14 ans comme minimum. Leurs amendements sont repoussés. Toutefois la Chambre adopte la suppression du paragraphe 2 de l'article 2, relatif à l'admission à 12 ans des enfants munis du certificat d'études. Un amendement Dutreix, qui imposait l'obligation de l'examen médical avant 16 ans, est repoussé. Il était ainsi conçu : « Tous les enfants âgés de moins de 16 ans devront être l'objet d'un examen médical gratuit, et ne pourront être admis au travail que s'ils sont munis du certificat d'aptitude physique, délivré soit par le médecin légiste de l'endroit ou par tout autre médecin chargé d'un service public et désigné par le préfet.

« Les inspecteurs du travail devront toujours s'assurer que ce certificat a été délivré.

« Dans le cas de non admission des enfants pour cause de faiblesse ou de mauvaise santé, les parents pourront réclamer un examen contradictoire. »

La Chambre a préféré s'en tenir à la disposition de loi qui laisse à l'inspecteur du travail le soin de demander un examen médical lorsqu'il le juge à propos.

Interrompue brusquement, la discussion ne fut pas reprise.

Les choses en étaient là, lorsque le ministère Waldeck-Rousseau prit le pouvoir. L'attention de M. Millerand, ministre du commerce, fut bien vite attirée sur la tolérance accordée aux industriels en ce qui concerne l'article 3 de la loi de 1892. Les inspecteurs, dans leurs rapports, concluaient pour la plupart à l'application stricte de cet article, démontrant que les difficultés soulevées au début allaient s'aplanissant ; une tolérance sage au début, raisonnée dans la suite, avait généralisé la conception protectrice et créé une organisation industrielle nouvelle.

Aussi, en octobre 1899, M. Millerand adressait-il aux préfets et aux inspecteurs divisionnaires du travail une dépêche leur enjoignant de tenir la main à ce que la prescription de la loi « stipulant que les enfants de l'un et l'autre sexe, âgés de moins de 16 ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de 10 heures par jour et que les jeunes ouvriers et ouvrières de 16 à 18 ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de 60 heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder 11 heures » soit observée. Et le ministre ajoutait :

« Des groupements industriels m'ayant exposé l'impossibilité où ils se trouvent de modifier du jour au lendemain dans leurs ateliers les conditions du travail qui avaient été tolérées jusqu'ici, ils ont été invités à faire connaître dans les 15 jours le sursis qui leur serait nécessaire pour que l'article 3 précité fût appliqué.

« J'ai jugé équitable d'accorder le même laps de quinze jours, à dater du 22 octobre 1899, aux industriels que touche l'application de l'article 3, pour me présenter leurs observations.

« Un délai leur sera fixé pour se mettre en règle avec la loi.

« Une fois écoulé ce délai, qui sera réduit au strict minimum,

les dispositions relatives au travail des enfants et des adolescents devront être exécutées. »

Cette dépêche souleva dans le monde industriel une vive émotion qui se traduisit par de nombreuses et véhémentes protestations. Ces protestations se résument dans la note soumise à la Chambre par l'Association de l'industrie et de l'agriculture françaises. Elle déclarait que pour satisfaire à la mise en demeure ministérielle, deux moyens seulement s'offraient aux chefs d'établissement.

« Le premier de ces moyens consisterait à ramener la durée du travail pour les ouvriers de toutes les catégories au minimum fixé pour les enfants, c'est-à-dire à faire descendre la journée normale de travail de 12 heures et 11 heures à 10 heures, mais l'emploi de ce moyen serait désastreux pour la masse des ouvriers, car il aurait pour conséquence inévitable la diminution générale des salaires...

« Cette solution écartée, il n'en reste plus qu'une, c'est de recourir à une combinaison autorisée par la loi, en organisant des équipes supplémentaires, mais ici encore on se heurte à des inconvénients très sérieux et à l'intérêt de l'ouvrier lui-même qui se trouve gravement atteint.

« Tout d'abord, sous le régime des équipes plus que sous tout autre, les jeunes ouvriers se trouvent fréquemment livrés à l'abandon. En second lieu, la population ouvrière se voit exposée à un surcroît de périls, car c'est un fait de constante expérience que l'emploi des équipes en déplaçant sans cesse les ouvriers et en les changeant de métiers, donne invariablement lieu à un accroissement du chiffre des accidents. Enfin on verrait décliner rapidement la qualité du travail. Il est trop évident que de fréquents changements de main sont, dans une infinité de cas, la négation même d'une bonne exécution. Notre industrie, dont le mérite consiste précisément dans le soin et le fini des objets produits, se trouverait ainsi plus sérieusement encore menacée par la concurrence étrangère. »

Et la note concluait en demandant à la Chambre :

1^o De sanctionner avant le 1^{er} janvier le projet de loi voté par

le Sénat, fixant la durée de la journée de travail à onze heures pour toutes les catégories d'ouvriers protégées.

2° Subsidiairement d'ordonner que cette date du 1^{er} janvier, fixée par les instructions ministérielles pour l'exécution de la loi, soit prorogée dans la plus large mesure.

Cette note n'est pas concluante, etsi nous l'avons analysée, c'est qu'elle émane d'une association puissante et nombreuse. Nous ne parlerons pas des relevés statistiques qui y sont annexés, car ils sont le résultat d'une enquête faite en 1893 94, alors que l'application de la loi heurtait la routine industrielle et innovait. Toutefois ce grand mouvement de protestation eut, semble-t-il, le privilège de hâter la solution des difficultés inhérentes à la loi de 1892, et de faire discuter et adopter par la Chambre le projet que le Sénat avait déjà approuvé.

Dans sa séance du 11 décembre 1899, M. F. Dubief lisait un rapport au nom de la Commission du travail chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat portant modification de la loi de 1892. Il résumait ainsi les imperfections et les lacunes qu'elle présentait : « Si, en effet, la loi était facilement applicable là où le travail des différentes catégories d'ouvriers est indépendant, il est évident que les plus grandes difficultés devaient se produire là où le personnel d'une même usine concourt à une même production ; là où le travail, comme dans les industries textiles par exemple, requiert à la fois pendant le même temps, les enfants, les femmes et les adultes, pour lesquels la loi distingue cinq durées de travail différentes. » Puis le rapporteur constate que la loi de 1892 a abouti ou bien au renvoi des enfants des ateliers, ou bien à une organisation du travail qui a été préjudiciable pour eux, soit les doubles équipes, soit les équipes roulantes et volantes qui passent successivement sur tous les métiers, soit encore le travail de 4 heures du matin à 10 heures du soir, suivant l'article 4 de la loi, qui ne dure que neuf heures coupées par de longs repos, mais qui force l'enfant à rester à l'atelier ou près de l'atelier pendant toute cette durée. Dès lors, concluait M. Dubief, il apparaissait nettement qu'il fallait, si l'on voulait conserver l'action bien-

faisante de la loi et créer une situation de droit conforme à l'état de fait, reprendre sur quelques point l'œuvre de 1892 et apporter à la loi les retouches nécessaires. Puis il analysait toutes les propositions de loi qui avaient été déposées pour modifier la loi de 1892, et faisait l'historique des discussions auxquelles avaient donné lieu à la Chambre la proposition Lecomte votée par le Sénat et que nous connaissons. Il estimait que la Chambre devait encore aller plus loin, et que ce n'était pas protéger les enfants que de ramener les heures de travail des adultes à la limite assignée pour eux. Le rapporteur déclare en effet : « Grâce à l'unification à onze heures, allons-nous condamner l'enfant, pour un temps indéterminé, aux conditions déplorables auxquelles la loi avait pour objet en principe de le soustraire ? Dans cette cote mal taillée, qui dans les industries mixtes va diminuer d'une heure le travail des adultes, sera-ce l'enfant, c'est-à-dire celui-là même qui a le plus besoin de protection et qui y a le plus sûrement droit, qui servira d'otage et qui payera la rançon de l'unification à onze heures ? »

Puis, après avoir analysé le débat qui devant la Chambre s'éleva le 11 juin 1896 et dura jusqu'au 27 juin, le rapporteur énumère les avantages que présente le projet Lecomte voté par le Sénat et que nous connaissons.

La Commission du travail pense, dit-il, que l'on doit aller plus loin. Elle estime que ce n'est pas protéger les enfants que ramener les heures de travail des adultes à la limite assignée pour eux. C'est pourquoi elle propose de compléter la loi en y inscrivant, après un délai de transition nécessaire, le principe de la journée de dix heures pour tous. Et la proposition de la loi est ainsi conçue :

« ARTICLE PREMIER. — Les articles 3, 4, 11 et 20 paragraphe premier, de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour coupées par un ou plusieurs

repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Au bout de trois ans à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de trois années à dix heures seulement.

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

« ART. 4. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans, les femmes, ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article premier.

« Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit. Toutefois, le travail sera autorisé de quatre heures du matin à dix heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, y compris un repos d'une demi-heure au moins, pendant lequel le travail sera suspendu.

« Le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos.

« Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

« Le même règlement pourra autoriser pour certaines industries, une dérogation temporaire ou périodique aux dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi.

« En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction du travail de nuit peut, dans n'importe quelle industrie être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé.

« ART. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie et loueurs de

force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

« Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur.

« Dans les manufactures et usines autres que les usines à feu continu, l'organisation de relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, est interdite pour les personnes protégées par les articles précédents.

« Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance dépendant des établissements religieux ou laïques, sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5 et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

« Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis dans les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état.

« Art. 20, § 1^{er}. — Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par les articles 14 et 8; ils peuvent se faire présenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2.

« § 2. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements de ce genre qui emploient des hommes adultes et des personnes visées par la loi du

2 novembre 1892, la journée ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Au bout de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de trois ans, à dix heures seulement. »

Le 20 décembre commençait devant la Chambre la première délibération sur cette proposition. Dès le début, M. Ch. Ferry venait déclarer que, d'accord avec le Gouvernement, le projet était considérablement allégé et que la Commission ne demandait plus que deux choses : « d'abord réaliser l'unification à onze heures, et ensuite décider que les repos auront lieu à la même heure, de façon à rendre impossible l'abus intolérable, qui règne depuis sept années, des relais et des équipes tournantes ».

Le ministre du commerce, pour soutenir cette proposition, déclara que l'unification des heures de travail serait un progrès énorme, attendu qu'avec quatre ou cinq catégories de travailleurs ayant des durées d'heures différentes, il est impossible aux inspecteurs d'inspecter d'une façon suffisamment efficace et, par conséquent, impossible d'assurer le respect de la loi. La discussion sur ce point fut renvoyée au 21 décembre, et une lutte oratoire s'engagea portant surtout sur l'influence que devait avoir la loi sur la limitation des heures de travail des adultes. Tour à tour, M. Vaillant et M. Lemire s'élevèrent contre la disjonction de l'article 3, demandant que la loi entière fût mise en discussion et ses dispositions votées. Malgré leurs efforts, la résolution de la Commission ainsi conçue : « Sont disjoints de la proposition de loi soumise aux délibérations de la Chambre et renvoyés à la Commission du travail avec les amendements qui s'y réfèrent, tous les articles de la loi du 2 novembre 1892, sauf l'article 3. » Fut adoptée à une majorité considérable.

Le texte proposé par la Commission est le suivant :

« Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs

repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Au bout de trois ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de trois années, à dix heures seulement.

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. »

La discussion ainsi restreinte se porta sur la limitation future du travail à dix heures. M. Henri Laniel en montra les inconvénients au point de vue économique, parlant de la concurrence commerciale qui serait rendue impossible. Après lui, et *fort justement*, M. Cadenat vint déclarer : « J'estime que cette loi n'est faite que contre les enfants et les mineurs, auxquels elle fait supporter la mauvaise volonté des patrons qui se refusent à appliquer les lois les plus humaines, et vous voudrez perpétuer cet état de choses pendant six ans ! » Et il déposa un amendement tendant à ce que, à l'expiration d'un an, la journée de travail soit réduite à dix heures et demie, et à dix heures à l'expiration d'une nouvelle année.

Une autre proposition de M. Vaillant ramène à seize ans révolus l'âge d'admission des enfants dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, et demande que de seize à vingt ans, la durée du travail du jeune ouvrier et de la jeune ouvrière ne puisse excéder la moitié de la durée de la journée de travail fixée pour les adultes. En outre, il propose que, jusqu'à onze ans, les jeunes ouvriers et ouvrières ne puissent être employés à un travail effectif de plus de quatre heures par jour, que les adultes ne puissent travailler plus de huit heures par jour et que le samedi le travail cesse à midi. Ces divers amendements furent repoussés.

Un nouvel amendement, proposé par M. Groussier et qui ne fut pas adopté, formulait ainsi l'article 3 :

« Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Par mesure transitoire, la durée du travail des diverses catégories de travailleurs qui, en vertu de la loi du 2 novembre 1892, peuvent être employés à un travail effectif de onze heures, ne sera réduite à dix heures et demie qu'une année après la promulgation de la présente loi et à dix heures l'année suivante. » Et ramenant le débat au point précis sur lequel il aurait dû porter et dont il s'est éloigné complètement, M. Dejeante déclarait : « La raison pour laquelle nous faisons une opposition au projet de loi qui vous est soumis, c'est qu'il opère un recul pour le travail des enfants. Nous demandons précisément qu'on conserve le bénéfice de la loi de 1892 au point de vue du travail des enfants et qu'on détermine le temps de quatre heures seulement pour les adultes...

« Quant à moi, j'estime que du moment qu'il y a un bénéfice acquis pour l'enfant, nous devons le conserver. »

L'amendement Groussier fut repoussé et le vote eut enfin lieu sur le texte présenté par la Commission. Les deux premiers paragraphes sont adoptés. M. des Rotours fait ajouter au deuxième paragraphe, qui forme le premier alinéa de l'article 9, ces mots : « Dans les mines et minières, ils ne pourront être employés à un travail effectif de plus de huit heures. »

Le 22 décembre, le Ministre du commerce adressait aux préfets une circulaire les informant que le délai imparti aux industriels pour se mettre en règle avec la loi de 1892 était prorogé du 1^{er} janvier au 31 janvier 1900.

Le 22 décembre, la discussion reprenait. M. Walter propose de remplacer les mots « au bout de trois ans » du troisième paragraphe de l'article 1^{er} de la Commission par la disposition suivante :

« La journée de dix heures et demie sera appliquée dans le délai de six mois, et la journée de dix heures six mois ensuite. » Cette disposition est repoussée.

D'autres propositions ramènent graduellement à deux ans le délai dans lequel la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et à une période de deux nouvelles années celui où elle sera réduite à dix heures. C'est M. Colliard qui propose cet amendement, qui est adopté.

« Dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi. Toute organisation du travail par relais ou équipes est interdite. »

Enfin l'article 2 de la Commission est adopté et les débats sont ainsi clos. Toutefois, avant le vote, M. Cauvin fait valoir de très solides arguments contre la limitation de la journée de l'adulte. Il déclare que la limitation des heures de travail pour les adultes ira à l'encontre du but de la loi, qui est la protection de la femme et de l'enfant.

« En effet, dit-il, le jour où l'ouvrier voudra s'efforcer, et il y sera contraint par la concurrence étrangère, de réaliser en moins d'heures qu'aujourd'hui la production journalière actuelle, production qui lui permet de lutter avec avantage souvent contre l'industrie du dehors, il devra se surmener. La femme et l'enfant qui l'aident seront forcés d'en faire autant. »

Le 15 mars suivant, M. Maxime Lecomte déposait sur le bureau du Sénat le rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés¹.

Ce rapport² constate tout d'abord que l'application de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892 a soulevé de grandes difficultés, de vives réclamations, de sorte qu'en fait cette disposition légale n'est pas appliquée. Après avoir fait l'historique des divers projets qui tendaient à modifier la loi de 1892, il rappelle que la Chambre en dernier lieu, tout en se réservant

¹ J. O. du 16 mars 1900, *Débats parlementaires*, p. 142.

² J. O. du 1^{er} avril 1900, *Documents parlementaires*, Sénat, annexe n° 48.

de faire le plus prochainement possible une revision complète de cette loi, s'était bornée à réaliser l'unification des heures de travail dans les établissements employant des enfants et des femmes, ou à la fois des adultes et des enfants et des femmes. Néanmoins, en séance, un amendement Dron fut voté. Il était ainsi conçu : « Toute organisation de travail par relais ou équipes est interdite. » Puis, par suite d'un amendement de MM. Basly, Lamendin et des Rotours, une disposition fut ajoutée après le 1^{er} paragraphe de l'article 3 : « Dans les mines et minières, ils (les ouvriers protégés) ne pourront être employés à un travail effectif de plus de huit heures. » Enfin une modification a été faite au paragraphe suivant ; il portait : « dans chaque établissement, sauf dans les usines à feu continu, les mines, minières et carrières, et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la loi ». Les mots « les mines, minières et carrières, et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique » ont été supprimés.

Le rapport examine donc successivement les deux modifications relatives aux mines, la question des équipes et relais, et celle qui a trait à l'unification des heures de travail.

I. Suppression du paragraphe 2 du nouvel article 3 (amendement des Rotours).

Le paragraphe 2 du nouvel article 3, aux termes duquel, dans les mines et minières, les enfants au-dessous de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail de plus de huit heures, dont le vote paraît résulter d'un malentendu, aurait les conséquences les plus douteuses. En effet, après avoir fait remarquer qu'il faut ajouter les carrières aux mines et minières, la distinction étant matériellement impossible entre ces diverses exploitations et ne reposant que sur des subtilités, le rapport constate qu'en réduisant à huit heures la journée des enfants qui est actuellement de neuf et dix heures, on produirait une très

grande perturbation économique, se traduisant soit par une diminution de la production, soit par une hausse sur les prix.

D'autre part, en ce qui concerne le travail qui se fait à la surface, il y aurait une très grande inégalité entre les industries extractives et les autres industries. « Pour le triage même des charbons ou des minerais, on ne permettrait que huit heures à l'industrie extractive; et tout à côté un triage de chiffons pourrait travailler dix et onze heures à une opération à coup sûr bien autrement pénible. » Rien ne saurait justifier cette inégalité.

C'est pourquoi la Commission, d'accord avec le gouvernement, propose de supprimer le paragraphe 2 introduit à la Chambre par voie d'amendement.

II. *Addition « des mines, minières et carrières » aux usines à feu continu, dans le dernier paragraphe du nouvel article 3.*

Le dernier paragraphe de l'article 3 porte, d'une part, l'obligation pour toutes les personnes protégées par la loi de prendre leur repos à la même heure, et, d'autre part, l'interdiction de toute organisation du travail par relais ou par équipes. La Chambre a néanmoins admis une exception en faveur des usines à feu continu, et la Commission propose de l'étendre aux mines, minières et carrières. La nature même du travail de l'industrie extractive exige cette exception, si l'on ne veut pas rendre ce travail radicalement impossible. D'une part, en effet, dans toute exploitation souterraine, chaque équipe d'ouvriers travaille isolément à son chantier, sans se préoccuper des chantiers voisins, qui peuvent être plus ou moins éloignés. Comment pourrait-on réaliser un repos simultané dans tous ces chantiers disséminés sur de vastes espaces, au milieu de l'obscurité du tréfonds ? Le travail, du reste, ne peut toujours être abandonné juste au moment du repos. La sécurité exige souvent que l'ouvrier ne se repose pas avant qu'il n'ait effectué certains travaux nécessaires pour éviter soit un éboulement, soit une chute partielle. L'usage immémorial a donc été, dans les mines, de laisser l'ouvrier prendre son repos au moment où il avait la faculté de le faire.

D'autre part, l'organisation par postes est une nécessité non moins impérieuse. Dans toutes les mines, minières et carrières, les travaux préparatoires urgents et les grands travaux (fonçage de puits, percement de galeries principales), pour être faits avec l'activité que comporte l'industrie moderne, doivent être menés par trois postes de huit heures chacun, les ouvriers se remplaçant au chantier « pic en main ». Dans le bassin houiller du Pas-de-Calais et en Belgique, comme dans les mines de houille du Centre et du Midi, l'usage de travailler en deux postes successifs repose sur des nécessités. L'intérêt public est intéressé, du reste à ce qu'on fasse produire à la mine tout ce qu'elle peut donner « dans un pays comme le nôtre qui doit emprunter à l'étranger le quart de sa consommation ».

Dans ces conditions, il est donc indispensable que la loi spécifie bien que l'industrie extractive, comme celle des usines à feu continu, pourra travailler à plusieurs postes.

III. *Question des équipes et relais (amendement Dron).*

Le rapport fait remarquer que la disposition finale de l'article 3 (nouveau), adoptée par la Chambre des députés et ainsi conçue : « Toute organisation du travail par relais ou par équipes est interdite », constitue une antinomie avec plusieurs dispositions de l'article 4 de la loi de 1892, dispositions qui ne sont ni abrogées ni modifiées par le texte adopté par la Chambre. C'est pourquoi il propose de remplacer cette disposition par la suivante, rédigée conformément au texte d'un amendement de MM. Dron et Ricard, à la Chambre des députés : « En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

La Commission estime en outre qu'il ne faut pas laisser se perpétuer l'organisation du travail par deux équipes de neuf heures ¹, qui viole manifestement le principe de l'interdiction du travail de nuit et détruit la vie de famille. Aussi propose-t-elle la sup-

¹ Article 4, § 2, de la loi de 1892.

pression de cette organisation permise par la loi, en accordant néanmoins un délai assez long aux industriels pour prendre de nouvelles dispositions. En conséquence, il serait ajouté le paragraphe suivant à l'article 4 de la loi de 1892 : « A l'expiration d'un délai de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit, prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article, cesseront d'être en vigueur. »

IV. *Nouvelles réductions des heures de travail après deux et quatre ans à partir de la promulgation de la loi.*

La Commission rappelle que, dans son rapport supplémentaire déposé le 24 mai 1894, comme dans le premier rapport, elle s'était toujours opposée jusqu'ici à la réduction de la journée de travail à dix heures, en se plaçant au point de vue des nécessités de la lutte de l'industrie française contre la concurrence étrangère. Néanmoins, elle n'avait jamais eu à examiner une disposition constituant une mise en demeure à l'industrie de se préparer, avec certains délais et par échelons, à pratiquer la journée de dix heures.

La proposition, telle qu'elle est sortie de la Chambre des députés, constitue une transaction. En effet, le texte adopté par le Sénat est admis : la journée sera de onze heures pendant deux ans. En retour, il admettra qu'elle sera de dix heures et demie à l'expiration de cette période, et de dix heures après une nouvelle période de deux ans.

En conséquence, la Commission propose de consacrer le texte voté par la Chambre, « qui a pour but de concilier les intérêts en présence et de faire entrer dans la pratique une réforme des plus considérables, paralysée jusqu'ici par quelques dispositions défectueuses de la loi ».

V. *Modification de la loi de 1848.*

La Commission fait remarquer que l'article 2 de la nouvelle loi modifie celle de 1848 sur un seul point : dans les établissements

mixtes c'est-à-dire qui emploient à la fois des hommes adultes et des personnes protégées par la loi de 1892, les hommes adultes ne pourront travailler que onze heures. La loi, en ce qui concerne les hommes adultes, ne dit pas autre chose, n'édicte aucune exigence, et, par exemple, n'interdit ni le travail de nuit, ni le travail par équipes successives.

La proposition de loi soumise au Sénat est donc la suivante :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2 et 4 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 2. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupé par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures.

« Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

« Paragraphe additionnel. — A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit, prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article, cesseront d'être en vigueur. »

ART. 4. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera

réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. »

Le 26 mars, la discussion, à peine commencée la veille, était reprise. M. Waddington, prenant le premier la parole, s'élève contre la thèse devenue générale que la loi de 1892 n'est pas applicable. Il maintient qu'elle l'est parfaitement, et il n'en veut d'autres preuves que l'expérience qu'il a faite dans ses usines où il l'a fait appliquer pendant de longs mois. Après un rapide historique de la législation étrangère et la constatation faite qu'actuellement notre législation diffère peu dans ses grandes lignes de celles des nations voisines, l'orateur expose que, selon lui, la réduction à 10 heures ne pourra être réalisée sans danger pour notre industrie qu'à la suite d'un accord avec les nations voisines. Aussi préconise-t-il une seconde réunion de la conférence de Berlin. « Ne serait-ce pas un rôle tout indiqué pour notre démocratie française, pour le gouvernement qui s'inspire d'une sympathie toute particulière à l'égard des travailleurs, de prendre une initiative intéressante pour les ouvriers et en même temps pour les patrons, c'est-à-dire pour ceux qui ont charge de capital et qui sont les directeurs de l'industrie et de la production française ? »

Mais à cette égalité à l'extérieur, M. Waddington voudrait voir s'ajouter l'égalité à l'intérieur, et cela l'amène à parler de tous les abus et infractions qui sont commis sous l'empire de la loi de 1892, abus et infractions qui ont été engendrés par les équipes à doubles postes ou les équipes par relais individuels.

En ce qui concerne les premières, le Sénat avait voté en 1894, une disposition interdisant l'intermittence et rendant la continuité des postes obligatoires. L'orateur constate avec raison que la Commission se montre plus radicale et propose de supprimer complètement le système des deux postes. En ce qui concerne les postes par relais individuels, l'obligation de mettre les repos à la même heure pour tout le personnel engagé

et l'interdiction de travailler pendant les repos, mettront fin aux inconvénients auxquels ils avaient donné lieu.

Puis ayant fait toutes réserves sur les dangers que la nouvelle loi faisait courir par suite de la concurrence étrangère, et les difficultés d'application qu'elle rencontrerait, M. Waddington conclut en disant qu'il la votera avec l'espoir qu'elle sera dans son ensemble fertile en résultats pour le pays.

M. Millerand, ministre du commerce, prenant la parole, répond à M. Waddington qu'il reconnaît que la loi de 1892 est applicable pour ceux qui veulent l'appliquer, mais que, d'autre part, il est à peu près impossible d'en imposer l'application à ceux qui veulent sinon la violer, du moins la tourner, et c'est pourquoi il est arrivé à cette conclusion nécessaire qu'il fallait en reviser quelques-unes des dispositions. Au point de vue des dangers de la concurrence extérieure stipulés par le précédent orateur, il se fera l'interprète du Sénat auprès du Gouvernement, en lui demandant s'il ne serait pas possible de prendre l'initiative d'une nouvelle conférence, analogue à celle de Berlin. M. Millerand, termine en disant que la loi qu'il demandait au Parlement de voter n'était pas, tant s'en faut, une loi de guerre et de haine, mais au contraire une loi de solidarité et de fraternité.

Puis le Sénat passe à la discussion des articles. L'article premier de la nouvelle proposition de loi étant réservé, le premier paragraphe de l'article 3 est voté sans opposition. Sur le paragraphe 2 du même article, M. le comte de Blois dépose un amendement ainsi conçu : « Remplacer dix heures et demie et au bout d'une nouvelle période de deux années », à dix heures, par soixante heures par semaine sans qu'elle puisse dépasser onze heures par jour. Cet amendement n'est pas pris en considération. Les paragraphes 2 et 3 de l'article sont successivement votés. Sur l'article 4, paragraphe additionnel, M. Monestier dépose un amendement ainsi conçu : « sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières ». Cet amendement, accepté par la Commission, est adopté le Sénat. M. Séblin propose alors une disposition additionnelle à l'article 4 ainsi conçue : « Toutefois,

le maintien de la double et triple équipe est de droit dans les usines à feu continu. Elle demeure autorisée pour l'industrie des dentelles et des guipures, de la teinturerie, de la blanchisserie, et pour toutes autres qui pourraient être classées dans la même catégorie par un règlement d'administration publique. »

M. Séblin développe son amendement. Pour faire comprendre la première partie, qui a trait au maintien des équipes volantes et tournantes dans les usines à feu seulement, il cite l'exemple des verreries. Là, les ouvriers travaillent onze heures par jour, mais comme le travail est pénible, les heures de travail sont coupées par des relais nécessités soit par les repas, soit par les repos. Mais, pour qu'il n'y ait pas d'interruption et que les fours ne brûlent pas inutilement, les patrons ont imaginé des équipes volantes qui reprennent le travail à l'heure des repas et des repos des ouvriers.

La seconde partie de l'amendement vise des industries qui s'exercent dans le nord de la France, à Calais, à Caudry, à Saint-Quentin principalement. Là, pour tirer parti du matériel qui est très coûteux, et surtout pour suffire à la commande, dans certaines saisons on est obligé de travailler nuit et jour, avec deux équipes, quelquefois trois, d'où les femmes et les enfants, il est vrai, sont exclus. Supprimer ces équipes serait, ainsi que l'ont constaté les Chambres de commerce, la ruine de ces industries, qui se trouveraient dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis des Anglais et des Allemands.

Avec cette organisation du travail, on a dans le jour le mélange des catégories protégées et des adultes. Il y aura donc une violation manifeste de la nouvelle loi, qui veut que le travail dans le jour cesse aux mêmes heures. Non seulement les patrons, mais encore les ouvriers se sont émus de cette situation, et M. Turot lui-même, socialiste-collectiviste, a réclamé le maintien des doubles équipes comme une nécessité indispensable pour la vie industrielle de Saint-Quentin.

Sur le premier point, concernant les usines à feu continu, le rapporteur déclare à M. Séblin qu'il reçoit satisfaction, car le para-

mixtes, graphe de l'article 11 est ainsi modifié : « Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu, l'organisation par relais et par équipes est supprimée. »

Sur le second point, M. Séblin se rallie à une proposition de M. Waddington qui a pour but d'ajouter à l'article additionnel qui interdit l'organisation par relais ou par équipes, sauf exception pour les usines à feu continu, ces mots : « ainsi que dans les industries qui seront spécifiées dans un règlement d'administration publique ».

L'amendement Séblin est donc retiré.

M. Strauss dépose un amendement ainsi conçu : article 7 de la loi du 9 novembre 1892 : supprimer les mots *pour les travailleurs visés à l'article 5*. « Des industriels, dit-il, éprouvent l'inquiétude que les dispositions tolérantes qui aux termes de l'article 7 peuvent être accordées aux personnes visées par l'article 5, c'est-à-dire aux femmes et aux enfants, ne s'appliquent pas aux adultes. »

Le rapporteur fait observer que la nouvelle loi ne réglemente le travail des adultes qu'à raison de sa simultanéité avec celui des personnes protégées. Par suite, les adultes, lorsqu'ils sont réglementés en même temps que les personnes protégées profitent des mêmes faveurs, des mêmes exceptions que ces dernières. Satisfaction est donc donnée à M. Strauss qui retire son amendement.

Le rapporteur donne lecture d'un texte qui a pour but de donner satisfaction à MM. Waddington et Séblin, qui ont présenté des amendements sur l'article 11 de la loi de 1892. C'est le suivant : « Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais ou par équipes est interdite. »

M. Félix Martin proteste contre l'insertion du mot « équipes ». Il ne comprend pas qu'on supprime les équipes doubles ; ce qu'il faut supprimer, ce sont les équipes alternatives.

Le texte est adopté avec la suppression du mot équipes. Mais sur une observation de M. Millerand, la Commission propose,

ensuite de cette modification, d'ajouter le paragraphe suivant, qui figurait primitivement dans l'article 3 voté par la Chambre des députés : « En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf interruption pour le repos. » Ce paragraphe est voté.

Après quoi, l'article 2 de la proposition de loi est voté. Puis l'ensemble de la loi est adopté.

Cette proposition ainsi modifiée revenait devant la Chambre des députés et était adoptée sans discussion à la séance du 30 mars 1900.

LOI portant modification de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Les articles 3, 4 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

« Au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux années, à dix heures.

« Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières ou carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi.

« Art. 4, § additionnel. — A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles concernant le travail de nuit prévues aux paragra-

phes 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur, sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

« Art. 11, § 3. — Dans les établissements visés par la présente loi, autres que les usines à feu continu et les établissements qui seront déterminés par un règlement d'administration publique, l'organisation du travail par relais, sauf ce qui est prévu aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4, sera interdit pour les personnes protégées par les articles précédents, dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi.

« En cas d'organisation du travail par postes ou équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour le repos. »

Art. 2. — Il est ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi des 9-14 septembre 1848 la disposition suivante :

« Toutefois, dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. »

CONCLUSION

Nous voici arrivés au terme de notre étude : nous avons pris le mineur vers le xiii^e siècle, au sein de la corporation d'artisans, et nous l'avons suivi jusqu'à nos jours, en constatant le mouvement historique de la législation, qui a accompagné la croissance de l'industrie moderne.

Les modes d'organisation industrielle ont été successifs et, peu à peu, ont attiré toute la famille, attachant à un dur labeur ceux qui semblaient, de par leur faiblesse, ne devoir, point y prendre part. En premier lieu, c'est l'industrie de famille ; elle comprend tous les membres d'une même famille, domestiques et esclaves, travaillant à l'exploitation d'un domaine. Là, pas de spécialisation, chacun est appelé à faire tous les métiers, et le travail de chaque famille doit suffire à ses besoins, l'échange étant peu connu. Il est permis de supposer que sous ce premier mode, où la production se restreint aux choses nécessaires à l'existence et à l'épargne, l'enfant n'a pas été employé ou tout au moins n'a travaillé que suivant ses forces, se développant au grand air. Il n'en était pas de même de la femme. Du reste, si nous cherchons encore aujourd'hui quelle est sa condition chez les peuplades sauvages de l'Afrique, qui en sont à une industrie familiale très rudimentaire, nous voyons qu'elle est astreinte aux durs labeurs du ménage et du sol, tour à tour pilant les grains et portant les fardeaux. La civilisation et le progrès, qui ont singulièrement adouci le sort de l'une, devaient donc être funestes à l'autre.

Avec la forme corporative, l'industrie se spécialise. Nous nous trouvons alors en présence d'une organisation véritable qui, par la création d'une hiérarchie professionnelle et la tendance de

chaque métier au monopole, nécessite une surveillance très étroite. Les maîtres gardes l'exercent, faisant appliquer les règlements, les interprétant souvent aussi, car ils forment un tribunal amiable ; ils sont, d'une façon générale les protecteurs naturels de l'apprenti, c'est-à-dire du mineur. Remarquons du reste que l'organisation corporative englobe l'enfant, non point en tant qu'aide nécessaire et vraiment actif du travail, mais en tant qu'élève accomplissant un stage, et auquel on transmet les traditions du métier et l'habileté professionnelle. Le travail n'est pas très pénible, au début du moins, car la corporation n'a qu'à fournir un marché restreint, celui de la petite ville ou de la région ; les maîtres ayant accaparé le travail pour eux et leurs enfants, ils en écartent tous les autres et en raison du manque de concurrence, ils tiennent la main-d'œuvre à un prix élevé.

S'il arrive que le mineur est exploité par son maître, étant apprenti, il n'a du moins pas le labeur écrasant que lui réserve l'avenir ; si au contraire il rencontre un bon maître, il trouve avec les connaissances professionnelles le réconfort de la vie de famille.

Mais l'industrie se développe, le marché, qui n'était jusqu'ici que local, s'étend à la province entière puis au pays, l'exportation se fait même jour avec les moyens de production qui vont sans cesse en croissant. Chaque maître était à la fois entrepreneur d'industrie et commerçant, c'est-à-dire vendait lui-même les produits qu'il fabriquait ; cela ne lui fut bientôt plus possible et, l'intermédiaire marchand apparut, qui donna au maître de l'ouvrage pour son compte à lui, transformant ce petit patron en ouvrier à façon. C'est la phase de la manufacture à domicile, qui dure encore de nos jours avec tous les abus du *sweating system*. Alors la main-d'œuvre enfantine devient précieuse en raison de son peu de cherté, et on en tire bien souvent, par l'intimidation ou les coups, tout ce qu'elle peut donner. Cette exploitation trop peu connue, car elle ne frappe point les yeux, car elle se dissémine dans une quantité de petits locaux qui sont plutôt des appartements que des ateliers, cette exploitation ne laisse pas que d'être cruelle. Elle est presque insaisissable, et c'est-ce qui explique en partie que le

législateur ne s'en soit occupé que fort tard. Du reste, ce sont généralement les membres seuls d'une même famille qui travaillent dans ce petit atelier, sous la direction du père ou du tuteur, et le législateur a pensé que dans ce cas il n'avait pas à intervenir, que l'amour paternel serait assez puissant pour préserver les enfants de tout surmenage. C'est une lacune à notre sens, et nous estimons que si la présomption d'affection est juste d'une façon générale, elle est mal fondée dans quelques cas tout au moins. Il aurait donc fallu soumettre l'atelier de famille à l'application de la loi, ne pas arrêter à son seuil l'inspecteur, tout en lui recommandant d'user de ses pouvoirs avec beaucoup de modération.

Mais les abus des petits ateliers ne sont qu'un moindre mal; l'évolution industrielle amène au début de ce siècle la manufacture agglomérée ou fabrique, puis, avec le développement du machinisme, l'industrie mécanique ou usine; et alors le danger devient pressant, les abus de l'exploitation de l'enfance soulèvent une indignation générale. L'Angleterre, la première, commence à édicter des mesures législatives qui seront la sauvegarde de l'avenir de sa race menacée dans l'enfant, et les autres pays la suivent peu à peu dans cette voie de protection. Jusqu'ici, en effet, le travail industriel demandait une certaine force pour l'exécuter, et cette force ne se trouvant pas chez l'enfant, on lui confiait des labeurs accessoires où il fallait plus de dextérité que d'efforts musculaires. Avec la machine, il faut seulement de l'adresse, et les enfants, coûtant moins cher que les hommes, deviennent les auxiliaires économiques de la machine.

C'est elle qui fait presque tout l'ouvrage, et ce qu'elle laisse à l'intervention humaine, c'est une simple surveillance, c'est un mouvement un peu compliqué, qu'elle exécutera même un jour avec de nouveaux progrès mécaniques. N'est-ce pas le rêve en effet de tout inventeur, de construire une machine qu'un enfant suffirait à conduire? Dès lors, le rôle de l'enfant et de la femme va croissant, l'adulte trouvant une rémunération plus en rapport avec ses aptitudes physiques dans les travaux où la force humaine est un appoint nécessaire.

Puis la machine s'est installée partout, le travail a quitté la ville, des usines ont surgi en grand nombre le long des cours d'eau et ont attiré à elles femmes et enfants. Certaines même, surtout dans la région lyonnaise, pour la filature et le tissage, n'emploient que les filles mineures.

Et non seulement l'usine est partout, mais elle peut travailler sans arrêt, la machine n'a pas besoin de repos; non contente de prendre les êtres les plus faibles, elle peut les attacher à un labeur sans fin. Le manque de législation protectrice laissait la voie ouverte aux plus graves abus; aucun frein n'était apporté à la cupidité des patrons. « Prenez les enfants », avait dit, au commencement du siècle, William Pitt, aux industriels qui se plaignaient des taxes écrasantes qui les frappaient pour coaliser contre la France les armées européennes. Et ce conseil meurtrier ne fut malheureusement que trop suivi, aussi bien en Angleterre que dans les autres pays.

Nous ne reviendrons pas sur ces récits navrants d'infortunes enfantines, qui nous montrent quel travail écrasant était imposé à de jeunes êtres au milieu de ce siècle, et les mauvais traitements qui leur étaient infligés. Ne constate-t-on pas encore, en 1859, l'emploi des enfants comme lanceurs de navette dans la fabrique lyonnaise. Voici, en effet, ce que nous déclare Reybaud avec une juste indignation : « L'emploi, il est vrai, en diminue chaque jour; les nouveaux métiers se passent de leur aide, on n'en compte plus comme autrefois trois ou quatre mille qui étaient de véritables martyrs en butte à toutes les brutalités des compagnons. Mais si peu nombreux qu'ils soient, on ne peut les abandonner à des traitements pareils. Sur les métiers à grande dimension on retrouve encore ces chétives créatures qui, pour une soupe et 15 sous par jour font l'office de lanceurs et reçoivent des soufflets pour chaque mauvais coup de navette. Ce spectacle déshonore une civilisation : il serait temps d'y mettre fin. »

Ce court, mais vivant tableau, nous laisse deviner quel triste sort est le plus souvent réservé à l'enfant dans l'atelier. Et cependant nul n'ignore quels sont les terribles résultats de son surmenage au point de vue physique, moral et social.

Qui ne sait quelle empreinte profonde marque le métier sur l'organisme? Il y a des signes physiques qui sont caractéristiques, auxquels un homme expérimenté reconnaît l'ouvrier de telle ou telle profession : c'est le développement plus accentué d'un bras ou d'une jambe appelés à faire constamment le même effort, ce sont des cals qui se forment par l'usage journalier d'un outil. Mais tout cela est superficiel, local, et ne compromet pas la santé générale de l'adulte. Il n'en est plus de même du travail prématuré sur l'organisme en formation de l'enfant. Ses membres trop faibles, son squelette dont l'ossification n'est pas terminée s'atrophient ; dans l'air vicié, le développement de ses poulmons s'arrête; ils n'ont pas, comme ceux de l'homme fait, la résistance voulue, et l'état de santé général s'en ressent. Anémie, déformation du corps, mort prématurée, sont trop souvent le résultat fatal de l'emploi abusif des enfants dans l'industrie.

Et non seulement la santé physique peut être compromise, mais aussi les facultés intellectuelles et la moralité. L'intelligence s'obscurcit vite chez l'enfant par un surmenage physique de tous les instants. Nous ne citerons que pour mémoire cet exemple bien connu : Un jeune enfant occupé dans une fonderie à qui l'on demandait s'il savait lire, répondait qu'il savait lire de petits mots pourvu qu'ils ne fussent pas trop lourds. Le pauvre petit malheureux, raisonnant par analogie, voyait dans chaque lettre un poids à soulever.

Les enfants sont en outre dans l'atelier les auxiliaires des adultes. Ceux-ci, dans leurs conversations, ne sont point retenus par la pensée que des enfants peuvent les entendre; d'ailleurs, lorsqu'ils étaient apprentis ou jeunes ouvriers, a-t-on eu égard à leur âge? Facilement les enfants accueillent les mauvais exemples; pour ne citer que ce vice, ils sont trop souvent déviés vers l'alcoolisme par les ouvriers. N'est-ce pas un défaut de notre race que ce sentiment général chez les jeunes de vouloir faire l'homme c'est-à-dire d'imiter de ses actes ceux qui sont les plus vicieux? C'est pour cela que l'enfant boit d'abord par gloriole, puis par habitude. Ainsi, tant qu'on mettra ensemble hommes et enfants, il

Il y a là un danger auquel même une surveillance stricte ne pourra remédier : ceux-ci courront le risque de voir leur sens moral diminué par les conversations et les exemples. On ne peut évidemment pas fermer l'accès des ateliers aux enfants, mais il est à désirer qu'ils y entrent le plus tard possible.

Enfin, au point de vue social, et l'on ne saurait trop insister sur ce point, l'emploi de l'enfant au travail industriel est un péril. L'enfant c'est l'homme de demain, en lui est l'avenir de la race et il ne faut pas l'atrophier. Chacun connaît les conséquences morales et physiques de l'hérédité, les stigmates intellectuels et physiologiques se perpétuent en s'aggravant, et ceux qu'imprime le travail prématuré ou trop prolongé sont indélébiles.

Ces considérations, dont personne ne saurait contester la portée et la justesse, n'ont cependant pas empêché certaines objections au principe de la protection de l'enfance ouvrière.

Un dilemme, qui a une influence considérable sur le public peu habitué à raisonner, consiste à poser ainsi la question : vaut-il mieux que l'enfant meure d'épuisement causé par le travail ou qu'il meure de faim ? Heureusement, cette alternative se présentera rarement pour ne pas dire jamais. Mourir de faim ! Mais l'enfant gagnera toujours la minime somme qui lui est nécessaire, pendant les quelques heures de labeur qui ne l'épuiseront point, qui ne nuiront pas au développement de son corps et de son esprit. Et puis n'a-t-il pas ses parents ? Il est vrai que les adversaires de la protection nous diront : si le père est là, c'est à lui à prendre soin de son enfant, c'est à sa tendresse seule qu'il faut se fier pour établir un équilibre entre les forces de l'enfant et la tâche qui lui est imposée. On n'a pas le droit de faire échec au principe de l'autorité paternelle. Cependant l'expérience est là, expérience de plus d'un demi-siècle, qui a montré trop souvent des familles où le salaire de l'enfant était non pas une part juste et nécessaire aux dépenses générales, mais un bénéfice permettant au père de chômer, ou de se livrer à des vices dégradants. La nécessité de la protection de l'enfance est donc démontrée historiquement, mais ne le serait-elle pas, et en

admettant même que la puissance paternelle soit un droit et non pas un devoir¹, serait-ce porter atteinte au droit du père de famille que de l'empêcher de mésuser de ce droit ? Le père de famille est-il fondé à venir se plaindre que là où a commencé l'abus de son pouvoir, le législateur soit intervenu pour réprimer cet abus ? En vérité personne n'oserait sérieusement le soutenir. Mais nous l'avons dit, en droit moderne, la puissance paternelle est organisée dans l'intérêt de l'enfant et l'objection tombe d'elle-même.

Hâtons-nous donc de le dire, en droit pur, la légitimité de l'intervention de l'Etat en faveur du mineur est aujourd'hui incontestée, mais dès que la protection se manifeste par des mesures pratiques, elle se heurte à des difficultés d'ordre économique qui semblent au premier abord insurmontables. La question de l'âge d'admission au travail n'a jamais soulevé aucune objection, mais il n'en va pas de même en ce qui concerne la limitation de la durée du travail. Les enfants sont aujourd'hui des auxiliaires nécessaires de l'adulte, et s'ils viennent à manquer, l'usine entière doit chômer. La limitation de la durée de leur travail apporte la plus grande perturbation dans les milieux ouvriers.

Mais est-ce une raison pour poser le problème de nouvelle façon et ne voir dans la protection de l'enfant qu'un moyen d'aboutir à la limitation des heures de travail de l'adulte ? Telle a été cependant la tendance d'un certain groupe de la Chambre à envisager les choses : la législation protectrice de l'enfance n'a plus dès lors été un but, mais un moyen, elle essayait de réaliser le rêve longtemps caressé et désirable, selon nous, des trois huit. Déjà en 1876, sur la proposition de loi Martin-Nadaud et Vilain, ayant pour objet de réduire à 10 heures la durée de travail des adultes dans les usines et manufactures, la Commission, devant la résistance évidente de la Chambre, résolut de modifier le texte de son article 1^{er}. Elle le remplaça par un amendement de M. Liancourt ainsi conçu : « Le travail effectif des mineurs de

¹ Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 257.

18 ans et des femmes dans les manufactures et usines ne pourra pas excéder 11 heures par jour, ni 6 jours par semaine. » L'auteur de l'amendement ne cachait pas qu'il espérait ainsi limiter indirectement le travail des hommes. Un peu plus tard, le rapporteur de la loi de 1892, M. Sibille prévoyait que lorsqu'une des catégories des personnes protégées aurait atteint le maximum de la durée de travail autorisée, ce serait l'arrêt pour tout le monde dans l'usine. Il entrevoyait ainsi la réalisation, sinon dans la lettre, du moins en fait, de la journée de 10 heures, et il s'en félicitait. En 1896, lorsque vint en discussion à la Chambre la proposition Lecomte, MM. Jules Guesde et Vaillant déposèrent chacun, à l'article 3 du texte voté par le Sénat, un amendement limitant la durée du travail à 8 heures par jour. C'est sur cet amendement que s'engagea la lutte retentissante où successivement MM. Deschanel, Jules Guesde, Aynard et Vaillant vinrent exposer leur conception économique. On avait profité du débat sur la protection de l'enfant pour faire admettre le principe de la limitation du travail de l'adulte. La journée de huit heures fut d'ailleurs repoussée à une forte majorité.

Mais à côté de cette tendance manifestée très clairement par les partisans de la limitation du travail des adultes, d'autres esprits, et ce n'étaient pas les moins nombreux, se plaçant uniquement au point de vue de l'intérêt de l'enfant, pensaient que le seul moyen d'assurer à ce dernier une protection réellement efficace était d'assurer à l'adulte la même protection, partout où l'un et l'autre se trouveraient ensemble dans le même atelier. En un mot, alors que la limitation du travail des adultes était un but pour les premiers, elle était une conséquence pour les seconds.

C'est en obéissant à cette dernière préoccupation que le Sénat, en 1894, avait voté la réduction à 11 heures de la journée des adultes. Lors du vote de la dernière loi, M. Millerand rappelait ce fait, et insistait sur cette idée que le seul moyen de donner à une loi protectrice de l'enfance une véritable efficacité, était d'édicter une même durée de travail pour les adultes, les femmes et les enfants.

« Dans tous les ateliers, disait-il au Sénat, où l'un des colla-

borateurs, le principal, a une durée de travail supérieure, il entraîne par cela, après lui, tous ses collaborateurs.

« L'industrie a besoin de cette unification; elle la réalise quoi que vous en ayez... Par conséquent, il est certain que si vous laissez par la loi deux catégories de travailleurs soumis à des journées différentes dans l'atelier, il n'y aura plus en fait, au bout de peu de temps, qu'une seule durée de journée de travail. »

La loi du 30 mars 1900, en consacrant l'unification de la durée générale de travail, a donné satisfaction aux uns comme aux autres. Elle est un grand pas dans la voie de la limitation de la journée de l'adulte, en même temps qu'elle assure une efficacité absolue aux mesures qu'elle contient en faveur de la protection de l'enfance.

Loin d'être un recul dans l'histoire de la réglementation protectrice de l'enfance, comme certains ont pu le prétendre, cette loi constitue, à n'en pas douter, un progrès très marqué sur sa devancière. En effet, sous l'empire de la loi de 1892, bien que fixée à 10 heures, la journée de l'enfant était en pratique de 11 heures. Puis, avec le système des équipes, sa journée de présence à l'usine ou dans la rue était de 13, 14, 15 heures, et avec celui des relais, les inspecteurs se trouvaient dans l'impossibilité de constater les fraudes et infractions qui se commettaient journellement¹. Cette nouvelle organisation du travail supprimait en outre toute vie de famille pour les populations ouvrières, puisque, le plus souvent, parents et enfants prenaient leur repos ou

¹ Karl Marx avait signalé déjà dans *le Capital* : la supercherie des relais et l'impossibilité où se trouvèrent les inspecteurs anglais, malgré leur dévouement bien connu à la cause du travail, « d'exécuter les articles de la loi, avec une tenue de livres si complexe » par travailleur protégé. « Comment, dit-il, contrôler un système qui abuse du mot relais, pour mêler les bras comme des cartes les unes avec les autres en milles combinaisons diverses, et pour varier chaque jour les heures de travail et de répit, à tel point pour les mêmes individus, qu'un seul assortiment de bras complet ne travaille jamais à la même place et dans le même temps ? » (Karl Marx : *le Capital*, ch. X.).

sortaient de l'usine à des heures différentes. Elle accordait enfin une prime aux industriels peu scrupuleux qui, au grand détriment de leurs concurrents, pouvaient violer impunément la loi.

Avec la nouvelle loi, si la journée de l'enfant, par une mesure de transaction très heureuse au point de vue de l'intérêt de l'industrie, reste encore pendant deux ans ce qu'elle a été jusqu'ici dans la pratique, c'est-à-dire fixée à onze heures, elle sera réduite à dix heures et demie à l'expiration de ce délai et à dix heures au bout d'une nouvelle période de deux ans. Sauf dans les usines à feu continu et certains établissements qui vont être limitativement déterminés par un règlement d'administration publique, les relais seront interdits d'une façon absolue à partir du 1^{er} juillet prochain. L'organisation par équipes peut encore être employée, il est vrai, mais elle est réglementée d'une façon très étroite, puisque, d'une part, elle ne peut avoir lieu que dans les limites du travail de jour, c'est-à-dire entre cinq heures du matin et neuf heures du soir, et que, d'autre part, le travail de chaque équipe doit être continu, sauf l'interruption pour le repos, et que ce repos doit avoir lieu aux mêmes heures pour tout le personnel de l'établissement.

Désormais, par conséquent, la vérification de l'accomplissement des prescriptions de la loi sera facile pour les inspecteurs, et, par suite, l'égalité sera complète pour tous les industriels ; le mineur ne sera plus retenu à l'usine en dehors du temps consacré au travail ; parents et enfants pourront trouver au foyer le réconfort à leur fatigue journalière et l'élément moral qui est la sauvegarde de la famille.

Toutefois, il importe de remarquer que si, par la nouvelle loi, la protection du mineur ouvrier d'industrie a toute l'efficacité voulue, elle n'est pas encore ce qu'elle devrait être théoriquement.

Nous posons, en effet, ce principe qu'une réglementation particulière doit régir le travail des enfants, et que quelle que soit la limitation fixée au travail de l'adulte, celle fixée au travail de l'enfant doit toujours lui être inférieure. On nous objectera, sans doute, qu'il importe peu qu'en raison des nécessités économiques, on limite le travail de l'adulte à celui que peut normalement four-

nir l'enfant et qu'on aboutisse ainsi à un double résultat bienfaisant : protéger l'enfant et, grâce à lui, favoriser l'adulte.

Certes, nous sommes les premiers à nous réjouir qu'à la faveur de la limitation du travail de l'enfant, le principe de la réglementation du travail de l'adulte déjà posé, quoique d'une façon timide, par la loi de 1848, ait pu être consacré définitivement par la loi du 30 mars 1900, mais il faut bien reconnaître cependant que l'unification du travail de l'adulte sur celui de l'enfant est néfaste dans une certaine mesure pour ce dernier. En effet, c'est un principe nettement établi aujourd'hui par de nombreuses expériences que, dans les établissements industriels, l'intensité du travail croît en raison inverse de sa durée¹. A une durée moindre du travail dans les établissements mixtes, correspondra donc désormais, on peut l'affirmer dès maintenant, un labeur plus intense, étant donné que, d'une part, les patrons voudront conserver l'ancien degré de productivité et que les ouvriers, d'autre part, n'accepteront pas de diminution de salaire. Cette augmentation de l'intensité du travail, l'adulte la supportera sans détriment pour sa santé, elle sera même chez lui le résultat normal et inconscient de la plus grande somme de repos qui lui sera accordé. Mais il n'en sera pas de même en ce qui concerne l'enfant. Quel surcroît d'activité et d'efforts ne va-t-elle pas lui imposer, alors qu'il est, en raison de son âge, peu attentif, peu appliqué ! Ne sera-t-il pas plus exposé aux accidents que par le passé dans la rapidité du nouveau travail à fournir ?

Mais, ce principe théorique posé, qui est du reste celui qui avait guidé le législateur de 1892, nous sommes bien obligés de reconnaître que l'expérience faite, aussi bien en France qu'à l'étranger, a prouvé que son application rencontrait des difficultés insurmontables. Limiter la journée de l'enfant à une durée inférieure à celle de l'adulte était aller à l'encontre des nécessités économiques actuelles du travail, et conduire soit à l'inobser-

¹ Consulter sur ce point un article de L. Brentano : Les rapports entre le salaire, la durée du travail et la productivité (*Revue d'économie politique*, année 1893, page 273).

vation de la loi, soit au renvoi des jeunes ouvriers. C'est pourquoi nous applaudissons sans réserve à la loi du 30 mars 1900, bien que peu conforme au principe précédent. Une réforme sociale ne peut être faite du jour au lendemain, surtout lorsqu'elle intéresse des millions d'êtres pour lesquels le travail est une question de vie ou de mort, surtout lorsqu'elle peut placer l'industrie d'une grande nation dans une situation d'infériorité, si minime soit-elle, vis-à-vis des pays étrangers. Il y a une double répercussion, intérieure et extérieure, qui doit faire réfléchir le législateur et, entre deux solutions, lui faire choisir celle qui, par une réalisation immédiate, peut être un acheminement vers la mise en pratique graduelle des principes.

C'est ce que M. Millerand a su mettre en relief avec un sens précieux des nécessités sociales et internationales : son œuvre, en ce qui concerne plus spécialement cette question du travail des enfants est la base solide sur laquelle l'avenir édifiera. Il a su montrer la seconde face de la question en faisant prévoir la réunion d'une nouvelle Conférence internationale du travail qui, à l'exemple de celle de Berlin, condenserait en des règles précises les résultats des expériences faites par chaque nation. Ainsi l'œuvre de travail et de paix serait complète, à l'intérieur comme à l'extérieur. Et l'unification générale de la réglementation protectrice de l'enfant pourrait se réaliser sans crainte, pour le plus grand bien de la génération future, plus vigoureuse, mieux instruite, plus largement accessible aux sentiments d'entente intérieure et de concorde internationale.

Vu :

Lyon, le 3 avril 1900.

Le Président de la thèse,
P. PIC.

Vu :

Lyon, le 5 avril 1900.

Le Doyen de la Faculté,
E. CAILLEMER.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 6 avril 1900.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,
GABRIEL COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- Bulletin de l'Office du travail* 1894-1900.
Annales de droit commercial français, étranger et international.
Annuaire de législation française.
BECHAUX, *Revendications ouvrières*, Paris, Guillaumin, in-18, 1894.
BLONDEL, *le Travail des enfants et des femmes dans les manufactures.*
Etude sur la loi des 19 mai-30 juin 1874, in-8, 1874.
BOUQUET, *le Travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie*,
in-12, 1885.
GADET-FÉLIX. *Rapport sur la question du travail des enfants.* Réponse
au questionnaire adressé à la société industrielle de Rennes par M. le
Ministre de l'Agriculture, Rennes, 1867, in-8.
CAIRE (César), *la Législation sur le travail industriel des femmes et des*
enfants, Paris 1896, in-8.
CAUWÈS (Paul), *Cours d'économie politique*, Paris, Larose, 4 vol, in-8,
1893.
CHAUVERON (DE) et BERGE, *du Travail des enfants et des filles mineures*
employés dans l'industrie. Commentaire de la loi du 19 mai 1874,
in-8.
DALLOZ, *Répertoire de jurisprudence*, Supplément au répertoire.
DELAS (J.-M.), *la Réglementation du travail des enfants et des femmes*
en Espagne, Rapport au Congrès de Bruxelles, 1897.
DEPPING, *Règlements sur les arts et métiers de Paris, rédigés au XIII^e*
siècle et connus sous le nom du Livre de métiers d'Etienne Boi-
leau, publiés par Crapelet, Paris, gr. in-4, 1837.
DODOPOULOS, *du Travail des enfants, des filles mineures et des femmes*
dans l'industrie, Paris, 1893.
DUVAL (E.), *Essai sur la législation française du travail des enfants.*
(apprentis et jeunes ouvriers). Paris, 1888, in-8.
DUVAL-ARNOULT, *Essai sur la législation française du travail des*
enfants, in-8, 1888.

FONSALME, *Revue politique et parlementaire*, IX, p. 419 et suiv. (*Revue des questions ouvrières*).

FRANKLIN, *la Vie privée d'autrefois*, in-12, 1898.

GODART (Justin), *l'Ouvrier en soie*, monographie du tisseur lyonnais. Etude historique économique et sociale, Lyon, Bernoux et Cumin ; Paris, Rousseau, 1899, in-8.

HEIMANN (Henri), *de l'Organisation du travail*. Collèges d'artisans, corporations, syndicats professionnels, Aix, 1899, in-8.

HAUSER (H.), *Ouvriers du temps passé*, xv^e et xvi^e siècles, Paris, Félix Alcan, 1898, in-8.

HERZ (A.), *la Législation du travail en Autriche*, Rapport du Congrès de Bruxelles, 1897.

JAY (Raoul), *du Travail des enfants et filles mineures dans l'industrie en droit français*, Paris, 1880, in-8.

LAGRÉSILLE, *Commentaire théorique et pratique de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels*, Paris, Larose et Forcel 1893.

LÉGISLATION.

I. — *Service de l'inspection du travail*. — Loi du 2 novembre 1892, art. 17 à 25. — Décret du 13 décembre 1892, organisant le service de l'inspection du travail. — Arrêté du Ministre de l'industrie et du commerce, du 3 mars 1893, déterminant la circonscription à attribuer à chaque inspecteur ou inspectrice départemental.

II. — *Travail des enfants et des filles mineures*. Loi du 2 novembre 1892. — Décret du 3 mai 1893. Emploi des enfants au-dessous de 18 ans dans les travaux souterrains des mines et carrières. — Décret du 13 mai 1893. Emploi des enfants, filles mineures et femmes aux travaux dangereux, insalubres, etc. — Décret du 15 juillet 1893, tolérances en ce qui concerne le travail de nuit, le repos hebdomadaire et la durée du travail ; — Arrêté ministériel, 31 Juillet 1894, limite supérieure des charges traînées.

Circulaire du Ministre de la justice, 28 avril 1894. Circonstances atténuantes, j. des Parquets 94-3-129.

Circulaire du Ministre du commerce et de l'industrie, 19 décembre 1892. Instructions générales aux inspecteurs du travail. — 20 décembre 1892. Instructions générales aux préfets. — 24 avril 1893. Déclaration des accidents. — 4 mai 1893. Instructions générales aux inspecteurs des mines. — 15 mai 1893. Certificats d'aptitude physique. — 9 juin 1898. Certificats d'Instruction primaire. — 12 août 1893. Exceptions et tolérances.

- LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières en France, depuis la conquête de Jules César, jusqu'à la Révolution*, 4 vol. in-8. — *Histoire des classes ouvrières depuis 1789 jusqu'à nos jours*, Paris, 1867.
- MAURICE, *Guide pour l'application de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans l'industrie*, in-8, 1877.
- MANHAIM, *Etudes sur l'Association professionnelle*, Liège, Vaillant Gauthaune, in-8, 1891.
- MARTIN SAINT-LÉON, *Histoire des corporations de métiers, suivie d'une étude sur l'évolution de l'idée corporative au XIX^e siècle et sur les Syndicats professionnels*, Paris, Guillemin, 1897, in-8.
- NUSSE et PÉRIN, *Commentaire de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie*, in-8, 1878.
- NOLENS (Dr), *la Législation du travail en Hollande*, Rapport au Congrès de Bruxelles, 1897.
- NITTI (F. S.), *la Législation du travail en Italie*, Rapport au Congrès de Bruxelles, 1897.
- MACD-DONALD (Mrs), *la Législation du travail en Angleterre et la Conférence internationale de Berlin*, Rapport au Congrès de Bruxelles, 1897.
- Office du travail* (Publications de l'), Hygiène et sécurité des travailleurs dans les ateliers industriels. Législation française et étrangère, Paris 1895, in-8.
- PIC (Paul), Professeur de législation industrielle à la faculté de droit de Lyon, *Traité élémentaire de législation industrielle*, Paris, Rousseau, 1894.
- *la Législation du travail en France*. Rapport au Congrès de Bruxelles, 1897.
- REYBAUD, *Rapports sur la condition morale, intellectuelle et matérielle des ouvriers qui vivent de l'industrie de la soie*, Paris 1859.
- ROUGIER (Paul), *les Associations ouvrières à Lyon*. Etude sur leur passé leur présent, leurs conditions de progrès, Paris, Guillaumin, 1864.
- ROBIN (F.) et STAIKOVICI (Ch.), *la Protection du travail en Roumanie* Rapport au Congrès de Bruxelles, 1897.
- SAUZET (Marc.), *Essai historique sur la législation industrielle de la France* *Revue d'économie politique*, 1892.
- SIMON (Jules), *l'Ouvrier de huit ans*, Paris, 1867.
- TALLON, *Manuel pratique et commentaire de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants dans l'industrie*, in-18, 1884.
- Union protectrice des jeunes travailleurs des deux sexes*. Exposé de l'œuvre, statuts-règlement intérieur, loi, décret, arrêté. Paris, Imprimerie économique, 1897.

- VARLEZ (Louis), *la Législation protectrice en Belgique*, Rapport au Congrès de Bruxelles, 1897.
- VILLERMÉ, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris, 1840, 2 vol.
- VASIL RADU, *l'Organisation et la législation du travail en Roumanie*, Rapport au Congrès de Bruxelles, 1897.
- WADDINGTON (Richard), *Rapport à la Chambre des députés au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels*, Annexe du procès-verbal de la séance du 10 juin 1890.
- WALBROECH, *Cours de droit industriel*, Paris, librairie internationale, 2 vol., 1863.
- Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale ;*
Revue pratique de droit industriel ;
Société d'économie politique et sociale de Lyon.
1891. Le progrès de l'esprit de réglementation dans l'organisation du travail (discussion ouverte).
1893. Les effets de la loi sur le travail des femmes et des filles mineures, Delone.
1895. Est-il possible d'arriver à une entente internationale du travail ? J. Rambaud.
- WOLOWSKI, membre de l'Institut, *le Travail des enfants dans les manufactures*, Paris, Guillaumin, 1868.
- WEGMAN (H.), *les Lois protectrices du travail en Suisse*, Rapport au Congrès de Bruxelles, 1897.
- WEBER (A.), *le Développement de la législation protectrice des ouvriers en Allemagne depuis 1890*, Rapport au Congrès de Bruxelles, 1897.
- WILLOUGHBY (W.-F.), *Législation du travail aux Etats-Unis*, Rapport au Congrès de Bruxelles, 1897.

APPENDICE

TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES DANS L'INDUSTRIE

Loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

SECTION I. — *Dispositions générales. — Age d'admission.
Durée du travail.*

ARTICLE PREMIER. — Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi.

Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements ci-dessus désignés.

Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité, soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre, conformément aux articles 12, 13 et 14.

ART. 2. — Les enfants ne peuvent être employés par les patrons ni être admis dans les établissements énumérés dans l'article premier, avant l'âge de treize ans révolus.

Toutefois, les enfants munis du certificat d'études primaires, institué par la loi du 28 mars 1882, peuvent être employés à partir de l'âge de douze ans.

Aucun enfant âgé de moins de treize ans ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre gratuit, par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge, ou l'un des médecins inspecteurs des écoles, ou tout autre médecin chargé d'un service public, désigné par le préfet. Cet examen sera contradictoire, si les parents le réclament.

Les inspecteurs du travail pourront toujours requérir un examen médical de tous les enfants au-dessous de seize ans, déjà admis dans les établissements susvisés, à l'effet de constater si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces.

Dans ce cas, les inspecteurs auront le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement, sur l'avis conforme de l'un des médecins désignés au paragraphe 3 du présent article, et après examen contradictoire si les parents le réclament.

Dans les orphelinats et institutions de bienfaisance visés à l'article premier, et dans lesquels l'instruction primaire est donnée, l'enseignement manuel ou professionnel, pour les enfants âgés de moins de treize ans, sauf pour les enfants âgés de douze ans munis du certificat d'études primaires, ne pourra pas dépasser trois heures par jour.

ART. 3. — Les enfants de l'un et de l'autre sexe, âgés de moins de seize ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de dix heures par jour.

Les jeunes ouvriers ou ouvrières de seize à dix-huit ans ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de soixante heures par semaine, sans que le travail journalier puisse excéder onze heures.

Les filles au-dessus de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employées à un travail effectif de plus de onze heures par jour.

Les heures de travail ci-dessus indiquées seront coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit.

SECTION II. — *Travail de nuit. — Repos hebdomadaire.*

ART. 4. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article premier.

Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit ; toutefois, le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun.

Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins.

Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de dix-huit ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au delà de douze heures.

Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

Le même règlement pourra autoriser, pour certaines industries, une dérogation temporaire aux dispositions précitées.

En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé.

ART. 5. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article premier plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier.

Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire.

ART. 6. — Néanmoins, dans les usines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, la nuit, aux travaux indispensables, sous la condition qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés seront déterminés par un règlement d'administration publique.

ART. 7. — L'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les travailleurs visés à l'article 5, pour certaines industries à désigner par le susdit règlement d'administration publique.

ART. 8. — Les enfants des deux sexes âgés de moins de treize ans ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.

Le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, à Paris, et les préfets, dans les départements, pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées.

SECTION III. — *Travaux souterrains.*

ART. 9. — Les filles et les femmes ne peuvent être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions spéciales du travail des enfants de treize à dix-huit ans, du sexe masculin, dans les travaux souterrains ci-dessus visés.

Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique, comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4, ces règlements pourront permettre le travail des enfants à partir de 4 heures du matin et jusqu'à minuit, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine, par vingt-quatre heures.

SECTION IV. — *Surveillance des enfants.*

ART. 10. — Les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les noms et prénoms des enfants des deux sexes, âgés de moins de dix-huit ans, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile.

Si l'enfant a moins de treize ans, le livret devra mentionner qu'il est muni du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882.

Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier et celle de la sortie. Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article.

ART. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie ou loueurs de force motrice sont tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi, les règlements d'administration publique relatifs à son exécution et concernant plus spécialement leur industrie, ainsi que les adresses et les noms des inspecteurs de la circonscription.

Ils afficheront également les heures auxquelles commencera et finira le travail, ainsi que les heures et la durée du repos. Un duplicata de cette affiche sera envoyé à l'inspecteur ; un autre sera déposé à la mairie.

L'organisation de relais, qui aurait pour effet de prolonger au delà de la limite légale la durée de la journée de travail, est interdite pour les personnes protégées par la présente loi.

Dans toutes les salles de travail des ouvriers, orphelinats, ateliers de charité ou de bienfaisance, dépendant des établissements religieux ou laïques,

sera placé d'une façon permanente un tableau indiquant, en caractères facilement lisibles, les conditions du travail des enfants telles qu'elles résultent des articles 2, 3, 4 et 5, et déterminant l'emploi de la journée, c'est-à-dire les heures du travail manuel, du repos, de l'étude et des repas. Ce tableau sera visé par l'inspecteur et revêtu de sa signature.

Un état nominatif complet des enfants élevés dans les établissements ci-dessus désignés, indiquant leurs noms et prénoms, la date et le lieu de leur naissance, et certifié conforme par les directeurs de ces établissements, sera remis tous les trois mois à l'inspecteur et fera mention de toutes les mutations survenues depuis la production du dernier état.

SECTION V. — *Hygiène et sécurité des travailleurs.*

ART. 12. — Les différents genres de travail présentant des causes de danger, ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui seront interdits aux femmes, filles et enfants, seront déterminés par des règlements d'administration publique.

ART. 13. — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous les conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique, pour chacune de ces catégories de travailleurs.

ART. 14. — Les établissements visés dans l'article premier et leurs dépendances doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés et ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés.

ART. 15. — Tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenue dans un des établissements mentionnés à l'article premier, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise, ou, à son défaut et en son absence, par son préposé.

Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident ; elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites proba-

bles de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Récipissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant.

Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental.

ART. 16. — Les patrons ou chefs d'établissement doivent, en outre, veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique.

SECTION VI. — *Inspection.*

ART. 17. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et de la loi du 9 septembre 1848.

Ils sont chargés, en outre, concurremment avec les commissaires de police, de l'exécution de la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Toutefois, en ce qui concerne les exploitations de mines, minières et carrières, l'exécution de la loi est exclusivement confiée aux ingénieurs et contrôleurs des mines qui, pour ce service, sont placés sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie.

ART. 18. — Les inspecteurs du travail sont nommés par le Ministre du commerce et de l'industrie.

Ce service comprendra :

1° Des inspecteurs divisionnaires ;

2° Des inspecteurs ou inspectrices départementaux.

Un décret rendu après avis du Comité des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail, ci-dessous instituée, déterminera les départements dans lesquels il y aura lieu de créer des inspecteurs départementaux. Il fixera le nombre, le traitement et les frais de tournée de ces inspecteurs.

Les inspecteurs ou inspectrices départementaux sont placés sous l'autorité de l'inspecteur divisionnaire.

Les inspecteurs du travail prêtent serment de ne point révéler les secrets de fabrication et, en général, les procédés d'exploitation dont ils pourraient prendre connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Toute violation de ce serment est punie conformément à l'article 378 du Code pénal.

ART. 19. — Désormais ne seront admissibles aux fonctions d'inspecteur divisionnaire ou départemental que les candidats ayant satisfait aux conditions et aux concours visés par l'article 22,

La nomination au poste d'inspecteur titulaire ne sera définitive qu'après un stage d'un an.

ART. 20. — Les inspecteurs et inspectrices ont entrée dans tous les établissements visés par l'article premier ; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les règlements intérieurs, et, s'il y a lieu, le certificat d'aptitude physique mentionné à l'article 2.

Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs et inspectrices, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun, quant à la constatation et à la poursuite des infractions à la présente loi.

ART. 21. — Les inspecteurs ont pour mission, en dehors de la surveillance qui leur est confiée, d'établir la statistique des conditions du travail industriel dans la région qu'ils sont chargés de surveiller.

Un rapport d'ensemble résumant ces communications sera publié tous les ans par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie.

SECTION VII. — *Commissions supérieures et départementales.*

ART. 22. — Une Commission supérieure composée de neuf membres, dont les fonctions sont gratuites, est établie auprès du Ministre du commerce et de l'industrie. Cette Commission comprend deux sénateurs, deux députés élus par leurs collègues, et cinq membres nommés pour une période de quatre ans, par le Président de la République. Elle est chargée :

1^o De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi ;

2^o De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ;

3^o Enfin, d'arrêter les conditions d'admissibilité des candidats à l'inspection divisionnaire et départementale et le programme du concours qu'ils devront subir.

Les inspecteurs divisionnaires nommés en vertu de la loi du 19 mai 1874, et actuellement en fonctions, seront répartis entre les divers postes d'inspecteurs divisionnaires et d'inspecteurs départementaux établis en exécution de la présente loi, sans être assujettis à subir le concours.

Les inspecteurs départementaux pourront être conservés sans subir un nouveau concours.

ART. 23. — Chaque année, le président de la Commission supérieure adresse au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

Ce rapport doit être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel*.

ART. 24. — Les Conseils généraux devront instituer une ou plusieurs

Commissions chargées de présenter, sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible, des rapports qui seront transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure.

Les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les président et vice-président du Conseil de prud'hommes du chef-lieu ou du principal centre industriel du département et, s'il y a lieu, l'ingénieur des mines, font partie de droit de ces Commissions dans leurs circonscriptions respectives.

Les Commissions locales instituées par les articles 20, 21 et 22 de la loi du 19 mai 1874 sont abolies.

ART. 25. — Il sera institué dans chaque département des Comités de patronage ayant pour objet :

- 1° La protection des apprentis et des enfants employés dans l'industrie;
- 2° Le développement de leur instruction professionnelle.

Le Conseil général, dans chaque département, déterminera le nombre et la circonscription des Comités de patronage, dont les statuts seront approuvés dans le département de la Seine par le Ministre de l'intérieur et le Ministre du commerce et de l'industrie, et par les préfets dans les autres départements.

Les Comités de patronage seront administrés par une Commission composée de sept membres, dont quatre seront nommés par le Conseil général et trois par le préfet.

Ils sont renouvelables tous les trois ans. Les membres sortants pourront être appelés de nouveau à en faire partie.

Leurs fonctions sont gratuites.

SECTION VIII. — *Pénalités.*

ART. 26. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le Tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi.

Toutefois, la peine ne sera pas applicable si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

Les chefs d'industrie seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 27. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

Il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour contravention identique.

En cas de pluralité de contravention entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

Les Tribunaux correctionnels pourront appliquer les dispositions de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas l'amende, pour chaque contravention, puisse être inférieure à 5 francs.

ART. 28. — L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le Tribunal de police correctionnelle.

Le Tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion du jugement aux frais du contrevenant, dans un ou plusieurs journaux du département.

ART. 29. — Est puni d'une amende de 100 à 500 francs, quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

En cas de récidive, l'amende sera portée de 500 à 1000 francs.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article.

SECTION IX. — *Dispositions générales.*

ART. 30. — Les règlements d'administration publique nécessaires à l'application de la présente loi seront rendus après avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures.

Le Conseil général des Mines sera appelé à donner son avis sur les règlements prévus en exécution de l'article 9.

ART. 31. — Les dispositions de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés dans un des établissements visés à l'article premier.

ART. 32. — Les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'à dater du 1^{er} janvier 1893.

La loi du 19 mai 1874 et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ses dispositions seront abrogés à la date susindiquée.

TABLE

PRÉFACE	1
CHAPITRE PREMIER. — LA SITUATION DU MINEUR FILS DE MAÎTRE OU APPRENTI DANS LES COMMUNAUTÉS D'ARTS ET MÉTIERES.	5
CHAPITRE II. — LA SITUATION DU MINEUR, JEUNE OUVRIER OU APPRENTI, DE L'ABOLITION DES CORPORATIONS A 1874.	
SECTION I. — <i>Protection du jeune ouvrier.</i>	24
SECTION II. — <i>Réglementation de l'apprentissage</i>	34
CHAPITRE III. — LOIS DE 1874 ET 1892. — ETUDE COMPARATIVE DE LA CONDITION DU MINEUR OUVRIER D'INDUSTRIE DANS LES PAYS ÉTRANGERS	62
Loi du 3 juin 1874	62
Loi du 2 novembre 1892.	68
Résultats de la loi du 2 novembre 1892.	78
Etude comparative de la condition du mineur ouvrier d'indus- trie dans les pays étrangers.	112
Allemagne	113
Angleterre	115
Autriche	119
Belgique	121
Danzemark	122
Espagne.	123
États-Unis	124

Finlande	124
Hongrie	125
Italie	126
Grand-Duché de Luxembourg	126
Norvège	127
Pays-Bas	127
Portugal	128
Roumanie	128
Russie	129
Suède	130
Suisse	130
CHAPITRE IV. — LES MINEURS EMPLOYÉS DE COMMERCE	134
CHAPITRE V. — ETUDES DES PROPOSITIONS DE LOIS TENDANT A MODI- FIER LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892	140
Loi du 30 mars 1900.	176
CONCLUSION	179
BIBLIOGRAPHIE	191
APPENDICE	195

